



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY



BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

PREMIER SEMESTRE DE 1871,

CONTENANT

LES DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN 1871.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME DEUXIÈME.

N^{os} 38 à 54.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXI.

349.44

F81

12th ser.

v. 2

594774

Y9A REL. ORIGINATED

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME II^e DE LA XII^e SÉRIE
DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
ACTES ANTÉRIEURS			
AU 1 ^{er} SEMESTRE DE 1871.			
17 Sept. 1870.	DÉCRET qui réduit : 1 ^o à cinq, les six offices d'avoué au tribunal de Joigny (Yonne); 2 ^o à dix-huit, les dix-neuf offices d'huissier au tribunal de Chartres (Eure-et-Loir); 3 ^o à onze, les douze offices d'huissier à celui de Saint-Pol (Pas-de-Calais); 4 ^o à huit, les neuf offices d'huissier au tribunal d'Avallon (Yonne).....	47	69
8 Octobre.	DÉCRET qui alloue une indemnité mensuelle aux membres du Gouvernement, aux ministres et aux secrétaires du Gouvernement.....	46	57
10.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1870 une somme de deux millions non employée sur le crédit ouvert au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics par la loi du 1 ^{er} août 1868, pour le service des canaux, exercice 1869.....	42	27
Idem.	DÉCRET relatif à l'inscription aux budgets des ministères des travaux publics et de l'instruction publique et des cultes de divers crédits provenant de l'ancien ministère des sciences, lettres et beaux-arts.....	Ibid.	28
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1870, un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Dunkerque, en exécution de la loi du 20 mai 1868, pour les travaux d'amélioration du port de commerce de cette ville.....	Ibid.	30
30.	DÉCRET qui adopte les enfants des citoyens morts pour la défense de la France.....	39	9
13 Décembre.	DÉCRET qui charge M. d'Almeida de se rendre dans les départements avec la mission de coordonner tous les efforts qui seront faits, 1 ^o pour établir des communications entre Paris et les départements; 2 ^o pour effectuer le ravitaillement de Paris.....	Ibid.	Ibid.
21.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit sur l'exercice 1871 pour allouer une subvention aux compagnies d'assurances mutuelles sur la vie qui se sont réunies pour assurer les gardes nationaux appelés à la défense de Paris.....	42	31
30.	DÉCRET portant nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1870.....	Ibid.	32
31.	DÉCRET qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, en 1871, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers..	40	17
1 ^{er} SEMESTRE DE 1871.			
2 Janv. 1871.	DÉCRET qui réunit au ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts les manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.....	38	1

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
2 Janv. 1871.	DÉCRET qui donne au Corps franc d'artillerie (service des mitrailleuses) la dénomination de <i>Corps d'artillerie des mitrailleuses</i> , et règle l'organisation de ce corps.....	38	2
3.	DÉCRET qui accorde un nouveau délai de trois mois aux locataires habitant le département de la Seine et donne compétence aux juges de paix pour statuer sur les contestations en matière de loyers.....	Ibid.	3
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1871, un crédit provisoire pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.....	Ibid.	4
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du département des travaux publics, exercice 1870.....	Ibid.	5
Idem.	DÉCRET relatif à la liquidation de la caisse de la dotation de l'armée.....	47	61
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre des finances à disposer de la somme de rentes que la caisse de la dotation de l'armée remettra au trésor public en vertu du décret relatif à la liquidation de ladite caisse.....	Ibid.	62
4.	DÉCRET qui confisque, au profit de l'État, tout cheval, mulet ou âne saisi après injonction non suivie d'effet dans un délai de vingt-quatre heures.....	38	6
5.	DÉCRET portant interdiction de faire sortir du grain de Paris.....	Ibid.	7
6.	DÉCRET relatif à la réquisition des asphaltes, des bitumes et autres matières analogues, etc. approvisionnés à quelque titre que ce soit dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement....	Ibid.	8
8.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1871, un crédit pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris.....	39	10
10.	DÉCRET qui autorise : 1° M. Pétard (<i>Marie-François-Camille</i>), 2° M. Pétard (<i>Gustave</i>), à substituer à leur nom patronymique celui de <i>Pérard</i>	44	51
11.	DÉCRET relatif aux victimes du bombardement de Paris.	39	11
12.	DÉCRET relatif à une nouvelle prorogation de délais accordée aux effets de commerce.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la réquisition des blés et farines existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris.....	Ibid.	12
Idem.	DÉCRET relatif à la conservation des chevaux indispensables pour les transports privés.....	Ibid.	13
13.	DÉCRET concernant les détenteurs de farines.....	Ibid.	14
16.	DÉCRET qui lève la réquisition sur les pommes de terre..	Ibid.	15
20.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1871 une portion du crédit délégué, sur l'exercice 1870, par les ministres de la guerre et de la marine au ministre des finances, président de la commission de répartition des secours aux familles de militaires sous les drapeaux.....	42	33
21.	DÉCRET qui sépare de la présidence du Gouvernement le commandement en chef de l'armée de Paris et supprime le titre et les fonctions de gouverneur de Paris.	Ibid.	34
22.	DÉCRET qui supprime les clubs jusqu'à la fin du siège...	40	18
Idem.	DÉCRET qui porte de deux à quatre le nombre des conseils de guerre de la 1 ^{re} division militaire.....	Ibid.	19
Idem.	DÉCRET qui supprime le journal <i>le Réveil</i> et le journal <i>le Combat</i>	Ibid.	Ibid.
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1871, un crédit pour complément de dépenses dans le service des aérostats.....	42	34
Idem.	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1870, un crédit pour les frais de fabrication des monnaies de bronze.....	Ibid.	35
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des finances, exercice 1870.....	43	43

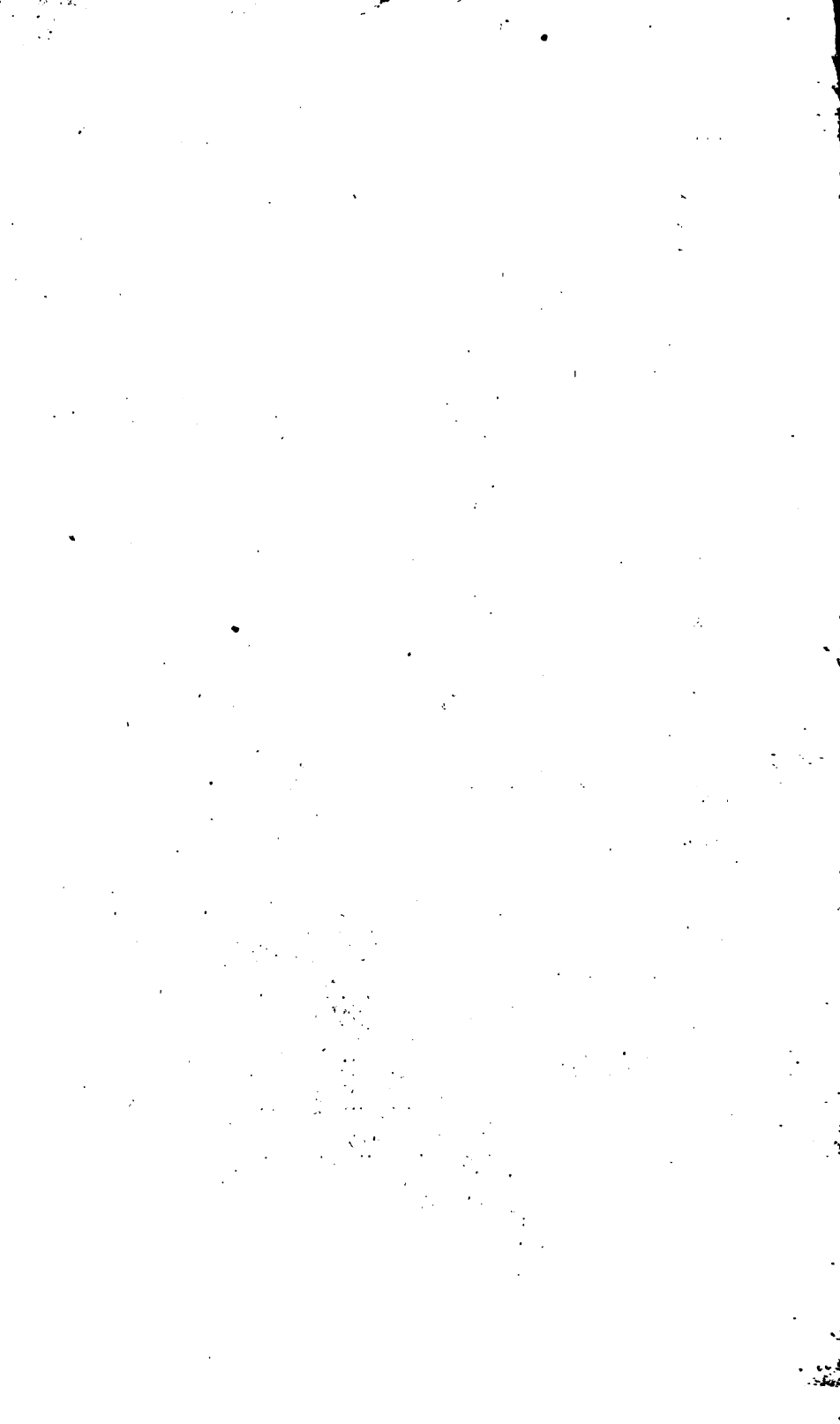
DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DE	N°/AN des bulletins.	PAGES.
27 Janv. 1871.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des finances, exercice 1870.....	42	35
Idem.	DÉCRET qui autorise, la ville de Paris à prélever une somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.....	Ibid.	36
Idem.	DÉCRET relatif à une nouvelle prorogation de délais accordée aux effets de commerce.....	Ibid.	37
28.	DÉCRET portant que l'administration des hospices du département de la Seine effectuera ses recettes et ses dépenses en 1871 conformément au budget de l'assistance publique voté et approuvé pour 1870.....	Ibid.	38
29.	DÉCRET portant convocation des collèges électoraux à l'effet d'élire l'Assemblée nationale.....	41	21
Idem.	DÉCRET concernant les causes d'inéligibilité électorale..	Ibid.	23
Idem.	DÉCRET portant que les officiers appartenant à la garde nationale et qui ne sont pas membres de la Légion d'honneur pourront recevoir, pour fait de guerre, la médaille militaire.....	42	38
Idem.	DÉCRET qui dissout tous les corps francs faisant partie de l'armée de Paris.....	Ibid.	39
30.	INSTRUCTION pour les élections dans les départements occupés par les armées allemandes.....	41	24
31.	DÉCRET qui délègue à M. Eugène Pelletan la signature des actes d'administration du ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, pendant l'absence de M. Jules Simon.....	43	44
1 ^{er} Février.	DÉCRET qui charge les gouverneurs de l'Algérie et des colonies de convoquer les électeurs dans le plus bref délai possible, à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale.....	42	40
Idem.	DÉCRET qui nomme M. Hérol ministre de l'intérieur par intérim.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui délègue, pendant l'absence du garde des sceaux, l'expédition des affaires courantes à M. Émile Durier, secrétaire général du ministère de la justice...	Ibid.	41
Idem.	DÉCRET qui nomme M. Emile Durier secrétaire général du ministère de la justice, en remplacement de M. Hérol, nommé ministre de l'intérieur par intérim.....	Ibid.	42
2.	DÉCRET qui reporte les élections de Paris au 8 février...	Ibid.	41
Idem.	DÉCRET qui confie à M. Dorian, ministre des travaux publics, l'intérim du ministère de l'agriculture et du commerce, pendant l'absence de M. Magnin.....	Ibid.	42
3.	DÉCRET portant qu'il sera procédé immédiatement à la confection des listes du jury dans le département de la Seine, et que la cour d'assises de ce département reprendra son fonctionnement à partir du 15 février....	43	44
Idem.	DÉCRET portant dissolution des régiments de la garde nationale mobilisée, dits <i>regiments de Paris</i>	Ibid.	45
4.	DÉCRET qui annule un décret du 31 janvier 1871, émané de la délégation du Gouvernement à Bordeaux et frappant d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui transfère à M. Jules Favre la délégation de signature conférée à M. Emmanuel Arago relativement aux actes du Gouvernement du ressort du département de la justice.....	44	47
Idem.	DÉCRET qui transfère à M. Dorian la délégation de signature confiée à M. Eugène Pelletan relativement aux actes d'administration du ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif au nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets du Gouvernement.....	Ibid.	48
6.	DÉCRET portant que les citoyens pourront être inscrits sur les listes électorales de Paris et du département de la Seine jusqu'au 7 février, à minuit.....	Ibid.	Ibid.

DATES des lois et décrets.	TITRE DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Fév. 1871.	DÉCRET portant que, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les deux sections de la cour d'assises de la Seine siégeront simultanément.....	44	49
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte les décrets relatifs à la réquisition de la houille, du coke, des asphaltes, des bitumes et autres matières analogues.....	<i>Ibid.</i>	50
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui lève la réquisition de la viande de porc et de la charcuterie.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le décret établissant la réquisition des chevaux ne s'appliquera pas aux chevaux introduits dans Paris postérieurement à la promulgation du présent décret.....	<i>Ibid.</i>	51
7.	DÉCRET qui lève la réquisition des grains et farines.....	45	53
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui lève toute réquisition, toute interdiction de vente des animaux de boucherie et des vaches laitières.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui lève la réquisition des chevaux, ânes et mulets.....	<i>Ibid.</i>	54
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui délègue au général <i>Susane</i> la signature des actes d'administration du ministère de la guerre, pendant l'absence du général <i>Le Flo.</i>	46	58
9.	DÉCRET relatif à une nouvelle prorogation de délais pour les effets de commerce.....	45	55
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 8 janvier 1871, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord.....	47	62
12.	DÉCRET qui délègue à M. <i>Ozerne</i> la signature des actes d'administration du ministère de l'agriculture et du commerce, pendant l'absence de M. <i>Maguin.</i>	46	58
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. le vice-amiral <i>Touchard</i> des fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris.....	<i>Ibid.</i>	59
14.	DÉCRET qui fixe les délais de la prescription pour les délits forestiers, etc.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
15.	DÉCRET concernant les gardes nationaux qui touchent l'indemnité journalière de un franc cinquante centimes, et les femmes des gardes nationaux qui reçoivent le subsidé de soixant-quinze centimes.....	47	64
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui délègue à M. <i>Collignon</i> la signature des actes d'administration du ministère des travaux publics, pendant l'absence de M. <i>Dorian.</i>	<i>Ibid.</i>	65
17.	DÉCRET qui autorise la ville de Paris à prélever une somme de trois millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.....	<i>Ibid.</i>	66
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des cultes à continuer de prélever sur les fonds du matériel des beaux-arts pour l'exercice 1871, jusqu'à concurrence de dix-huit mille francs, certaines dépenses faites ou à faire pour le service de l'hôtel siège de la présidence du Gouvernement de la défense nationale, pendant le premier trimestre de l'année 1871.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui dissout le bataillon du génie volontaire.....	<i>Ibid.</i>	67
<i>Idem.</i>	RÉSOLUTION de l'Assemblée nationale ayant pour objet de nommer M. <i>Thiers</i> chef du pouvoir exécutif de la République française.....	48	71
18.	DÉCRET portant composition du conseil général des hospices.....	47	68
19.	ARRÊTÉ portant nomination des ministres.....	48	72
20.	ARRÊTÉ qui charge M. le vice-amiral <i>Touchard</i> des fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris.....	<i>Ibid.</i>	73
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui délègue au général <i>Susane</i> la signature des actes d'administration du ministère de la guerre, pendant l'absence du général <i>Le Flo.</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui délègue à M. <i>Collignon</i> la signature des actes d'administration du ministère des travaux publics, pendant l'absence de M. <i>de Larcy.</i>	<i>Ibid.</i>	74

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
20 Fév. 1871.	ARRÊTÉ qui délègue à M. Ozanne la signature des actes d'administration du ministère de l'agriculture et du commerce, pendant l'absence de M. Lambrécht.....	48	74
21.	ARRÊTÉ qui charge M. le contre-amiral Huguetan de Chailly des fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris.....	Ibid.	Ibid.
22.	ARRÊTÉ qui délègue à M. Saint-René Taillandier la signature des actes d'administration du ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, pendant l'absence de M. Jules Simon.....	Ibid.	75
25.	ARRÊTÉ qui nomme M. Pouyer-Quertier ministre des finances.....	Ibid.	Ibid.
2 Mars.	Loi qui ratifie les préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871.....	51	111
10.	RÉSOLUTION ayant pour objet de transporter à Versailles le siège de l'Assemblée nationale.....	49	79
21.	Loi qui met le département de Seine-et-Oise en état de siège.....	Ibid.	80
Idem.	Loi qui affecte une somme de quatre millions huit cent trente-sept mille vingt francs aux dépenses de l'Assemblée nationale, exercice 1871.....	Ibid.	Ibid.
23.	Loi portant création de bataillons volontaires.....	Ibid.	81
24.	ARRÊTÉ qui étend au département de Seine-et-Oise les pouvoirs conférés au préfet de police du département de la Seine.....	48	76
Idem.	ARRÊTÉ qui fixe la clôture de l'exercice communal de 1870 au 15 mai pour les mandatements et au 4 mai pour les recouvrements et les paiements.....	Ibid.	77
Idem.	Loi relative aux effets de commerce.....	49	82
25.	Loi qui déclare nuls les décrets des 28 janvier et 3 février 1871, prononçant la déchéance de quinze magistrats.....	Ibid.	83
26.	Loi relative aux généraux Clément Thomas et Lecante.....	Ibid.	84
Idem.	Loi portant que la famille du général Lecante est adoptée par la Nation.....	Ibid.	85
27.	ARRÊTÉ relatif aux magistrats composant la cour d'appel de Metz.....	Ibid.	89
29.	Loi qui abroge l'article 2 du décret de la délégation de Bordeaux du 25 décembre 1870, sur la dissolution des conseils généraux et d'arrondissement et l'institution des commissions départementales.....	Ibid.	85
30.	ARRÊTÉ qui rapporte le décret du 9 septembre 1870, relatif à l'admission en franchise des armes et des cartouches.....	Ibid.	90
Idem.	ARRÊTÉ qui reporte à l'exercice 1870 une portion des crédits ouverts à titre de fonds de concours, sur l'exercice 1869, pour l'exécution de grands travaux publics en Algérie.....	50	104
1 ^{er} Avril.	ARRÊTÉ portant que les membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État se réuniront et exerceront leurs fonctions à Versailles.....	49	90
Idem.	ARRÊTÉ portant qu'aucune dépense de l'État ne devra être engagée et ne sera acquittée par le trésor qu'autant que la ministre des finances aura reconnu la possibilité d'y pourvoir.....	Ibid.	91
4.	Loi qui abroge le décret de la délégation de Tours du 18 octobre 1870, relatif à l'élision des membres des tribunaux de commerce.....	Ibid.	86
Idem.	RÉSOLUTION ayant pour objet de voter des remerciements aux troupes de terre et de mer qui ont combattu dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871.....	Ibid.	87
Idem.	ARRÊTÉ relatif à l'affranchissement des dépêches télégraphiques.....	Ibid.	92
5.	Loi qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, sur l'exercice 1871, pour assurer, jusqu'à la fin d'avril, l'exécution des préliminaires du traité de paix du 26 février 1871.....	Ibid.	88

TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.		NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
5 Avril 1871.	ARRÊTÉ qui proroge, pour les départements qui ont été envahis, le délai fixé par l'article 5 du décret du 4 août 1855 pour les déclarations à faire par les possesseurs de chiens.....	49	92
6.	Loi qui institue une commission chargée d'examiner tous les marchés passés par les administrations publiques à l'occasion de la guerre.....	50	95
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui nomme le général de division Vinoy grand chancelier de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	107
10.	Loi qui modifie la loi électorale.....	<i>Ibid.</i>	96
14.	E.OI relative aux élections municipales.....	<i>Ibid.</i>	97
15.	Loi relative aux poursuites à exercer en matière de délits commis par la voie de la presse.....	<i>Ibid.</i>	101
16.	ARRÊTÉ relatif aux élections pour le renouvellement intégral des conseils municipaux.....	<i>Ibid.</i>	107
17.	Loi portant règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements des départements partiellement détachés de la France.....	<i>Ibid.</i>	103
20.	ARRÊTÉ ajournant à 1872 le dénombrement de la population qui devait avoir lieu en 1871.....	49	93
21.	Loi sur les loyers.....	52	127
22.	Loi sur les concordats amiables.....	<i>Ibid.</i>	130
25.	ARRÊTÉ portant que la chambre de cassation criminelle siègera provisoirement à Versailles.....	50	108
26.	ARRÊTÉ portant que la cour d'appel de Paris siègera provisoirement à Versailles.....	<i>Ibid.</i>	109
<i>Idem.</i>	Loi relative aux prorogations des échéances des effets de commerce.....	52	131
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ fixant le droit d'inscription à payer par les courtiers de marchandises qui demanderont à être inscrits sur la liste dressée par le tribunal de commerce de Versailles.....	<i>Ibid.</i>	138
28.	Loi sur l'état de siège.....	<i>Ibid.</i>	132
29.	ARRÊTÉ relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1871, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	139
2 Mai.	Loi relative à l'éligibilité des préfets et sous-préfets....	<i>Ibid.</i>	133
<i>Idem.</i>	Loi concernant les officiers ministériels et en particulier les notaires appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
6.	ARRÊTÉ qui rapporte les décrets de la délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date du 4 février 1871, fixant le budget de l'Algérie et chargeant le ministre des finances de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1869 et 1870, pour l'Algérie.....	53	152
11.	Loi qui autorise la ville d'Amiens à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	52	134
12.	Loi qui déclare inaliénables les propriétés publiques ou privées saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars dernier.....	<i>Ibid.</i>	135
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de la guerre, exercice 1871.....	53	153
16.	Loi ayant pour objet de demander des prières publiques dans toute la France.....	52	137
18.	Loi qui ratifie le traité définitif de paix conclu entre la République française et l'Empire d'Allemagne.....	51	117
22.	Loi qui abroge le décret de la délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date du 2 novembre 1870, concernant les saisies immobilières, la folle enchère et toutes les ventes judiciaires d'immeubles....	53	141
26.	Loi portant que la maison de M. Thiers, Chef du Pouvoir exécutif de la République française, sera reconstruite aux frais de l'État.....	<i>Ibid.</i>	143
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tours à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 Mai 1871.	Loi qui impose d'office la commune d'Égletons (Corrèze) pour le remboursement d'un emprunt.....	53	144
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui proroge l'exercice départemental de 1870 jusqu'au 31 juillet pour le mandatement et jusqu'au 31 août pour le payement.....	<i>Ibid.</i>	154
27.	ARRÊTÉ portant promulgation du traité signé à Londres, le 13 mars 1871, pour reviser les stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856 relatives à la navigation de la mer Noire et du Danube.....	<i>Ibid.</i>	148
30.	Loi relative aux lettres à destination des militaires faisant partie des corps d'armée de terre et de mer en campagne.....	<i>Ibid.</i>	145
3 Juin.	Loi qui met à la disposition de M. Thiers une somme de un million cinquante-trois mille francs pour l'exécution de la loi du 26 mai 1871, portant reconstruction de sa maison.....	<i>Ibid.</i>	146
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui crée une bourse de commerce à Versailles...	<i>Ibid.</i>	155
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui fixe l'imposition additionnelle à percevoir, en 1871, pour l'achèvement de la bourse de Marseille..	<i>Ibid.</i>	156
8.	Loi qui abroge les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant les princes de la maison de Bourbon.....	<i>Ibid.</i>	147
9.	ARRÊTÉ qui attribue, un représentant à la partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin).....	<i>Ibid.</i>	157
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui convoque les électeurs de la partie restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin), à l'effet de nommer un député à l'Assemblée nationale.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui convoque les électeurs de plusieurs départements, à l'effet de pourvoir aux vacances existant dans le sein de l'Assemblée nationale par suite d'options, d'annulations, de décès ou de démissions.....	<i>Ibid.</i>	158
10.	ARRÊTÉ portant que les électeurs du département du Finistère auront à pourvoir à l'élection de quatre représentants à l'Assemblée nationale au lieu de trois, nombre précédemment fixé par l'arrêté du 9 juin 1871.	<i>Ibid.</i>	162
13.	ARRÊTÉ qui convoque les électeurs du département de la Manche, à l'effet de nommer un député à l'Assemblée nationale.....	54	171
<i>Idem.</i>	ARRÊTÉ qui convoque les électeurs des départements d'Alger et d'Oran, à l'effet de nommer des députés à l'Assemblée nationale.....	<i>Ibid.</i>	172
15.	Loi relative aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires.....	<i>Ibid.</i>	165
17.	Loi sur l'exercice du droit de grâce.....	<i>Ibid.</i>	166
19.	Loi rendant électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du traité du 18 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité française...	<i>Ibid.</i>	167
<i>Idem.</i>	Loi qui abroge le décret du 4 septembre 1870, sur la fabrication des armes de guerre.....	<i>Ibid.</i>	168
20.	Loi qui autorise le ministre des finances à emprunter une somme de deux milliards.....	<i>Ibid.</i>	169
21.	Loi portant concession aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine de terrains en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	170
22.	ARRÊTÉ relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1871, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	173
23.	ARRÊTÉ qui autorise l'aliénation de la somme de rentes cinq pour cent nécessaire pour produire un capital de deux milliards.....	<i>Ibid.</i>	175



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 38.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 253. — *DÉCRET qui réunit au Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts les Manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.*

Du 2 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins, précédemment attribuées au ministère de l'agriculture et du commerce, sont réunies au ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts.

2. Le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 254. — **DÉCRET** qui donne au corps franc d'Artillerie (*service des mitrailleuses*) la dénomination de Corps d'artillerie des mitrailleuses, et règle l'organisation de ce corps.

Du 2 Janvier 1871.

(Journal officiel du 3 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale, en date du 23 septembre 1870, relatif à l'organisation d'un corps franc d'artillerie pour le service des mitrailleuses et autres engins de guerre;

Vu l'ordre donné au commandant Pothier, le 24 décembre 1870, de compléter l'organisation dudit corps,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le corps d'artillerie constitué par décret en date du 23 septembre 1870, sous le nom de *Corps franc d'artillerie (service des mitrailleuses)*, prendra, à l'avenir, la dénomination de *Corps d'artillerie des mitrailleuses*.

Il sera affecté à l'essai et au service des pièces et autres engins de guerre fabriqués par l'industrie privée.

2. Il sera composé de huit batteries à pied, d'un parc d'artillerie et d'une batterie de parc montée.

Les cadres et l'effectif sont réglés de la façon suivante :

ÉTAT-MAJOR.

- 1 colonel ou lieutenant-colonel.
- 2 chefs d'escadron.
- 1 capitaine-major.
- 2 adjutants-majors.
- 1 lieutenant trésorier.
- 1 lieutenant d'habillement.
- 2 adjutants.
- 1 médecin-major.
- 1 aide-major.
- 1 brigadier trompette.

PETIT ÉTAT-MAJOR.

- 1 chef artificier.
- 4 sous-chefs.
- 1 chef armurier.
- 2 ouvriers tailleurs.
- 2 cordonniers.

EFFECTIF.

- 800 canonniers.
- 8 capitaines.
- 16 lieutenants.
- 8 maréchaux des logis chefs.
- 8 fourriers.

B. n° 38.

— 3 —

48 maréchaux des logis.
64 brigadiers.
16 trompettes.

PARC.

1 chef d'escadron ou capitaine en premier commandant le parc.
1 capitaine adjoint.
1 lieutenant adjoint.

BATTERIE DE PARC.

1 capitaine.
2 lieutenants.
1 adjudant.
1 maréchal des logis chef.
2 fourriers.
6 maréchaux des logis.
8 brigadiers.
100 conducteurs.
2 maréchaux ferrants.
2 bourrelliers.
1 vétérinaire.
2 trompettes.

CHEVAUX.

200 chevaux de trait.
26 chevaux de selle.

3. Les engagements n'auront lieu et les grades ne seront conférés que pour la durée de la guerre.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent décret, chacun en ce qui le concerne ⁽¹⁾.

Fait à Paris, le 2 Janvier 1871.

Signé GÉNÉRAL TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, GARNIER-
PAGÈS.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} L. FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 255. — *DÉCRET qui accorde un nouveau Délai de trois mois aux Locataires habitant le département de la Seine, et donne compétence aux Juges de paix pour statuer sur les contestations en matière de Loyers.*

Du 3 Janvier 1871.

(Journal officiel du 4 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

⁽¹⁾ La rédaction de cet article résulte d'une rectification insérée au *Journal officiel* du 8 janvier 1871.

Vu les décrets du 30 septembre ⁽¹⁾ et du 9 octobre 1870 ⁽²⁾;

Considérant que les circonstances qui ont motivé les mesures consacrées par ces décrets nécessitent, par leur durée, la prorogation desdites mesures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un nouveau délai de trois mois est accordé aux locataires habitant le département de la Seine qui déclareront être dans la nécessité d'y recourir pour le paiement du terme de loyer échu le 1^{er} janvier 1871 et des termes précédemment échus qui ne seraient pas encore acquittés.

2. En cas de contestation entre propriétaire et locataire, la déclaration prescrite par l'article 1^{er} devra être faite en personne par le locataire. S'il est dans l'impossibilité de se présenter, les motifs de son empêchement seront laissés à l'appréciation du juge de paix.

3. Le propriétaire sera admis à justifier que son locataire est en état de payer tout ou partie des termes échus.

Le locataire qui aura fait une fausse déclaration sera déchu du bénéfice de sa déclaration, sans préjudice de tous dommages-intérêts envers le propriétaire, s'il y a lieu.

4. Les juges de paix auront compétence, en fait de paiement de loyers, quelle que soit la somme en litige, jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé.

5. Les juges de paix statueront, en cette matière, comme amiables compositeurs.

6. Toutes les dispositions des décrets des 30 septembre et 9 octobre 1870 auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret sont maintenues.

7. Toute procédure relative à l'exécution des décrets des 30 septembre et 9 octobre 1870 et du présent décret sera dispensée de tous frais de timbre et d'enregistrement.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 256. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1871, un Crédit provisoire pour faire face aux dépenses des Gardes nationales de France.*

Du 3 Janvier 1871.

(Journal officiel du 4 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 102.

⁽²⁾ B H. 20 n° 121.

Vu la loi du 12 août 1870, dont l'article 5 a ouvert aux départements de la guerre et de l'intérieur un crédit provisoire de cinquante millions (50,000,000¹) pour pourvoir aux dépenses occasionnées par l'organisation de la garde nationale;

Vu les décrets des 10 novembre⁽²⁾ et 16 décembre 1870⁽³⁾, qui ont ouvert pour le même objet un supplément de crédit de quarante millions (40,000,000¹);

Vu le décret du 18 novembre 1870⁽³⁾, sur l'indemnité des gardes nationaux et les vivres de campagne accordés aux compagnies de guerre;

Vu le décret du 12 décembre 1870⁽⁴⁾, qui alloue aux adjudants-majors des compagnies de marche une indemnité mensuelle de quatre-vingt-six francs dix centimes en sus de leurs émoluments habituels;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur le budget extraordinaire de 1871, un crédit provisoire de vingt millions (20,000,000¹) pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources créées par la loi du 12 août 1870.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 257. — DÉCRET qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Département des Travaux publics, exercice 1870.

Du 3 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 8 mai 1869 et le décret du 12 septembre 1870⁽⁵⁾;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽⁶⁾, concernant les virements de crédits;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 31, n° 182.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 36, n° 243.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 36, n° 242.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 34, n° 222.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 28, n° 162.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 17 décembre 1870,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1870, sur le chapitre xx (*Édifices publics*) du budget extraordinaire du département des travaux publics, est réduit d'une somme de cinq cent mille francs (500,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour ledit exercice, au chapitre xix (*Palais du Louvre et des Tuileries*) du budget extraordinaire du même département, est augmenté de pareille somme de cinq cent mille francs (500,000^f).

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 258. — DÉCRET qui confisque au profit de l'État tout Cheval, Mulet ou Âne saisi après injonction non suivie d'effet dans un délai de vingt-quatre heures.

Du 4 Janvier 1871.

(Journal officiel du 5 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 1^{er} octobre 1870⁽²⁾;

Vu le décret du 25 novembre 1870⁽³⁾, qui a ordonné le recensement des chevaux, ânes et mulets;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1870, qui a interdit la vente des chevaux, ânes et mulets, si ce n'est à l'État;

Vu le décret du 15 décembre 1870⁽⁴⁾, qui a fait réquisition de tous les chevaux, ânes et mulets existant dans Paris et hors Paris, en deçà de la ligne d'investissement;

Considérant qu'un certain nombre de détenteurs de chevaux, ânes ou mulets n'obéissent pas aux injonctions de livrer et attendent la saisie;

Considérant que cette attitude, en obligeant à multiplier le nombre des saisies, met en péril l'approvisionnement de la boucherie;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 16, n° 106.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 32, n° 203.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 35, n° 229.

Qu'il est nécessaire de remédier à ce danger en frappant d'une pénalité les détenteurs qui ne se conforment pas aux injonctions de livrer,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. Tout cheval, mulet ou âne saisi après injonction de livrer non suivie d'effet dans un délai de vingt-quatre heures, est confisqué au profit de l'État, sans aucune indemnité.

Fait à Paris, le 4 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-
PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 259. — *DÉCRET portant interdiction de faire sortir du Grain de Paris.*

Du 5 Janvier 1871.

(Journal officiel du 6 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que tous les blés, seigles et orges existant dans Paris ont été réquisitionnés par décret du 29 septembre 1870⁽¹⁾;

Que, néanmoins, il résulte de divers renseignements qu'un certain nombre de cultivateurs conservent chez eux du blé de semence;

Considérant, en outre, que toutes les précautions ont été prises pour fournir aux cultivateurs, après le siège, du blé de semence et des chevaux de labour,

DÉCRÈTE :

Tout particulier qui, à partir de ce moment, et pendant une période de trois mois après la levée du siège, fera sortir du grain de Paris sans un ordre écrit du ministre de l'agriculture et du commerce, sera puni d'une amende de cinq cents francs à mille francs, et de la confiscation de la marchandise.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PEL-
LETAN.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 96.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 260. — *DÉCRET relatif à la Réquisition des Asphaltes, des Bitumes et autres matières analogues, etc. approvisionnés à quelque titre que ce soit dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement.*

Du 6 Janvier 1871.

(Journal officiel du 7 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite de toutes les quantités d'asphaltes, bitumes et autres matières analogues, d'huiles lourdes, de goudron, de brai et tannée, approvisionnées à quelque titre que ce soit dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement.

2. Le prix de ces différentes matières sera payé aux détenteurs suivant qualité, et réglé, à défaut de convention amiable, par le tribunal arbitral constitué pour les houilles et cokes par l'arrêté ministériel du 20 décembre 1870.

3. Tout approvisionnement dont la déclaration ne sera pas faite dans le délai qui sera déterminé sera saisi et confisqué, sans préjudice des poursuites à exercer contre les contrevenants.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Janvier 1871.

Signé JULES FAVRE, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO.

Certifié conforme :

Paris, le 10^e Janvier 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 39.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 261. — *DÉCRET qui adopte les Enfants des citoyens morts pour la défense de la France.*

Du 30 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, dans la crise suprême que traverse la France, tous les citoyens doivent se lever, combattre et, s'il le faut, mourir pour chasser l'étranger;

Considérant qu'en retour de leurs sacrifices, ils sont en droit d'attendre pour leurs familles l'appui de la patrie,

DÉCRÈTE :

La France adopte les enfants des citoyens morts pour sa défense.

Elle pourvoira aux besoins de leurs veuves et de leurs familles qui réclameront le secours de l'État.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 30 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 262. — *DÉCRET qui charge M. d'Almeida de se rendre dans les départements avec la mission de coordonner tous les efforts qui seront faits, 1° pour établir des communications entre Paris et les départements; 2° pour effectuer le ravitaillement de Paris.*

Du 13 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

XII^e Série.

DÉCRÈTE :

M. d'Almeida, professeur de physique, membre du comité scientifique de défense, est chargé de se rendre dans les départements avec la mission de coordonner, sous la direction du ministre de l'intérieur, tous les efforts qui seront faits, 1° pour établir des communications aussi répétées que possible entre Paris et les départements; 2° pour effectuer le ravitaillement de Paris.

Tout pouvoir lui est donné de requérir tous les fonctionnaires spéciaux, employés, ouvriers et objets nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La délégation du Gouvernement hors Paris et spécialement le ministre de l'intérieur sont chargés de lui faciliter tous les moyens de remplir sa mission.

Il lui est accordé droit de parcours gratuit sur tous chemins de fer, tant pour lui que pour les personnes par lui désignées.

Un crédit de cinquante mille francs est ouvert au budget du ministère de l'intérieur, exercice 1870, pour subvenir aux frais de la mission de M. d'Almeida. La somme de dix mille francs lui sera remise au moment de son départ.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST
PICARD, EMM. ARAGO, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

N° 263. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'exercice 1871, un Crédit pour le payement des Dépenses concernant l'Approvisionnement de Paris.

Du 8 Janvier 1871.

(Journal officiel du 10 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur le chapitre II du budget extraordinaire de l'exercice 1871, un crédit de trente millions (30,000,000) pour le payement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris.

2. Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et du

commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 264. — *DÉCRET relatif aux Victimes du Bombardement de Paris.*

Du 11 Janvier 1871.

(Journal officiel du 12 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les devoirs de la République sont les mêmes à l'égard des victimes du bombardement de Paris qu'à l'égard de ceux qui succombent les armes à la main pour la défense de la patrie,

DÉCRÈTE :

Tout Français atteint par les bombes prussiennes est assimilé au soldat frappé par l'ennemi.

Les veuves de ceux qui auront péri par l'effet du bombardement de Paris, les orphelins de pères ou de mères qui auront péri de même, sont assimilés aux veuves et aux orphelins des soldats tués à l'ennemi.

Fait à Paris, le 11 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 265. — *DÉCRET relatif à une nouvelle prerogative de Délais accordée aux Effets de commerce.*

Du 12 Janvier 1871.

(Journal officiel du 13 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 août, les décrets des 10 septembre ⁽¹⁾, 11 octobre ⁽²⁾, 10 novembre ⁽³⁾ et 12 décembre 1870 ⁽⁴⁾, relatifs aux effets de commerce,

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 56.

⁽²⁾ Bull. 21, n° 126.

⁽³⁾ Bull. 30, n° 177.

⁽⁴⁾ Bull. 34, n° 221.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par la loi et les décrets susvisés est augmentée d'un mois, à partir du 14 janvier courant, pour tous les effets souscrits antérieurement à la loi du 13 août 1870.

Elle est augmentée de quinze jours pour tous les effets souscrits postérieurement à la loi du 13 août 1870 et aux décrets de prorogation qui l'ont suivie.

2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août 1870 sont maintenues.

3. Le présent décret sera immédiatement exécutoire.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 266. — DÉCRET relatif à la Réquisition des Blés et Farines existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris.

Du 12 Janvier 1871.

(Journal officiel du 13 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 29 septembre 1870⁽¹⁾, relatif à la réquisition des blés et farines existant dans l'enceinte de la ville de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret susvisé sont applicables aux blés et farines existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris.

2. Les règlements rendus en exécution dudit décret sont applicables dans les communes comprises dans le territoire indiqué en l'article 1^{er}.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 96.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 267. — *DÉCRET relatif à la conservation des Chevaux indispensables pour les transports privés.*

Du 12 Janvier 1871.

(Journal officiel du 13 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'en dehors des services publics et généraux, il existe dans chacun des arrondissements de Paris et dans chacune des communes suburbaines des services privés et locaux qui ne peuvent être exécutés au moyen de voitures à bras et en vue desquels la conservation d'un certain nombre de chevaux est nécessaire;

Considérant que, s'il importe d'assurer ces services, il convient d'empêcher qu'ils ne deviennent un obstacle à la réquisition effective des chevaux dont la conservation n'est point absolument indispensable;

Voulant concilier les légitimes exigences de l'industrie privée et les nécessités impérieuses de la consommation publique;

Considérant que les décrets antérieurs ont mis à la disposition de l'État tous les chevaux, ânes et mulets existant dans Paris, et hors Paris en deçà de la ligne d'investissement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans chacun des vingt arrondissements de Paris et dans chacune des communes suburbaines actuellement habitées, il sera dressé une liste de chevaux dont la conservation est indispensable pour les transports privés impossibles à effectuer à l'aide de voitures à bras.

2. Ces listes comprendront un nombre de chevaux proportionnel à la population de chacun des arrondissements et de chacune des communes suburbaines, telle qu'elle résulte du dernier recensement, en raison d'environ un cheval par mille habitants, conformément au tableau suivant :

1 ^{er} arrondissement.....	78 chevaux.
2 ^e idem.....	78
3 ^e idem.....	96
4 ^e idem.....	96
5 ^e idem.....	98
6 ^e idem.....	90
7 ^e idem.....	69
8 ^e idem.....	75
9 ^e idem.....	102
10 ^e idem.....	141
11 ^e idem.....	183
12 ^e idem.....	100
13 ^e idem.....	80
14 ^e idem.....	82
15 ^e idem.....	93

16 ^e arrondissement.....	44 chevaux.
17 ^e <i>idem</i>	120
18 ^e <i>idem</i>	154
19 ^e <i>idem</i>	113
20 ^e <i>idem</i>	108

TOTAL..... 2,000

Le nombre de chevaux à conserver dans chacune des communes suburbaines sera déterminé d'après les mêmes bases, par un arrêté du membre du Gouvernement délégué à l'administration du département de la Seine.

3. Les chevaux ainsi réservés ne seront pas à la disposition de ceux qui auront été autorisés à les conserver. Ils seront à la disposition successive de tous les intérêts privés de l'arrondissement ou de la commune.

Leur emploi quotidien sera déterminé par la mairie.

4. Pour chaque cheval ainsi désigné, il sera délivré une carte qui servira à établir l'affectation au service des citoyens de l'arrondissement ou de la commune.

5. Tout prêt, toute transmission, et généralement tout emploi abusif de cette carte, donnera lieu contre ceux qui s'en seront rendus coupables ou complices à l'application des peines suivantes :

Quinze jours d'emprisonnement;

Deux cents francs à mille francs d'amende;

Confiscation du cheval à qui la carte était affectée et en vue duquel aura été fait l'emploi abusif de ladite carte.

6. Les maires des vingt arrondissements de Paris sont chargés de dresser l'état concernant leur arrondissement et de l'adresser au ministre de l'agriculture et du commerce, au plus tard, le lundi 16 au soir.

7. Le ministre de l'agriculture et du commerce est au surplus chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 268. — DÉCRET concernant les détenteurs de Farines.

Du 13 Janvier 1871.

(Journal officiel du 14 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 29 septembre 1870⁽¹⁾;

Vu le décret 1^{er} octobre 1870⁽²⁾;

Considérant que plusieurs détenteurs de farines n'ont pas fait la déclaration parce qu'ils considéraient les quantités en leur possession comme trop minimes et composant seulement un approvisionnement de ménage,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout détenteur de farines est soumis à la réquisition pour les quantités excédant cinq kilogrammes par ménage au maximum.

2. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la défense nationale, de toutes les quantités de farines excédant cinq kilogrammes par ménage.

3. Déclaration de ces quantités de farines devra être faite avant le mardi 17 janvier, quatre heures du soir, par lettre adressée au ministre du commerce (bureau des subsistances), 60, rue Saint-Dominique-Saint-Germain.

4. Toute déclaration inexacte ou toute dissimulation donnera lieu, contre ceux qui s'en seront rendus coupables ou complices, à la peine de la confiscation édictée par la loi du 19 brumaire an III.

5. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1871.

Signé |Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, ERNEST
PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 269. — **DÉCRET** qui lève la Réquisition sur les Pommes de terre.

Du 16 Janvier 1871.

(Journal officiel du 17 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La réquisition mise sur les pommes de terre par le décret du 21 novembre 1870⁽³⁾ est levée. En conséquence, le commerce des pommes de terre est libre à partir de la promulgation du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST
PICARD.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 96.

⁽²⁾ Bull. 16, n° 106.

⁽³⁾ Bull. 32, n° 200.



Certifié conforme :

Paris, le 18 * Janvier 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice ,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 40.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 270. — *DÉCRET qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception, en 1871, du Droit de Timbre établi sur les Titres de Rentes, Emprunts et autres Effets publics des Gouvernements étrangers.*

Du 31 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel article est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, seront soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret; »

Vu l'article 7 de la loi du 8 juin 1864, qui a élevé de cinquante centimes à un franc, à partir du 1^{er} juillet 1864, le droit de timbre établi par la loi précitée du 13 mai 1863;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1871, du droit de timbre établi par l'article 7 de la loi du 8 juin 1864, est fixée comme il suit :

Autriche	{ Le florin	2 ^f 05 ^a
	{ Dette extérieure payable en livres sterling	25 50
Espagne	{ Dette intérieure. (La piastre.)	5 00
	{ Dette extérieure. (La piastre.)	5 40
États-Unis	{ Le dollar	5 10
Hollande	{ Le florin	2 10 1/2
Mexique	{ Dette extérieure trois pour cent. (La livre sterling.)	25 20
	{ Emprunt de 1864 six pour cent. (La livre sterling.)	25 20
Portugal	{ La livre sterling	25 25
Russie	{ Dette extérieure. (La livre sterling.)	25 20
	{ Dette intérieure. (Les cent piastres turques.)	22 50
Turquie	{ Dette extérieure. (La livre sterling.)	25 00
	{ Dette générale cinq pour cent. (Les onze medjidiés.)	25 00

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1870.

Pour les membres du Gouvernement de la défense nationale,
et par délégation :

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 271. — DÉCRET qui supprime les Clubs jusqu'à la fin du Siége.

Du 22 Janvier 1871.

(Journal officiel du 23 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, à la suite d'excitations criminelles dont certains clubs ont été le foyer, la guerre civile a été engagée par quelques agitateurs, désavoués par la population tout entière;

Qu'il importe d'en finir avec ces détestables manœuvres qui, dans les circonstances actuelles, sont un danger pour la patrie, et qui, si elles se renouvelaient, entacheraient l'honneur, irréprochable jusqu'ici, de la défense de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les clubs sont supprimés jusqu'à la fin du siége. Les locaux où ils tiennent leurs séances seront immédiatement fermés.

Les contrevenants seront punis conformément aux lois.

2. Le préfet de police est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 272. — *DÉCRET qui porte de deux à quatre le nombre des Conseils de guerre de la 1^{re} Division militaire.*

Du 22 Janvier 1871.

(Journal officiel du 23 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que la nécessité de maintenir la paix publique en face de l'ennemi exige une action rapide de la justice militaire,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des conseils de guerre de la première division militaire est porté de deux à quatre.

2. Les nouveaux conseils de guerre seront immédiatement constitués par le ministre de la guerre.

Le ministre de la guerre est autorisé à choisir les officiers instructeurs et les commissaires de la République parmi les commissaires de la République près les conseils de guerre de la garde nationale.

3. Les conseils de guerre pourront statuer, sur instruction faite à l'audience et sans aucun délai, sur les attentats contre la paix publique et les tentatives armées contre les lois.

4. Le présent décret sera exécutoire à partir de sa promulgation.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 273. — *DÉCRET qui supprime le Journal le Réveil et le Journal le Combat.*

Du 22 Janvier 1871.

(Journal officiel du 23 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les journaux *le Réveil* et *le Combat* contiennent chaque jour des excitations à la guerre civile;

Que leur publication devient, en présence des crimes qui viennent d'être commis contre la sûreté de l'État, un danger public auquel la cité et la défense ne peuvent plus longtemps être exposées;

Que la situation actuelle de Paris fait au Gouvernement un devoir de recourir aux mesures que l'état de siège comporte,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le journal *le Réveil* et le journal *le Combat* sont supprimés.

2. Le préfet de police est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Janvier 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 41.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 274. — *DÉCRET portant convocation des Collèges électoraux à l'effet d'élire l'Assemblée nationale.*

Du 29 Janvier 1871.

Journal officiel du 29 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les collèges électoraux sont convoqués à l'effet d'élire l'Assemblée nationale, pour le dimanche 5 février, dans le département de la Seine, et pour le mercredi 8 février, dans les autres départements.

2. Dans les départements et fractions de départements où, à raison des circonstances de guerre ou autres, le vote ne pourrait avoir lieu le 8 février, le jour du vote sera déterminé par un arrêté préfectoral, si ce vote peut s'accomplir avant la réunion de l'Assemblée ; par une décision de l'Assemblée elle-même, s'il ne peut avoir lieu que postérieurement à cette réunion.

3. L'élection aura lieu par département, au scrutin de liste, conformément à la loi du 15 mars 1849.

Chaque département élira le nombre de députés déterminé par le tableau annexé au décret du 15 septembre 1870, ci-après reproduit.

4. L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 15 mars 1849.

Toutefois, l'incompatibilité créée par l'article 84 entre le mandat de député et toute fonction publique rétribuée sera suspendue, jus-

qu'à décision contraire de l'Assemblée, sans néanmoins que le traitement de la fonction puisse être cumulé avec l'indemnité allouée au député.

5. Seront applicables les articles 91 (relatif à l'option des députés élus par plusieurs départements), 96 et 97, paragraphe 2 (relatifs à l'indemnité), de la loi du 15 mars 1849.

6. Prendront part au scrutin les citoyens régulièrement inscrits sur les listes électorales au moment du vote, ou dont les réclamations auront été admises avant la clôture des opérations.

A Paris, il sera statué sur les réclamations directement par le juge de paix, sans décision préalable de la commission municipale. Pour les communes rurales de la Seine ou autres dont les électeurs seraient réfugiés à Paris et dans les départements, les réclamations seront jugées par les commissions municipales sans aucun recours.

7. Le scrutin ne durera qu'un seul jour.

Il sera ouvert à huit heures du matin et clos à six heures du soir.

Il aura lieu au chef-lieu de canton, sous la présidence du maire de ce chef-lieu. Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en sections par arrêté préfectoral publié au plus tard la veille de l'élection. Ces sections seront présidées par le maire de la commune où le vote s'accomplira.

8. Les opérations du vote auront lieu conformément aux lois actuellement en vigueur. Néanmoins, seront applicables les articles 56, 63, 64, 65, 66 de la loi du 15 mars 1849, relatifs au fonctionnement du scrutin de liste.

Le second tour de scrutin, prévu par l'article 65, aura lieu le quatrième jour après celui de la proclamation du résultat du premier scrutin.

9. Les militaires présents sous les drapeaux voteront pour l'élection des députés du département où ils sont inscrits comme électeurs.

Les six premiers paragraphes de l'article 62 de la loi du 15 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne ou faisant partie de la garnison d'une place en état de défense, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef du corps ou le commandant de la place.

10. Il sera statué par l'Assemblée sur les élections de l'Algérie et des colonies.

11. L'Assemblée se réunira à Bordeaux le 12 février.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

Tableau du nombre des députés à élire par département.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de députés à élire.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de députés à élire.
Ain.....	7	Lot-et-Garonne.....	6
Aisne.....	11	Lozère.....	3
Alber.....	7	Maine-et-Loire.....	11
Alpes (Basses-).....	2	Manche.....	11
Alpes (Hautes-).....	3	Marne.....	8
Alpes-Maritimes.....	4	Marne (Haute-).....	5
Ardeche.....	8	Mayenne.....	7
Ardennes.....	6	Meurthe.....	8
Ariège.....	5	Meuse.....	6
Aube.....	5	Morbihan.....	10
Aude.....	6	Moselle.....	9
Aveyron.....	8	Nièvre.....	7
Bouches-du-Rhône.....	11	Nord.....	28
Calvados.....	9	Oise.....	8
Cantal.....	5	Orne.....	8
Charente.....	7	Pas-de-Calais.....	15
Charente-Inférieure.....	10	Puy-de-Dôme.....	11
Cher.....	7	Pyrénées (Basses-).....	9
Corrèze.....	6	Pyrénées (Hautes-).....	5
Corse.....	5	Pyrénées-Orientales.....	4
Côte-d'Or.....	8	Rhin (Bas-).....	12
Côtes-du-Nord.....	13	Rhin (Haut-).....	11
Creuse.....	5	Rhône.....	13
Dordogne.....	10	Saône (Haute-).....	6
Doubs.....	6	Saône-et-Loire.....	12
Drôme.....	6	Sarthe.....	9
Eure.....	8	Savoie.....	5
Eure-et-Loir.....	6	Savoie (Haute-).....	5
Finistère.....	13	Seine.....	43
Gard.....	9	Seine-Inférieure.....	16
Garonne (Haute-).....	10	Seine-et-Marne.....	7
Gers.....	6	Seine-et-Oise.....	11
Gironde.....	14	Sèvres (Deux-).....	7
Hérault.....	8	Somme.....	11
Ille-et-Vilaine.....	12	Tarn.....	7
Indre.....	5	Tarn-et-Garonne.....	4
Indre-et-Loire.....	6	Var.....	6
Isère.....	12	Vaucluse.....	5
Jura.....	6	Vendée.....	8
Landes.....	6	Vienne.....	6
Loir-et-Cher.....	5	Vienne (Haute-).....	7
Loire.....	11	Vosges.....	8
Loire (Haute-).....	6	Yonne.....	7
Loire-Inférieure.....	12		
Loiret.....	7		
Lot.....	6		
		TOTAL.....	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 275. — DÉCRET concernant les causes d'Inéligibilité électorale.

Du 29 Janvier 1871.

(Journal officiel du 30 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, dans les circonstances actuelles, il importe de laisser aux électeurs toute la latitude de choix compatible avec la sincérité électorale, sans tenir compte de toutes les causes d'inéligibilité admises par le législateur de 1849,

DÉCRÈTE :

Ne recevront pas leur application, pour l'élection de l'Assemblée nationale, les articles 81 à 90 de la loi du 15 mars 1849, à l'exception des dispositions du paragraphe 4 de l'article 82 qui concernent les préfets et sous-préfets, et du paragraphe 5 de l'article 85.

En conséquence, les préfets et sous-préfets ne seront pas éligibles dans les départements où ils exercent leurs fonctions.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY, JULES SIMON, F. MM.
ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD.

N° 276. — INSTRUCTIONS pour les Élections dans les Départements occupés par les Armées allemandes.

Du 30 Janvier 1871.

1. Les maires des chefs-lieux de département se mettront de suite en rapport avec les maires des chefs-lieux d'arrondissement, et ceux-ci avec les maires des chefs-lieux de canton et des communes.

Ils leur feront connaître le jour où seront nommés les députés à l'Assemblée nationale, en conformité du décret du 29 janvier 1871.

Le maire de chaque commune délivrera à chaque électeur inscrit la carte électorale au moyen de laquelle il votera. A défaut de carte, les électeurs inscrits seront admis au scrutin après avoir fait constater leur identité.

2. Le maire du chef-lieu de département fixera le nombre et le lieu des sections électorales.

3. Le vote aura lieu par scrutin de liste, à la majorité relative.

A raison des obstacles créés par la guerre, ce vote sera valable, quel que soit le nombre des votants.

4. Les procès-verbaux d'élection dressés dans chaque section seront envoyés au maire du chef-lieu de département où s'opérera le dépouillement définitif et où le vote sera proclamé.

5. Les listes de candidats pourront, par les soins du maire, des

comités électoraux ou des candidats, être imprimées, distribuées et affichées.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1871.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé JULES FAVRE.

Approuvé par le Gouvernement :

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS,
ERNEST PICARD, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN,
EMM. ARAGO, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Janvier 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

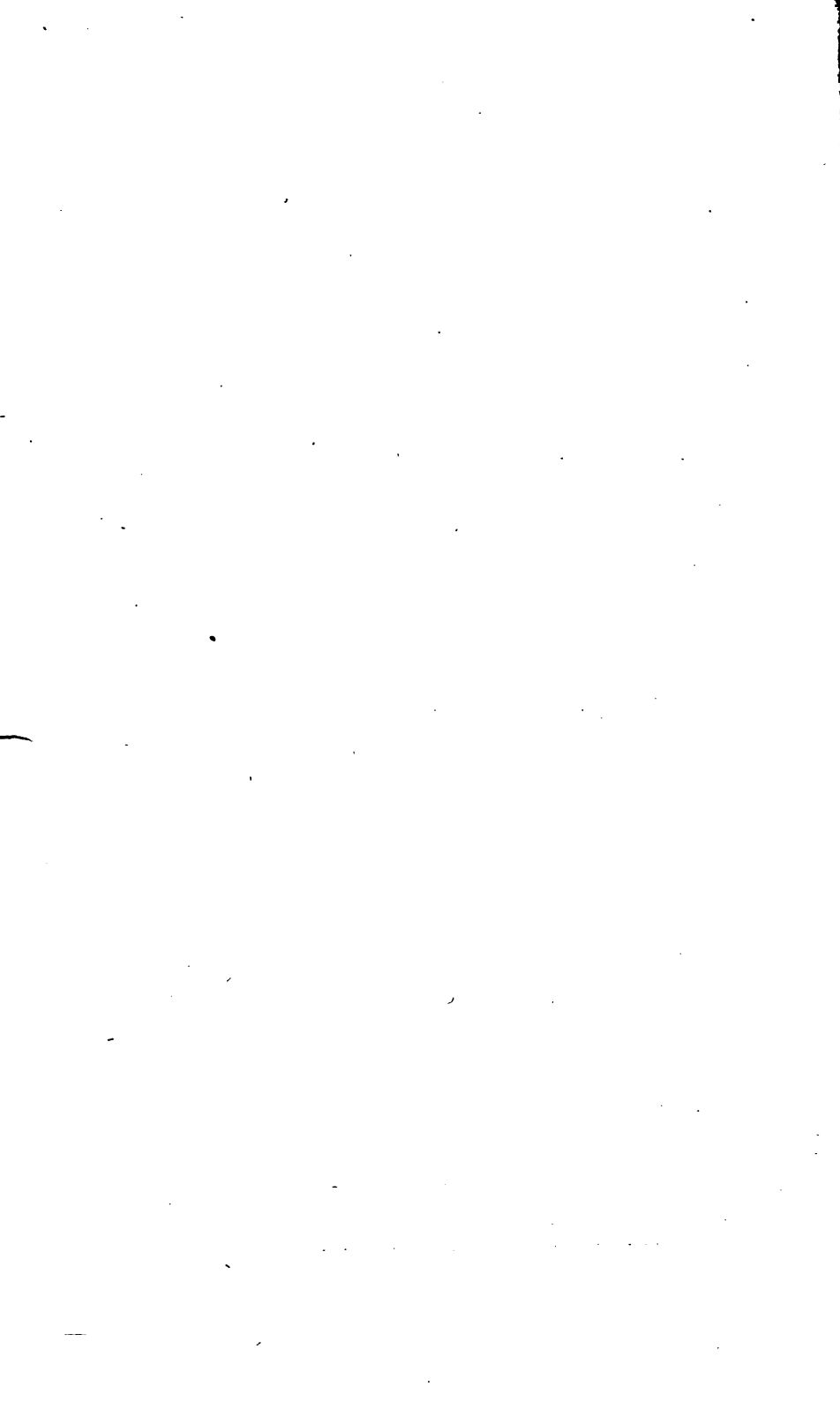
Par délégation spéciale :

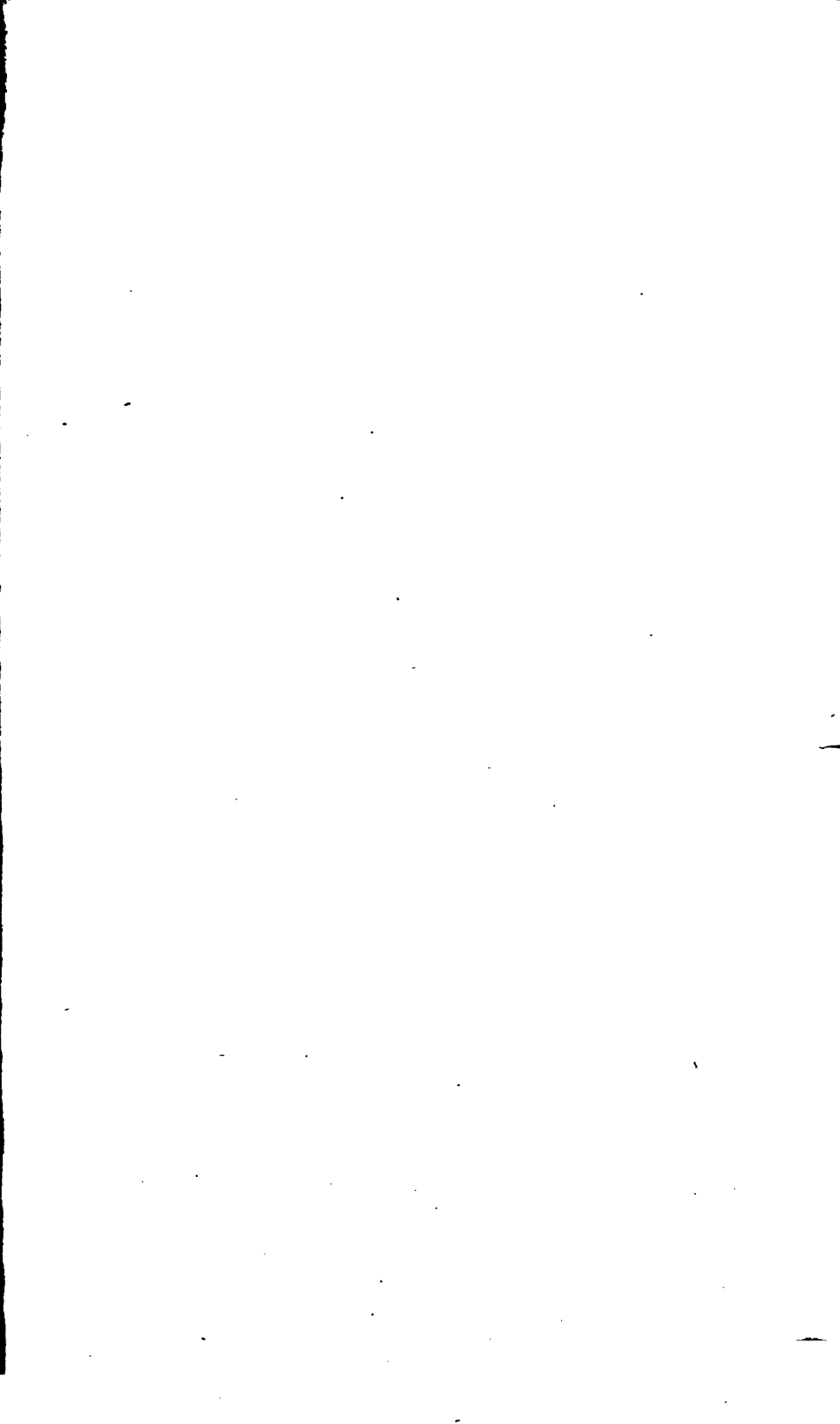
Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

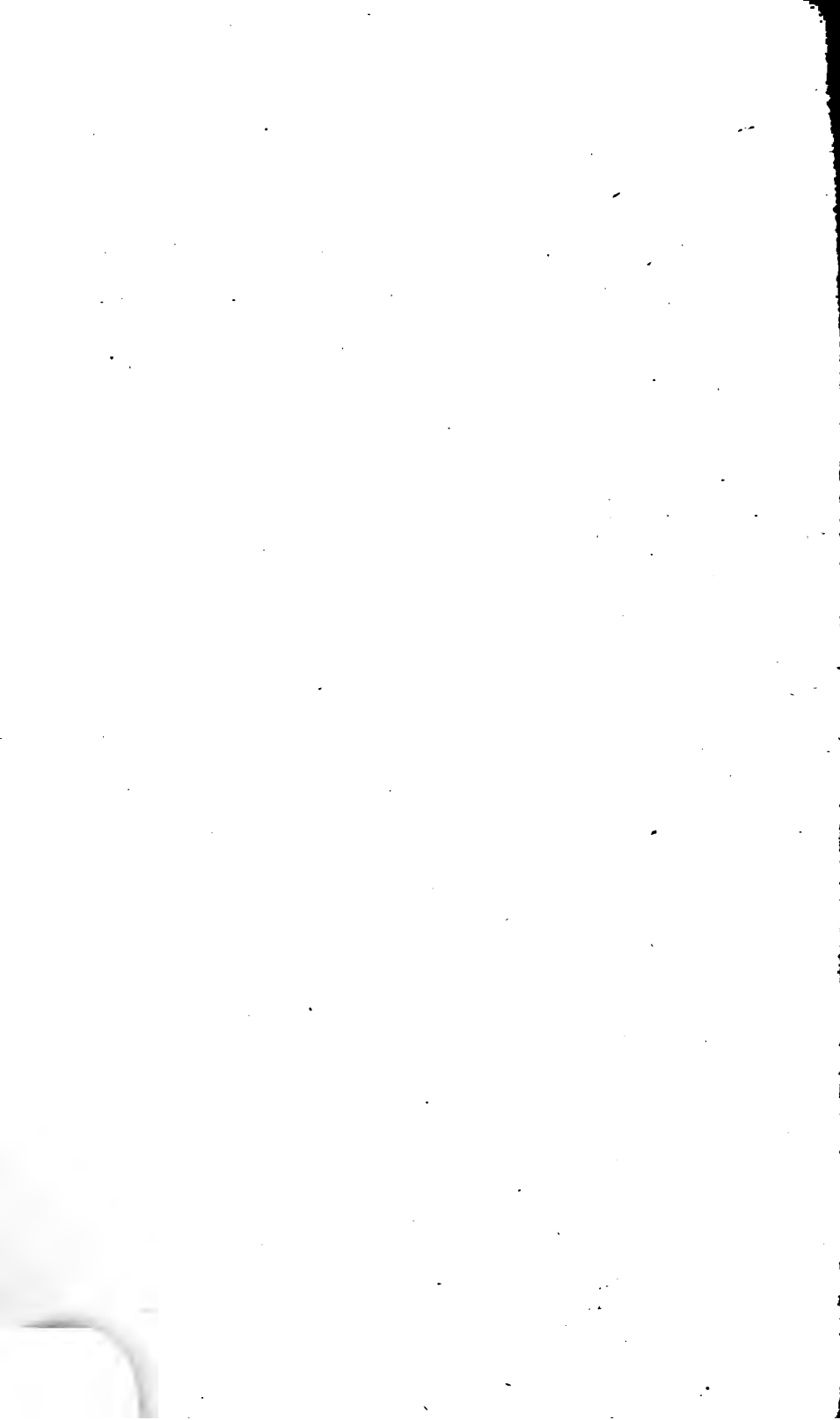
F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.







BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 42.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 277. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1870 une somme de 2 millions non employée sur le Crédit ouvert au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics par la loi du 1^{er} août 1868, pour le service des Canaux, exercice 1869.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu la loi du 1^{er} août 1868, relative à un emprunt de quatre cent vingt-neuf millions de francs;

Vu l'article 3 de ladite loi, portant ouverture au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de crédits s'élevant à quatre-vingt-trois millions quatre cent dix-neuf mille six cent quarante-six francs, dont, pour l'exercice 1869, quarante et un millions neuf cent vingt-sept mille cent cinquante francs;

Vu le décret du 14 août 1869⁽²⁾, portant répartition, entre divers chapitres, de la somme ci-dessus de quarante et un millions neuf cent vingt-sept mille cent cinquante francs, lequel affecte au chapitre II du budget spécial de l'emprunt (*Canaux*) un crédit de huit millions de francs;

Vu l'article 4 de la loi susvisée du 1^{er} août 1868, ainsi conçu :

« Les crédits ouverts sur les ressources créées par la présente loi, non employés en clôture d'exercice, seront reportés par décret à l'exercice suivant, avec leur affectation spéciale et la ressource y afférente; »

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur les fonds affectés en 1869 au chapitre II du budget spécial de l'emprunt, il restera disponible au moins une somme de deux millions de francs,

DÉCRÈTE :

¹ 1^{re} série, Bull. 1755, n° 17.240.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1713, n° 17.170.

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1870, budget du ministère des travaux publics, chapitre II du budget spécial de l'emprunt (*Canaux*), une somme de deux millions de francs (2,000,000⁽¹⁾), restée libre en 1869 sur les fonds du même chapitre.

2. Une somme égale de deux millions de francs (2,000,000⁽¹⁾) est, en conséquence, annulée au chapitre II du budget spécial de l'emprunt, ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1869.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources déterminées par les articles 1^{er} et 2 de la loi précitée du 1^{er} août 1868.

4. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 278. — *DÉCRET relatif à l'inscription aux Budgets des Ministères des Travaux publics et de l'Instruction publique et des Cultes de divers Crédits provenant de l'ancien Ministère des Sciences, Lettres et Beaux-Arts.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre 1869⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits alloués par la loi ci-dessus du 8 mai 1869;

Vu la loi du 27 juillet 1870, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1871;

Vu le décret du 23 août 1870⁽²⁾, aux termes duquel le ministère des lettres, sciences et beaux-arts est supprimé;

Vu le décret du 6 septembre 1870, qui réunit au ministère des travaux publics la direction des bâtiments civils, laquelle faisait partie du ministère supprimé;

Vu le décret du 12 septembre 1870⁽³⁾, qui transporte au ministère des travaux publics divers crédits et portions de crédits alloués par les lois précitées des 8 mai 1869 et 27 juillet 1870 aux budgets ordinaire et extraordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, exercices 1870 et 1871;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1755, n^o 17,240.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 28, n^o 162.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1856, n^o 18,097.

Vu le décret du 13 septembre 1870⁽¹⁾, portant ouverture au ministère des travaux publics d'un crédit de dix millions pour travaux d'armement à exécuter avec le concours de l'industrie privée;

Vu le décret du 18 septembre 1870⁽²⁾, portant ouverture au ministère des travaux publics d'un crédit de six cent mille francs pour la construction de mitrailleuses,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les portions de crédits transportées des chapitres 1^{er} et II du budget ordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, au ministère des travaux publics, sont ajoutées aux crédits des chapitres correspondants du budget de ce dernier ministère, ainsi qu'il suit :

EXERCICE 1870.

CHAP. 1 ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	75,000 ^f
— II.	Matériel de l'administration centrale.....	13,000

EXERCICE 1871.

CHAP. 1 ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	75,000 ^f
— II.	Matériel de l'administration centrale.....	13,000

2. Les chapitres du ministère des lettres, sciences et beaux-arts dont les crédits sont transportés en entier au ministère des travaux publics sont inscrits au budget de ce dernier ministère, sous les numéros ci-après, savoir :

EXERCICE 1870.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XXI.	Exposition des œuvres des artistes vivants.....	70,000 ^f
— XXII.	Personnel des bâtiments civils.....	103,300
— XXIII.	Entretien des bâtiments civils.....	850,000
— XXIV.	Constructions et grosses réparations.....	1,400,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. XIX.	Palais du Louvre et des Tuileries.....	500,000 ^f
— XX.	Édifices publics.....	2,960,000
— XXI.	Hôtel du ministre. Dépenses extraordinaires.....	90,000
— XXII.	Construction du nouvel Opéra.....	2,300,000

EXERCICE 1871.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XXI.	Exposition des œuvres des artistes vivants.....	70,000 ^f
— XXII.	Personnel des bâtiments civils.....	103,600
— XXIII.	Entretien des bâtiments civils.....	850,000
— XXIV.	Constructions et grosses réparations.....	1,400,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. XVIII.	Édifices publics.....	2,660,000 ^f
— XIX.	Construction du nouvel Opéra.....	1,800,000

⁽¹⁾ Bull. 4, n° 50.

⁽²⁾ Bull. 9, n° 77.

3. Les crédits de dix millions et de six cent mille francs ouverts par les décrets des 13 et 18 septembre 1870 sont inscrits, pour leur ensemble montant à dix millions six cent mille francs, à un chapitre spécial du budget extraordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1870, portant le n° 23 et ayant pour titre *Travaux d'armement à exécuter avec le concours de l'industrie privée*.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 279. — *DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1870, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la ville de Dunkerque, en exécution de la loi du 20 mai 1868, pour les Travaux d'amélioration du Port de commerce de cette ville.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget. Un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministre des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée avec la même affectation aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu la loi du 20 mai 1868, qui autorise la ville de Dunkerque à faire à l'État une avance de douze millions de francs pour l'amélioration du port de commerce de cette ville;

Vu la déclaration du receveur des finances de l'arrondissement de Dunkerque, constatant qu'il a été versé au trésor, le 8 août dernier, une somme

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1755, n° 17.240.

de six cent mille francs à titre de septième à-compte sur l'avance précitée de douze millions de francs;

Vu les décrets des 28 avril ⁽¹⁾, 16 juillet ⁽²⁾ et 27 octobre 1869 ⁽³⁾, 12 janvier ⁽⁴⁾, 13 avril ⁽⁵⁾ et 18 juillet 1870 ⁽⁶⁾, portant ouverture de crédits montant ensemble à deux millions quatre cent mille francs pour les travaux dont il s'agit,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1870 (chapitre x du budget extraordinaire, *Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de six cent mille francs (600,000^f) pour les travaux d'amélioration à effectuer au port de commerce de la ville de Dunkerque.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours par voie d'avance faite par la ville de Dunkerque.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 280. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances un Crédit sur l'exercice 1871 pour allouer une Subvention aux Compagnies d'assurances mutuelles sur la vie qui se sont réunies pour assurer les Gardes nationaux appelés à la défense de Paris.*

Du 21 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Un crédit de vingt-cinq mille francs (25,000^f) est ouvert, sur l'exercice 1871, au ministre des finances, pour allouer une subvention de pareille somme aux compagnies d'assurances mutuelles sur la vie qui se sont réunies pour assurer les gardes nationaux appelés à la défense de Paris et qui ont pris à leur charge tous les frais d'administration. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources du budget de l'exercice 1871.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, ERNEST PICARD, JULES SIMON, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1709, n° 16,922.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1737, n° 17,106.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1782, n° 17,487.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1786, n° 17,535.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 1801, n° 17,707.

⁽⁶⁾ XI^e série, Bull. 1855, n° 18,065.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 281. — *DÉCRET portant nomination des Membres de la Commission chargée de l'examen des Comptes rendus par les Ministres, pour l'année 1870.*

Du 30 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les articles 192, 193 et 195 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, aux termes desquels une commission doit être chargée chaque année, d'une part, d'arrêter le journal général et le grand livre de l'administration des finances au 31 décembre, ainsi que les livres et les registres tenus au trésor pour l'inscription des rentes, pensions et cautionnements, et, d'autre part, de constater dans le procès-verbal de ses travaux la concordance des comptes rendus par les ministres des divers départements avec les écritures qui ont servi à les établir;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres, pour l'année 1870 :

MM. *Duclerc*, président, ancien ministre;
Bethmont (Paul), ancien député;
Javal, ancien député;
De Choiseul (Horace), ancien député;
Bresillon, conseiller d'État;
Vavas seur, maître des requêtes;
David, conseiller maître à la cour des comptes;
O'Donnell, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;
Picher de Grandchamp, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes;
Le Prieur de Blainvilliers, conseiller référendaire de deuxième classe à la cour des comptes.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1870.

Par délégation du Gouvernement :

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 282. — *DÉCRET qui reporte à l'exercice 1871 une portion du Crédit délégué, sur l'exercice 1870, par les Ministres de la Guerre et de la Marine au Ministre des Finances, président de la Commission de répartition des Secours aux Familles de Militaires sous les drapeaux.*

Du 20 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu la loi du 27 juillet 1870, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1871;

Vu les lois des 14 juillet, 10 et 29 août derniers, qui ont ouvert aux ministres de la guerre et de la marine, sur l'exercice 1870, un crédit extraordinaire de cinquante millions pour secours aux familles des militaires, marins, gardes mobiles, etc. sous les drapeaux;

Vu l'ordonnance de délégation de trente millions délivrée, le 30 septembre dernier, par les ministres de la guerre et de la marine au nom du ministre des finances, président de la commission chargée de la répartition de ces secours, avec imputation sur le crédit ci-dessus de cinquante millions;

Attendu que le montant de cette délégation est loin d'avoir été absorbé en 1870, et qu'il convient de réserver en 1871 à la commission la disponibilité du reliquat dont il s'agit, de nombreux droits à ces secours restant à satisfaire;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur le crédit ci-dessus de trente millions délégué par les ministres de la guerre et de la marine au ministre des finances, président de la commission de répartition des secours aux familles de militaires sous les drapeaux, une somme de onze millions quatre cent mille francs (11,400,000^f) est définitivement annulée au budget de l'exercice 1870 des ministères de la guerre et de la marine.

2. Un crédit de onze millions quatre cent mille francs (11,400,000^f) est ouvert, sur l'exercice 1871, aux ministres de la guerre et de la marine, pour secours aux familles de militaires sous les drapeaux, avec délégation au ministre président de la commission de répartition de ces secours.

Ce crédit formera le chapitre III du budget extraordinaire de 1871 du ministère de la guerre.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources de l'exercice 1871.

4. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, ERNEST PICARD, JULES FERRY,
EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 283. — *DÉCRET qui sépare de la Présidence du Gouvernement le Commandement en chef de l'armée de Paris et supprime le titre et les fonctions de Gouverneur de Paris.*

Du 21 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Le commandement en chef de l'armée de Paris sera désormais séparé de la présidence du Gouvernement.

Le titre et les fonctions de gouverneur de Paris sont supprimés.

M. le général de division *Vinoy* est nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

M. le général *Trochu* conserve la présidence du Gouvernement.

Fait à Paris, le 21 Janvier 1871.

Signé JULES FAVRE, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EMM.
ARAGO, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-
PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 284. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1871, un Crédit pour complément de Dépenses dans le service des Aérostats.*

Du 26 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit de vingt-cinq mille francs (25,000^f) est ouvert au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1871, pour complément de dépenses dans le service des aérostats.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON,
EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY,
ERNEST PICARD.

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

Le Ministre de l'instruction publique,

Signé JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 285.— *DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1870, un Crédit pour les frais de fabrication des Monnaies de bronze.*

Du 26 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 mai 1869, pour le budget ordinaire de cet exercice, un crédit de trente-quatre mille neuf cent soixante et onze francs quatre-vingt-six centimes (34,971^f 86^c), affecté aux frais de fabrication des monnaies de bronze et applicable au chapitre (nouveau) XXXIII bis (*Fabrication des monnaies de bronze*).

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen du produit de l'émission desdites monnaies.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD,
EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 286. — *DÉCRET qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère des Finances, exercice 1870.*

Du 27 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre 1869 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale, en date du 19 décembre 1870 ⁽²⁾, reportant au budget ordinaire du même exercice (chapitres III et XXXVIII) une portion de la souscription publique ouverte en exécution de la loi du 12 août et du décret du 19 août 1870;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁴⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1870, par la loi du 8 mai 1869 et le décret de répartition du 16 octobre 1869, sur le chapitre III (*Rentes trois pour cent*), est réduit d'une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur le chapitre IX (*Rentes viagères pour la vieillesse*), est augmenté d'une somme de cent cinquante mille francs (150,000^f), par virement du chapitre désigné ci-dessus.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD,
GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 287. — DÉCRET qui autorise la ville de Paris à prélever une nouvelle somme de 5 millions pour faire face aux Dépenses occasionnées par la guerre.

Du 27 Janvier 1871.

(Journal officiel du 28 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRET :

La ville de Paris est autorisée à prélever une nouvelle somme de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1755, n° 17,240.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 36, n° 244.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1645, n° 16,527.

trois millions (3,000,000') sur celle de quatre-vingt-trois millions que l'article 3 de la loi du 23 juillet 1870 l'a autorisée à se procurer au moyen de l'émission de bons sur la caisse municipale, pour l'exécution de travaux neufs, et à employer ladite somme de trois millions aux dépenses de toute nature faites ou à faire par suite de la guerre, consistant, soit en travaux, soit en secours.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS,
EMM. ARAGO, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE
PELLETAN, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 288. — *DÉCRET relatif à une nouvelle prorogation de Délais accordée aux Effets de commerce.*

Du 27 Janvier 1871.

(Journal officiel du 28 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 août, les décrets des 10 septembre⁽¹⁾, 11 octobre⁽²⁾, 10 novembre⁽³⁾, 12 décembre 1870⁽⁴⁾ et 12 janvier 1871⁽⁵⁾, relatifs aux effets de commerce;

Considérant que, dans les circonstances actuelles, il importe de suspendre provisoirement toutes poursuites en matière commerciale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par le paragraphe 2 du décret du 12 janvier 1871 aux effets souscrits postérieurement à la loi du 13 août 1870 et aux décrets de prorogation qui l'ont suivie est étendue jusques et y compris le 13 février prochain.

2. Le présent décret sera immédiatement exécutoire.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-
PAGÈS, ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 56.

⁽²⁾ Bull. 21, n° 126.

⁽³⁾ Bull. 30, n° 177.

⁽⁴⁾ Bull. 34, n° 221.

⁽⁵⁾ Bull. 39, n° 265.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 289. — *DÉCRET portant que l'administration des Hospices du département de la Seine effectuera ses Recettes et ses Dépenses en 1871 conformément au budget de l'Assistance publique voté et approuvé pour 1870.*

Du 28 Janvier 1871.

(Journal officiel du 29 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les articles 35 de la loi du 18 juillet 1837 et 17 de la loi du 24 juillet 1867, ensemble l'article 1046 du règlement du 20 juin 1859, sur la comptabilité publique;

Vu le budget des recettes et des dépenses de l'administration de l'assistance publique pour l'exercice 1870;

Vu l'arrêté pris par le conseil général des hospices le 28 janvier courant, ledit arrêté approuvé par le membre du Gouvernement délégué pour l'administration du département de la Seine et à la mairie de Paris;

Considérant que les événements survenus depuis plusieurs mois n'ont pas permis et ne permettent pas encore d'apprécier suffisamment les éléments des recettes et des dépenses à effectuer par l'administration pendant l'année 1871;

Considérant que, dans cette situation, il y a lieu, pour ne pas entraver la marche des services, d'effectuer les recettes et les dépenses ainsi qu'il est prévu par la loi, à défaut de budget régulier,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En attendant la présentation et l'approbation du budget de 1871, l'administration des hospices et hôpitaux du département de la Seine effectuera ses recettes et ses dépenses ordinaires, pendant l'année 1871, conformément au budget de l'assistance publique voté et approuvé pour l'exercice 1870.

2. Le ministre de l'intérieur, le membre du Gouvernement délégué à l'administration du département de la Seine et à la mairie de Paris et l'agent général des hospices sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 290. — *DÉCRET portant que les Officiers appartenant à la Garde nationale et qui ne sont pas membres de la Légion d'honneur pourront recevoir, pour fait de guerre, la Médaille militaire.*

Du 29 Janvier 1871.

(Journal officiel du 30 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les motifs en vue desquels la médaille militaire a été exclusivement attribuée aux sous-officiers et soldats de l'armée ainsi qu'aux généraux qui ont commandé en chef ne sont pas applicables à la garde nationale dont tous les grades sont le résultat de l'élection,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers de tous grades appartenant à la garde nationale et qui ne sont pas membres de la Légion d'honneur pourront recevoir, pour fait de guerre, la médaille militaire.

2. Les ministres de l'intérieur et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 291. — DÉCRET qui dissout tous les Corps francs faisant partie de l'armée de Paris.

Du 29 Janvier 1871.

(Journal officiel du 30 janvier 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'article 7 de la convention du 28 janvier 1871, portant :

« Tous les corps de francs-tireurs seront dissous par une ordonnance du Gouvernement français, »

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tous les corps francs (éclaireurs, francs-tireurs, guérillas, etc.) faisant partie de l'armée de Paris sont dissous.

2. Un règlement spécial déterminera le mode de licenciement et de désarmement de ces corps.

3. Ceux de ces corps qui perçoivent des allocations en deniers ou en nature continueront à les recevoir jusqu'au 1^{er} avril.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 292. — *DÉCRET qui charge les Gouverneurs de l'Algérie et des Colonies de convoquer les Électeurs dans le plus bref délai possible, à l'effet d'élire des Députés à l'Assemblée nationale.*

Du 1^{er} Février 1871.

(Journal officiel du 2 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il est difficile de fixer dès à présent le jour des élections en Algérie et aux colonies, mais qu'il y a intérêt à ce que ces élections aient lieu le plus tôt possible,

DÉCRÈTE :

Les gouverneurs de l'Algérie et des colonies sont chargés de convoquer les électeurs dans le plus bref délai possible, à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale.

L'Algérie nommera six députés, deux par chacun des départements d'Alger, de Constantine et d'Oran.

Les colonies nommeront le nombre de députés déterminé par le tableau annexé au décret du 15 septembre 1870⁽¹⁾; plus, un député pour l'Inde française.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY,
ERNEST FIGARD, EMM. ARAGO, EUGÈNE PEL-
LETAN, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 293. — *DÉCRET qui nomme M. Hérold Ministre de l'Intérieur par intérim.*

Du 1^{er} Février 1871.

(Journal officiel du 2 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. Hérold, secrétaire du Gouvernement, secrétaire général du ministère de la justice, est nommé ministre de l'intérieur par intérim, en remplacement de M. Jules Favre, déchargé de ces fonctions sur sa demande.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-
PAGÈS, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

⁽¹⁾ Bull. 7, n° 59.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 294. — *DÉCRET qui délègue, pendant l'absence du Garde des Sceaux, l'expédition des Affaires courantes à M. Émile Durier, Secrétaire général du Ministère de la Justice.*

Du 1^{er} Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pendant l'absence du garde des sceaux, ministre de la justice, M. *Émile Durier*, secrétaire général du ministère de la justice, est autorisé à donner, au lieu et place du ministre, toutes les signatures nécessaires pour l'expédition des affaires courantes, et notamment celles concernant la comptabilité, les pensions et les secours.

Fait à Paris, le 1^{er} Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 295. — *DÉCRET qui reporte les Élections de Paris au 8 février.*

Du 2 Février 1871.

(Journal officiel du 3 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que de nombreuses réclamations se sont élevées contre la brièveté du délai fixé pour les élections de Paris;

Considérant que le renvoi de ces élections au 8 février n'a pas d'inconvénients, puisqu'il n'aura pas pour effet de retarder la réunion de l'Assemblée de Bordeaux,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections de Paris, précédemment fixées au dimanche 5 février, auront lieu le mercredi 8 février.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 296. — *DÉCRET qui confie à M. Dorian, Ministre des Travaux publics, l'Intérim du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pendant l'absence de M. Magnin.*

Du 2 Février 1871.

(Journal officiel du 3 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. Dorian, ministre des travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture et du commerce pendant l'absence de M. Magnin, qui se rend à Dieppe pour surveiller le transport des denrées destinées au ravitaillement de Paris.

Fait à Paris, le 2 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

N° 297. — *DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale portant que M. Émile Durier, avocat à la cour d'appel de Paris, est nommé secrétaire général du ministère de la justice, en remplacement de M. Hérold, nommé ministre de l'intérieur par intérim. (Paris, 1^{er} Février 1871.)*

(Journal officiel du 2 février 1871.)



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

ÉMILE DURIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 43 *.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 298. — *DÉCRET qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère des Finances, exercice 1870.*

Du 16 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre 1869 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses de cet exercice;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 du décret du 31 mai 1862 ⁽³⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1870, par la loi du 8 mai 1869 et le décret de répartition du 16 octobre 1869, sur le chapitre LXII (*Dépenses du service des tabacs en Algérie*), est réduit d'une somme de cinq mille deux cents francs (5,200^f).

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur le chapitre XXXII (*Matériel des monnaies et médailles*), est augmenté d'une somme de cinq mille deux cents francs (5,200^f), par virement du chapitre désigné ci-dessus.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, EMM. AMICO, ERNEST FIGARD,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY.

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1735, n° 17.240.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10.527.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 299. — DÉCRET qui délègue à M. Eugène Pelletan la signature des Actes d'administration du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, pendant l'absence de M. Jules Simon.

Du 31 Janvier 1871.

(Journal officiel du 1^{er} février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pendant l'absence de M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, chargé d'une mission du Gouvernement, la signature des actes d'administration de ce ministère est déléguée à M. Eugène Pelletan, membre du Gouvernement.

Fait à Paris, le 31 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 300. — DÉCRET portant qu'il sera procédé immédiatement à la confection des Listes du Jury dans le département de la Seine, et que la Cour d'assises de ce département reprendra son fonctionnement à partir du 15 février.

Du 3 Février 1871.

(Journal officiel du 4 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il y a lieu de procéder immédiatement à la formation des listes du jury, conformément au décret du 14 octobre 1870⁽¹⁾, dont les nécessités du siège ont retardé l'exécution dans le département de la Seine ;

Considérant, toutefois, qu'il est nécessaire que le cours de la justice criminelle ordinaire ne reste pas plus longtemps suspendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera procédé immédiatement à la confection des listes du jury dans le département de la Seine, conformément au décret du 14 octobre 1870.

2. La cour d'assises de la Seine reprendra son fonctionnement à partir du 15 février 1871.

Il sera procédé provisoirement au tirage du jury sur la liste dressée d'après la loi du 4 juin 1853, pour l'année 1870.

⁽¹⁾ Bull. 22, n° 133.

3. Aucune excuse tirée du service antérieur ne sera admise.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 301. — *DÉCRET portant dissolution des Régiments de la Garde nationale mobilisée dits Régiments de Paris.*

Du 3 Février 1871.

(Journal officiel du 4 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les régiments de la garde nationale mobilisée dits *Régiments de Paris* sont dissous.

2. Les compagnies de guerre qui composaient ces divers régiments rentrent dans leurs bataillons respectifs sous l'autorité des officiers supérieurs (lieutenants-colonels ou chefs de bataillon) qui commandent ces bataillons.

3. Les lieutenants-colonels des régiments dissous conserveront leur grade et leurs insignes jusqu'à une réorganisation ultérieure de la garde nationale.

4. Les officiers de tout grade appartenant aux régiments de Paris toucheront à titre d'indemnité la solde due à leur grade jusqu'au 1^{er} mars 1871.

5. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 302. — *DÉCRET qui annule un décret du 31 janvier 1871, émané de la Délégation du Gouvernement à Bordeaux, et frappant d'inéligibilité diverses catégories de Citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871.*

Du 4 Février 1871.

(Journal officiel du 5 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu un décret, en date du 31 janvier 1871, émané de la délégation du Gouvernement à Bordeaux, par lequel sont frappées d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871;

Considérant que les restrictions imposées au choix des électeurs par le susdit décret sont incompatibles avec le principe de la liberté du suffrage universel,

DÉCRÈTE :

Le décret susvisé rendu par la délégation du Gouvernement à Bordeaux est annulé.

Les décrets du 29 janvier 1871 ⁽¹⁾ sont maintenus dans leur intégrité.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS,
ERNEST PICARD, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE
PELLETAN.

Erratum. Bulletin des lois n° 41, page 22, neuvième ligne (pour les exemplaires où l'erreur existe), au lieu de *auront été admises avant la clôture des réclamations*, lisez *auront été admises avant la clôture des opérations*.

⁽¹⁾ Bull. 41, n° 274.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

ÉMILE DURIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 303. — *DÉCRET qui transfère à M. Jules Favre la délégation de Signature conférée à M. Emmanuel Arago relativement aux Actes du Gouvernement du ressort du Département de la Justice.*

Du 4 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La délégation de signature conférée à M. Emmanuel Arago relativement aux actes du Gouvernement du ressort du département de la justice est transférée à M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 304. — *DÉCRET qui transfère à M. Dorian la délégation de Signature conférée à M. Eugène Pelletan relativement aux Actes d'administration du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts.*

Du 4 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

XII^e Serie.

DÉCRET :

La délégation de signature conférée à *M. Eugène Pelletan* relativement aux actes d'administration du ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts est transférée à *M. Dorian*, ministre des travaux publics.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, ERNEST PICARD,
GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN,
EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 305. — *DÉCRET relatif au nombre de Signatures suffisant pour la validité des Décrets du Gouvernement.*

Du 4 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'absence de MM. *Garnier-Pagès, Jules Simon, Pelletan, Emmanuel Arago*, membres du Gouvernement de la défense nationale, envoyés en mission,

DÉCRET :

Les décrets pourront être désormais rendus à la majorité des membres du conseil présents à Paris, et la signature de trois membres du Gouvernement suffira pour leur validité.

Fait à Paris, le 4 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, GARNIER-PAGÈS,
EMM. ARAGO, JULES FERRY, ERNEST PICARD,
EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 306. — *DÉCRET portant que les Citoyens pourront être inscrits sur les Listes électorales de Paris et du département de la Seine jusqu'au 7 février, à minuit.*

Du 6 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les citoyens pourront être inscrits sur les listes électorales de Paris et du département de la Seine jusqu'au 7 février, à minuit.

Fait à Paris, le 6 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 307. — *DÉCRET portant que, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les deux sections de la Cour d'assises de la Seine siégeront simultanément.*

Du 6 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, par suite de l'interruption du service de la cour d'assises de la Seine, conséquence des nécessités du siège, cette cour serait aujourd'hui dans l'impossibilité d'expédier dans le courant du premier trimestre de 1871 la totalité des procès renvoyés devant elle, si les deux sections dont elle est composée ne siégeaient simultanément,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 15 février prochain, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les deux sections de la cour d'assises de la Seine, au lieu de siéger alternativement, siégeront simultanément.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Février 1871.

Par délégation du Gouvernement :

Le Vice-président du Gouvernement, Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FAVRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 308. — DÉCRET qui rapporte les décrets relatifs à la Réquisition de la Houille, du Coke, des Asphaltes, des Bitumes et autres matières analogues.

Du 6 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les décrets du 10 décembre 1870 ⁽¹⁾, portant que « réquisition est faite de toutes les quantités de houille et de coke approvisionnées, à quelque titre que ce soit, dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement », et du 7 janvier 1871 ⁽²⁾, portant que « réquisition est faite de toutes les quantités d'asphaltes, bitumes et autres matières analogues, d'huiles lourdes, de goudron, de brai et tannée, approvisionnées, à quelque titre que ce soit, dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement », sont rapportés.

Fait à Paris, le 6 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 309. — DÉCRET qui lève la Réquisition de la viande de Porc et de la Charcuterie.

Du 6 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La réquisition de la viande de porc, sur pied ou abattue, et de la charcuterie est levée. Le commerce de ces denrées est libre à partir de la promulgation du présent décret.

⁽¹⁾ Bull. 34, n° 219.

⁽²⁾ Bull. 38, n° 260.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 310. — *DÉCRET portant que le décret établissant la Réquisition des Chevaux ne s'appliquera pas aux Chevaux introduits dans Paris postérieurement à la promulgation du présent décret.*

Du 6 Février 1871.

(Journal officiel du 7 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret établissant la réquisition des chevaux ne s'appliquera pas aux chevaux introduits dans Paris postérieurement à la promulgation du présent décret.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

N° 311. — *DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale portant ce qui suit :*

1^{er} M. *Pétard (Marie-François-Camille)*, né le 5 octobre 1808 à Cheverny, arrondissement de Blois (Loir-et-Cher), sous-chef de bureau au ministère de l'instruction publique,

Et M. *Pétard (Gustave)*, né le 8 octobre 1837 à Paris, clerc de notaire fils du susnommé, demeurant tous deux à Paris,

Sont autorisés à substituer à leur nom patronymique celui de *Pérard* et à s'appeler, à l'avenir, *Pérard*.

2^o Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée dans les conditions réglées par ladite loi. (*Paris, 10 Janvier 1871.*)



Certifié conforme :

Paris, le 8 ^e Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

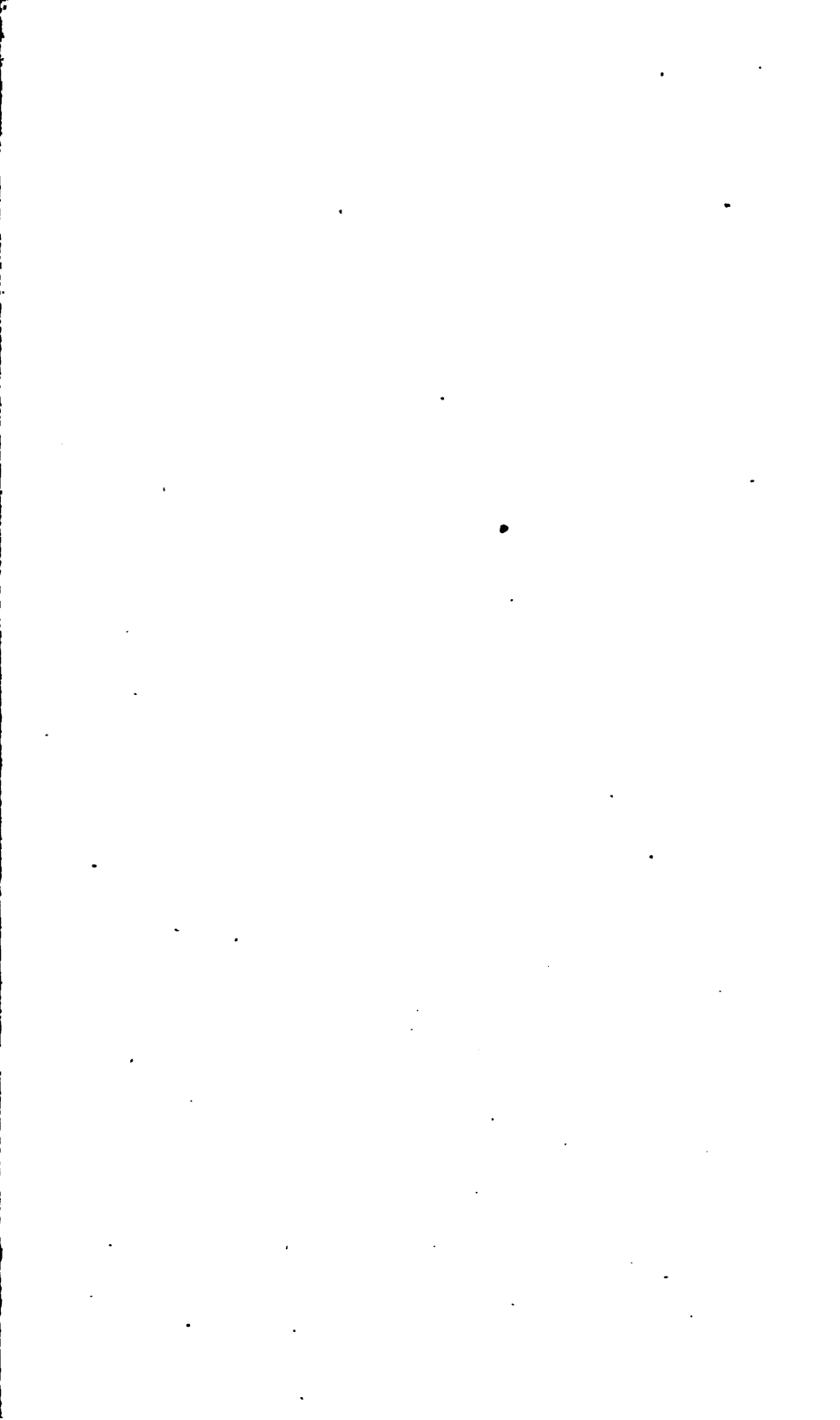
Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

ÉMILE DURIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 312. — *DÉCRET qui lève la Réquisition des Grains et Farines.*

Du 7 Février 1871.

(*Journal officiel du 8 février 1871.*)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La réquisition des grains et farines est levée.

Le commerce de ces denrées pourra s'exercer librement à partir de la promulgation du présent décret, résultant de son insertion au *Journal officiel*.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST
PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 313. — *DÉCRET qui lève toute Réquisition, toute Interdiction de vente des Animaux de boucherie et des Vaches laitières.*

Du 7 Février 1871.

(*Journal officiel du 8 février 1871.*)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

XII^e Série.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Toute réquisition, toute interdiction de vente des animaux de boucherie et des vaches laitières est levée à partir de ce jour.

Le commerce de ces animaux pourra s'opérer librement à partir de la promulgation du présent décret résultant de son insertion au *Journal officiel*.

2. Le marché aux bestiaux de la Villette sera ouvert tous les jours, comme par le passé, pour l'exposition et la vente des animaux de boucherie et des porcs.

3. La vente à la criée en gros des viandes abattues est rétablie à la Halle des Prouvaires et fonctionnera comme précédemment. Une autre vente en gros à la criée des viandes abattues pourra être installée au marché aux bestiaux de la Villette. Elle sera faite par des agents publics spéciaux, désignés par l'administration municipale.

4. L'abatage des animaux achetés par les bouchers aura lieu, comme par le passé, dans les échaudoirs affectés à chacun d'eux aux abattoirs en exercice, sans préjudice néanmoins des mesures qu'il serait nécessaire de maintenir pour assurer l'approvisionnement des boucheries municipales.

5. La vente de la viande sera libre dans tous les étaux de boucherie de la capitale. Les bouchers ne pourront vendre qu'au prix de la taxe, qui sera établie tous les quinze jours d'après la moyenne des prix de vente sur le marché de la Villette.

6. Tant que cela sera nécessaire, les boucheries municipales établies et fonctionnant par les soins des maires d'arrondissement seront maintenues en nombre suffisant. Elles seront approvisionnées, et la distribution des viandes et autres aliments continuera d'y avoir lieu, sur la présentation des cartes de boucherie, dans les conditions de prix et de quantités déterminées par les autorités municipales.

7. Le ministre de l'agriculture et du commerce, le maire de Paris et les maires d'arrondissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 314. — DÉCRET qui lève la Réquisition des Chevaux, Anes et Mulets.

Du 7 Février 1871.

(Journal officiel du 8 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La réquisition des chevaux, ânes et mulets est levée.

Le commerce de ces animaux pourra s'exercer librement à partir de la promulgation du présent décret, résultant de son insertion au *Journal officiel*.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 315. — DÉCRET relatif à une nouvelle prorogation de Délais pour les Effets de commerce.

Du 9 Février 1871.

(*Journal officiel* du 10 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 août 1870 et les décrets des 10 septembre ⁽¹⁾, 11 octobre ⁽²⁾, 10 novembre ⁽³⁾, 12 décembre 1870 ⁽⁴⁾, 12 ⁽⁵⁾ et 27 janvier 1871 ⁽⁶⁾, relatifs aux effets de commerce;

Considérant qu'il est désirable de revenir dans le plus bref délai possible à la stricte exécution des engagements, qui est la loi fondamentale du commerce;

Qu'il y a lieu d'espérer que le délai d'un mois est suffisant pour permettre le libre rétablissement des relations commerciales;

Qu'il est donc juste de proroger encore d'un mois les délais impartis par les lois et décrets susvisés, sauf à édicter plus tard les dispositions nécessaires pour concilier les prescriptions de la loi commerciale avec les difficultés que présente la liquidation de la situation anormale créée par les événements,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les délais dans lesquels doivent être faits les protêts et tous actes conservant les recours, aux termes de la loi et des décrets susvisés, sont prorogés d'un mois, à partir du 13 février présent mois.

2. Les intérêts continueront à courir du jour de l'échéance.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 56.

⁽⁴⁾ Bull. 34, n° 221.

⁽²⁾ Bull. 21, n° 126.

⁽⁵⁾ Bull. 30, n° 265.

⁽³⁾ Bull. 30, n° 177.

⁽⁶⁾ Bull. 42, n° 288.

3. Il n'est point dérogé aux autres dispositions de la loi du 13 août 1870.

4. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

5. Toutes dispositions contraires aux présentes contenues dans d'autres décrets sont et demeurent annulées.

Fait à Paris, le 9 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD.



Certifié conforme :

Paris, le 11 * Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
ÉMILE DURIER.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 46.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 316. — *DÉCRET qui alloue une Indemnité mensuelle aux Membres du Gouvernement, aux Ministres et aux Secrétaires du Gouvernement.*

Du 8 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les membres du Gouvernement recevront une indemnité mensuelle égale au douzième du traitement annuel des ministres tel qu'il était fixé par la législation antérieure au 2 décembre 1851.

Les ministres qui ne sont pas membres du Gouvernement recevront la même indemnité.

2. Les secrétaires du Gouvernement recevront une indemnité mensuelle de mille francs. Ceux qui remplissent en même temps d'autres fonctions ne cumuleront pas l'indemnité avec le traitement attribué à ces fonctions; ils auront le choix entre ce traitement et l'indemnité.

3. L'indemnité sera prélevée sur les crédits ouverts au budget de 1870 pour le traitement des ministres. Le surplus de ces crédits fera retour au trésor public.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 8 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, HENRI
ROCHEFORT, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 317. — *DÉCRET qui délègue au Général Susane la Signature des Actes d'administration du Ministère de la Guerre pendant l'absence du Général Le Flo.*

Du 7 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pendant l'absence du général *Le Flo*, ministre de la guerre, la délégation de signature relativement aux actes d'administration du ressort du département de la guerre est conférée au général *Susane (Louis-Victor-Vincent)*, directeur de la direction de l'artillerie.

Fait à Paris, le 7 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD,
JULES FERRY.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 318. — *DÉCRET qui délègue à M. Ozenne la Signature des Actes d'administration du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pendant l'absence de M. Magnin.*

Du 12 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que M. *Magnin*, ministre de l'agriculture et du commerce, doit se rendre à Bordeaux, pour siéger à l'Assemblée nationale, dont il a été nommé membre,

DÉCRÈTE :

M. *Ozenne*, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce, aura, par délégation, pendant l'absence de M. *Magnin*, la signature ministérielle pour les affaires ressortissant à ce département.

Fait à Paris, le 12 Février 1871.

Signé Général TROCHU, ERNEST PICARD, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 319. — *DÉCRET qui charge M. le Vice-Amiral Touchard des fonctions de Délégué du Ministre de la Marine et des Colonies à Paris.*

Du 12 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. le vice-amiral Touchard (Philippe-Victor), président du conseil des travaux, remplira les fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris, en remplacement de M. le contre-amiral de Dompierre d'Hornoy.

Fait à Paris, le 12 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 320. — *DÉCRET qui fixe les Délais de la prescription pour les Délits forestiers, etc.*

Du 14 Février 1871.

(Journal officiel du 15 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les délais de la prescription pour les délits forestiers, dommages aux propriétés, champs et récoltes, destruction d'animaux domestiques, et généralement pour tous actes de pillage, ne commenceront à courir que du jour de l'évacuation du territoire par les armées ennemies.

Fait à Paris, le 14 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GLAIS-BIZOIN.



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

ÉMILE DURIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 47.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 321. — *DÉCRET relatif à la liquidation de la Caisse de la Dotation de l'Armée.*

Du 3 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE ,

Vu la loi du 26 avril 1855, portant création, sous la garantie de l'État, de la caisse de la dotation de l'armée, et déterminant ses ressources et ses charges;

Vu la loi du 1^{er} février 1868:

Vu la délibération de la commission supérieure de la dotation, en date du 26 mai 1870, établissant la nécessité de procéder à la liquidation de ladite caisse, en ce qui concerne le service des pensions militaires, et déterminant les bases de cette liquidation; ensemble la lettre du ministre de la guerre au ministre des finances, en date du 4 juin 1870, et la réponse du ministre des finances, en date du 9 juin 1870, relatives au même objet;

Vu le rapport de la commission du budget de 1871;

Sur le rapport des ministres de la guerre et des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La caisse de la dotation de l'armée est autorisée à remettre au trésor public une somme de rentes trois pour cent suffisante pour représenter, suivant les règles tracées par le décret du 9 janvier 1856, un capital équivalent à la charge imposée à la caisse de la dotation par la loi de 1855 pour le service des suppléments à rembourser au trésor sur les pensions militaires concédées jusqu'au 31 décembre 1869.

2. La remise de ces rentes libérera complètement la caisse de la dotation de ladite charge à partir du 1^{er} janvier courant.

3. La caisse de la dotation continuera d'acquitter, au moyen des rentes de son portefeuille, les compléments des primes, hautes payes et autres dépenses restant à solder par suite des contrats de rengagement et de remplacement non encore expirés.

4. La caisse de la dotation de l'armée établira en 1876 le compte définitif de ses opérations, par suite duquel l'excédant de ses dépenses sur ses ressources lui sera remboursé par le trésor, ou réciproquement l'excédant de ses ressources sur ses dépenses sera remis par elle à la disposition du ministre des finances.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO,
GARNIER-PAGÈS, JULES FAYRE, EUGÈNE PELLETAN,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 322. — *DÉCRET qui autorise le Ministre des Finances à disposer de la somme de Rentes que la Caisse de la Dotation de l'Armée remettra au Trésor public en vertu du décret relatif à la liquidation de ladite Caisse.*

Du 3 Janvier 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret en date de ce jour relatif à la liquidation de la caisse de la dotation de l'armée,

DÉCRÈTE :

Le ministre des finances est autorisé à disposer de la somme de rentes que la caisse de la dotation remettra au trésor public en vertu du décret susvisé.

Fait à Paris, le 3 Janvier 1871.

Signé Général TROCHU, ERNEST PICARD, JULES SIMON,
EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, JULES FAYRE, EU-
GÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 323. — *DÉCRET qui approuve la Convention passée, le 8 janvier 1871, entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du Chemin de fer du Nord.*

Du 9 Février 1871.

(Journal officiel du 10 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu les lois et décrets en date des 26 juin 1857⁽¹⁾, 11 juin 1859⁽²⁾ et 6 juillet 1862⁽³⁾, relatif au chemin de fer du Nord; ensemble le cahier des charges et les conventions en date des 21 juin 1857, 24 juillet 1858, 11 juin 1859 et 16 juin 1862;

Vu spécialement l'article 3 de la convention du 11 juin 1859;

Vu la loi du 22 mai 1869, approuvant les stipulations financières de la convention passée, le même jour, entre l'État et la compagnie du chemin de fer du Nord; ensemble ladite convention et le décret du 22 mai 1869⁽⁴⁾, et spécialement l'article 6 de la convention susdatée, fixant le maximum du capital garanti par l'État pour l'ensemble des lignes comprises dans le nouveau réseau;

Vu la convention passée, le 8 janvier 1871, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, ladite convention modifiant les dispositions de l'article 3 de la convention du 11 juin 1859;

Vu l'avis émis par le ministre des finances, le 6 janvier 1871;

La commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État entendue,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 8 janvier 1871, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, est et demeure approuvée.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 9 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY, ERNEST PICARD.

CONVENTION.

L'an mil huit cent soixante et onze, et le huit janvier,
Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation des présentes par décret du Gouvernement de la défense nationale,

D'une part,

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer du Nord*, ladite compagnie représentée par M. le baron Alphonse de Rothschild, Germain-Joseph Delebecque, Marc Caillard, Léon Say, président et membres du conseil d'administration de la compagnie, élisant domicile au siège de ladite société et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil d'administration, en date du 30 décembre 1870, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans un délai d'un an au plus tard,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la convention du 11 juin 1859, approuvée par les loi et décret du même jour, la compagnie du chemin de fer du Nord est autorisée à porter au compte de premier établissement de son nouveau

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 526, n° 4818.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 709, n° 6706.

⁽³⁾ 11^e série, Bull. 1041, n° 10,479.

⁽⁴⁾ 11^e série, Bull. 1721, n° 16,991.

réseau tout ou partie des insuffisances de recettes dudit réseau qui résulteraient des comptes d'exploitation des exercices 1870, 1871 et suivants, jusques et y compris l'exercice 1873.

2. La compagnie déclare, de son côté, renoncer, pour les six exercices indiqués à l'article ci-dessus, au droit qui lui appartient, aux termes de l'article 3 de la convention du 11 juin 1859, de réclamer de l'Etat l'avance des sommes nécessaires pour parfaire l'intérêt à quatre pour cent et l'amortissement, calculé au même taux, pour un terme de cinquante ans, du capital affecté à l'établissement des lignes comprises dans le nouveau réseau.

3. Il est entendu que le maximum du capital garanti par l'Etat, pour le nouveau réseau de la compagnie, reste, dans tous les cas, fixé à deux cents millions (200,000,000), conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention du 22 mai 1859, et qu'aucune modification n'est d'ailleurs apportée aux stipulations des conventions antérieures relatives à l'exercice du partage des bénéfices entre l'Etat et la compagnie, toutes les dispositions desdites conventions auxquelles il n'est pas dérogé par les présentes étant expressément maintenues.

4. La présente convention ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DORIAN.

Approuvé l'écriture :

Signé A. DE ROYEN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, MARC CATELARD, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, LÉON SAU-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 324. — DÉCRET concernant les Gardes nationaux qui touchent l'Indemnité journalière de 1 franc 50 centimes, et les Femmes des Gardes nationaux qui reçoivent le Subside de 75 centimes.

Du 15 Février 1871.

(Journal officiel du 20 février 1871)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu le décret du 12 septembre dernier ⁽¹⁾, qui alloue une indemnité journalière d'un franc cinquante centimes aux gardes nationaux qui n'ont d'autres ressources que leur travail et qui en font la demande;

Vu le décret du 28 novembre dernier ⁽²⁾, qui accorde un subside de soixante-quinze centimes aux femmes de ces gardes nationaux;

Considérant que des changements importants se sont produits dans l'effectif des compagnies;

Considérant que ces changements, qui se produiront de plus en plus au fur et à mesure de la reprise du travail, rendent indispensable la révision périodique des listes

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les gardes nationaux qui touchent aujourd'hui l'allocation

⁽¹⁾ Bull. 4, n° 47.

⁽²⁾ Bull. 32, n° 207.

tion d'un franc cinquante centimes et qui en auront encore besoin, devront en faire la demande par écrit. Ils auront à justifier du défaut de ressources et de travail, et devront, dans leur demande, déclarer leurs nom, prénoms, âge et domicile actuel, leur domicile avant le siège et leur profession.

Seront seules admises les demandes qui seront produites dans un délai de dix jours, à partir de la promulgation du présent décret.

2. Le ministre des finances réglera le mode de paiement et de contrôle de l'allocation, de concert avec le ministre de l'intérieur.

Il sera ultérieurement statué, par arrêtés ministériels, sur l'organisation de la comptabilité des bataillons et compagnies.

3. Toute fausse déclaration sera passible de la radiation des contrôles, outre les pénalités édictées par les lois.

4. Les dispositions qui précèdent sont applicables au subsidé de soixante-quinze centimes alloué par le décret du 28 novembre aux femmes des gardes nationaux qui touchent eux-mêmes un franc cinquante centimes.

5. Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, GLAIS-BIZOIN, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de l'intérieur par intérim,
F. HÉROLD.

Le Ministre des finances,
E. PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 325. — DÉCRET qui délègue à M. Collignon la Signature des Actes d'administration du Ministère des Travaux publics pendant l'absence de M. Dorian.

Du 15 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

DÉCRET :

En l'absence de M. Dorian, ministre des travaux publics, la signature des actes ressortissant à ce département est déléguée à M. Collignon, inspecteur général des ponts et chaussées.

Fait à Paris, le 15 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GLAIS-BIZOIN, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 326. — *DÉCRET qui autorise la Ville de Paris à prélever une somme de 3 millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.*

Du 17 Février 1871.

(Journal officiel du 18 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La ville de Paris est autorisée à prélever une somme de trois millions (3,000,000¹) sur celle de soixante-trois millions que l'article 3 de la loi du 3 juillet 1870 l'a autorisée à se procurer au moyen de l'émission de bons de la caisse municipale, pour l'exécution de travaux neufs, et à employer ladite somme de trois millions aux dépenses de toute nature faites ou à faire par suite de la guerre, consistant soit en travaux, soit en secours, soit en approvisionnements.

Fait à Paris, le 17 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY, GLAIS-BIZOIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 327. — *DÉCRET qui autorise le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes à continuer de prélever sur les fonds du matériel des Beaux-Arts, pour l'exercice 1871, jusqu'à concurrence de 18,000 francs, certaines Dépenses faites ou à faire pour le service de l'Hôtel siège de la Présidence du Gouvernement de la Défense nationale pendant le premier trimestre de l'année 1871.*

Du 17 Février 1871.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret, en date du 8 décembre 1870⁽¹⁾, qui a autorisé le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts à prélever sur les crédits de matériel des services des beaux-arts (exercice 1870), jusqu'à concurrence de vingt mille francs, les dépenses d'entretien, chauffage, éclairage et blanchissage nécessaires au service de l'hôtel de l'ancien ministère des beaux-arts, affecté depuis la suppression de ce ministère à la résidence du quartier général du gouverneur de Paris, président du Gouvernement de la défense nationale ;

Considérant que, depuis le commencement de l'année 1871, ledit hôtel continue à recevoir la même affectation et qu'il est le siège de la présidence du Gouvernement de la défense nationale ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de prélever sur le crédit de

⁽¹⁾ Bull. 34, n° 217,

matériel ouvert pour l'exercice 1871 aux services des beaux-arts la somme nécessaire à l'entretien dudit hôtel pendant le premier trimestre de l'année 1871, et que cette dépense est évaluée à dix-huit mille francs,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts est autorisé à continuer de prélever sur les fonds du *Matériel des beaux arts*, pour l'exercice 1871, jusqu'à concurrence de dix-huit mille francs (18.000^f) (16 000^f, *Matériel*; 2.000^f, *Service intérieur*), les dépenses ci-dessus indiquées faites ou à faire pour le service de l'hôtel siège de la présidence du Gouvernement de la défense nationale pendant le premier trimestre de l'année 1871.

Fait à Paris, le 17 Février 1871.

Signé Général TROCHU, GLAIS-BIZOIN, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 328. — *DÉCRET qui dissout le Bataillon du Génie volontaire.*

Du 17 Février 1871.

(Journal officiel du 18 février 1871.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 22 septembre 1870, qui institue pendant la durée de la guerre un corps de génie volontaire, sous l'administration des ministres des travaux publics et des finances;

Vu le décret du 29 janvier 1871⁽¹⁾, qui prononce la dissolution de tous les corps francs faisant partie de l'armée de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 29 janvier ci-dessus relaté est applicable au bataillon du génie volontaire.

2. Le commandant *Lebon* est chargé de la liquidation des dépenses du corps.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Février 1871.

Signé Général TROCHU, JULES FERRY, GLAIS-BIZOIN.

⁽¹⁾ Bull. 42, n° 291.

REPUBLICQUE FRANCAISE.

N° 329. — DÉCRET portant composition du Conseil général des Hospices.

Le 18 Février 1874.
(Journal officiel du 19 Février 1874.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Considérant que le décret du 29 septembre dernier⁽¹⁾, portant réorganisation de l'assistance publique à Paris et dans le département de la Seine n'a constitué le conseil général des hospices qu'à titre provisoire, et qu'aux termes de l'article 9, le principe électif doit être la base de l'organisation définitive de ce conseil;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le conseil général des hospices sera désormais composé ainsi qu'il suit :

Deux membres du conseil municipal de Paris, élus par le conseil;

Deux maires ou adjoints d'arrondissement, élus par leurs collègues des vingt arrondissements municipaux;

Un maire ou adjoint de l'arrondissement de Saint-Denis, élu par ses collègues de l'arrondissement;

Un maire ou adjoint de l'arrondissement de Sceaux, élu par ses collègues de l'arrondissement;

Quatre administrateurs des comités d'assistance des arrondissements municipaux de la ville de Paris, élus par leurs collègues;

Deux administrateurs des bureaux de bienfaisance des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, élus par leurs collègues, à raison d'un par arrondissement;

Deux médecins des hôpitaux et hospices de la ville de Paris, élus par leurs collègues;

Deux chirurgiens des hôpitaux, élus par leurs collègues;

Un professeur de la faculté de médecine de Paris, élu par la faculté;

Un médecin, élu par la réunion des médecins des bureaux de bienfaisance de la ville de Paris;

Un membre de la cour de cassation, élu par la cour;

Un conseiller d'Etat ou un maître des requêtes, élu par le conseil;

Un membre de la chambre de commerce;

Un membre de la chambre des notaires;

Un membre du conseil des prud'hommes, élu par ses collègues;

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 94.

Quatre membres n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus indiquées, et qui seront choisis, à la majorité des voix, par le conseil général, composé comme il vient d'être dit.

2. Les membres du conseil sont renouvelés par tiers tous les ans.

3. Le conseil est présidé par le préfet de la Seine, et, à son défaut, par un vice-président, élu tous les ans par le conseil.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le secrétaire général de l'administration remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

4. L'agent général des hospices assiste de droit aux séances du conseil général, auquel il fait rapport de toutes les affaires.

5. L'agent général des hospices a sous ses ordres tout le personnel de l'administration centrale, de l'inspection et celui des établissements.

Les employés de tout grade, tant de l'administration centrale que de l'inspection et des établissements, sont nommés par le préfet, sur la proposition de l'agent général et l'avis du conseil général.

L'agent général a la nomination des surveillants et gens de service.

6. La direction du service des secours à domicile dans la ville de Paris et dans les communes du département de la Seine est attribuée au conseil général des hospices et à l'agent général. Un arrêté préfectoral réglera l'organisation du service.

7. Le membre du Gouvernement délégué à l'administration du département et à la mairie de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Février 1871.

Signé Général TROCHU, GLAIS-BIZOIN, JULES FERRY.

N° 330. — DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 19 janvier 1820, qui assigne six offices d'huissier au tribunal de première instance de Joigny (Yonne), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 25 décembre 1867, qui assigne dix-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit.

3° L'ordonnance du 14 avril 1820, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance de Saint-Pol (Pas-de-Calais), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

4° Le décret du 22 décembre 1869, qui assigne neuf offices d'huissier au tribunal de première instance d'Avallon (Yonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à huit. (Paris, 17 Septembre 1870.)



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Février 1871,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

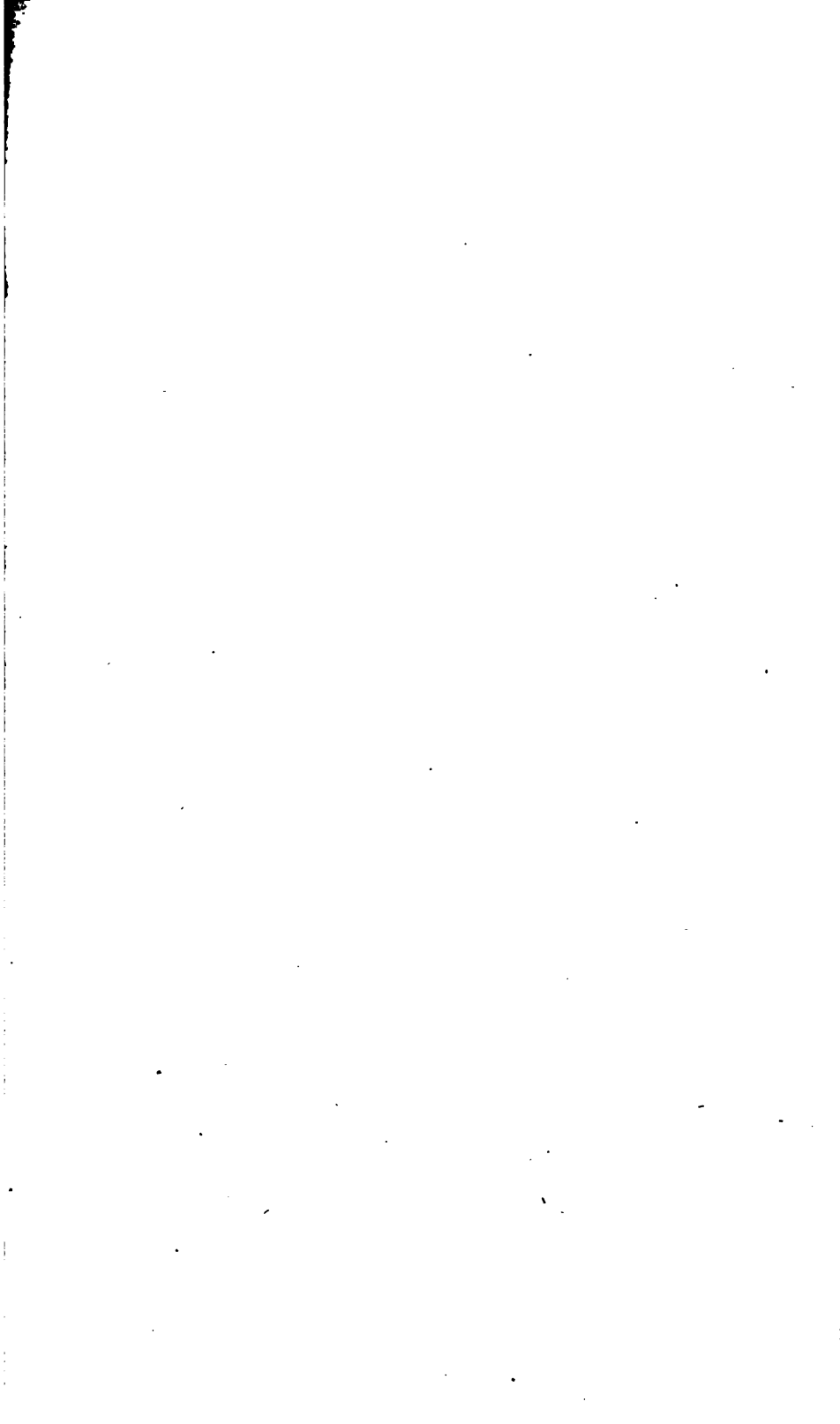
Par délégation spéciale :

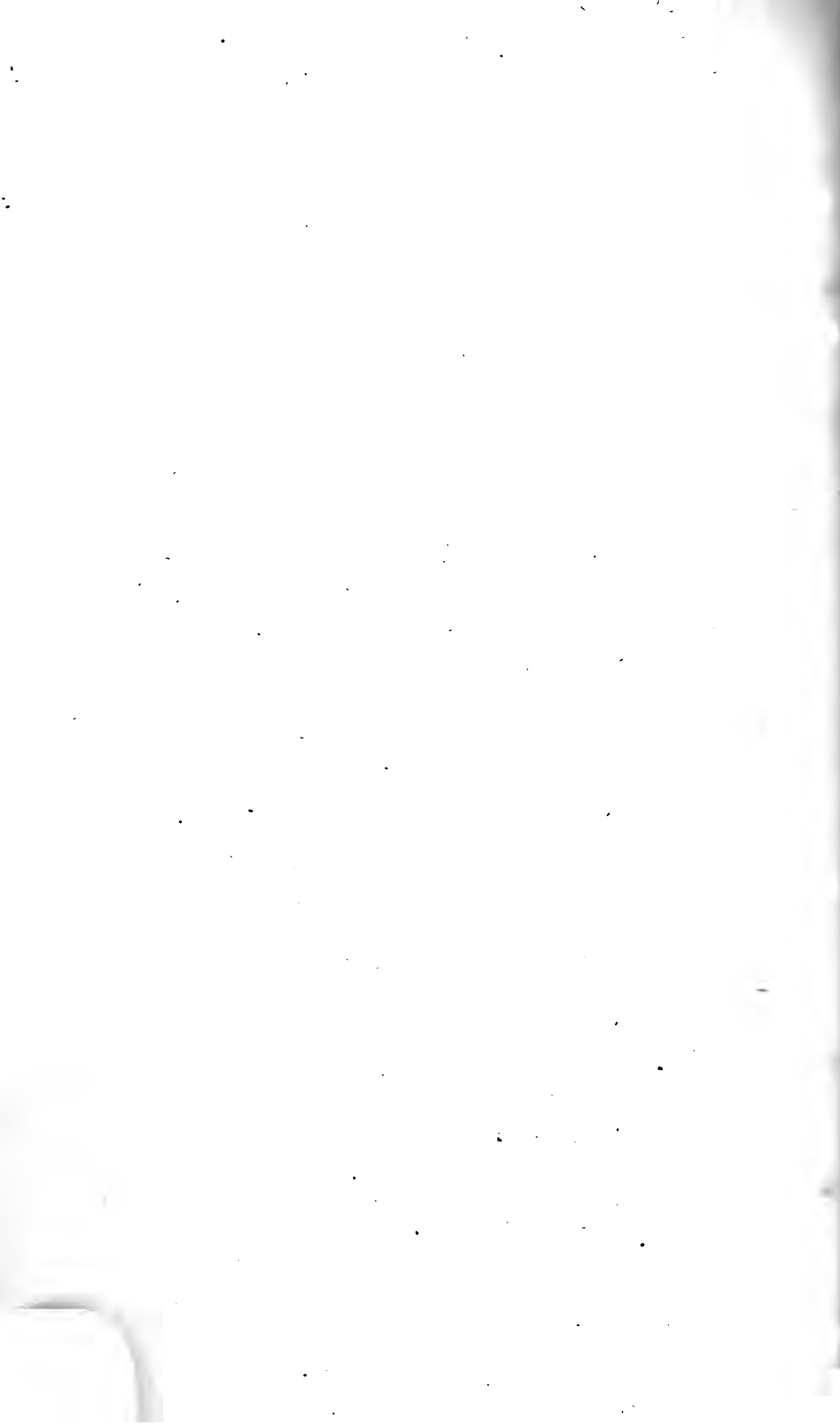
Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

ÉMILE DURIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 48.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 331. — *RÉSOLUTION de l'Assemblée nationale ayant pour objet de nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif de la République française.*

Du 17 Février 1871.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, dépositaire de l'autorité souveraine,

Considérant qu'il importe, en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, de pourvoir immédiatement aux nécessités du Gouvernement et à la conduite des négociations,

DÉCRÈTE :

M. Thiers est nommé Chef du Pouvoir exécutif de la République française; il exercera ses fonctions, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, avec le concours des ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera.

Délibéré en séance publique, à Bordeaux, le 17 Février 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, B. DE BARANTE,
N. JOHNSTON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 332. — ARRÊTÉ portant nomination des Ministres.

Du 19 Février 1871.

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée nationale,
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Sont nommés :

Garde des scéaux, Ministre de la justice, présidant le Conseil d'État, M. *Jules Dufaure*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre des affaires étrangères, M. *Jules Favre*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre de l'intérieur, M. *Ernest Picard*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre de la guerre, M. le général *Le Flo*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre de la marine et des colonies, M. le vice-amiral *Pothuau*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, M. *Jules Simon*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre de l'agriculture et du commerce, M. *Lambrecht*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre des travaux publics, M. *de Larcy*, membre de l'Assemblée nationale;

Ministre des finances, M. *Buffet*, membre de l'Assemblée nationale.

Fait à Bordeaux, le 19 Février 1871.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*
Signé A. THIERS.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,
Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 333. — ARRÊTÉ qui charge M. le Vice-Amiral Touchard des fonctions de Délégué du Ministre de la Marine et des Colonies à Paris.

Du 20 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

M. le vice-amiral *Touchard (Philippe-Victor)*, président du conseil des travaux, remplira les fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris, en l'absence de M. le vice-amiral *Pothuau*, ministre de la marine et des colonies.

Fait à Paris, le 20 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 334. — ARRÊTÉ qui délègue au Général *Susane* la Signature des Actes d'administration du Ministère de la Guerre pendant l'absence du Général *Le Flo*.

Du 20 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Pendant l'absence du général *Le Flo*, ministre de la guerre, la délégation de signature, relativement aux actes d'administration du ressort du département de la guerre, est confiée au général *Susane (Louis-Auguste-Victor-Vincent)*, directeur de la direction d'artillerie.

Fait à Paris, le 20 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 335. — ARRÊTÉ *qui délègue à M. Collignon la Signature des Actes d'administration du Ministère des Travaux publics pendant l'absence de M. de Larcy.*

Du 20 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Pendant l'absence de M. de Larcy, ministre des travaux publics, la signature des actes ressortissant à ce département est déléguée à M. Collignon, inspecteur général des ponts et chaussées.

Fait à Paris, le 20 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 336. — ARRÊTÉ *qui délègue à M. Ozenne la Signature des Actes d'administration du Ministère de l'Agriculture et du Commerce pendant l'absence de M. Lambrecht.*

Du 20 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Pendant l'absence de M. Lambrecht, ministre de l'agriculture et du commerce, M. Ozenne, secrétaire général, aura, par délégation, la signature ministérielle pour les affaires ressortissant à ce département.

Fait à Paris, le 20 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 337. — ARRÊTÉ *qui charge M. le Contre-Amiral Huguteau de Challié des fonctions de Délégué du Ministre de la Marine et des Colonies à Paris.*

Du 21 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Pendant l'absence de M. le vice-amiral *Pothuau*, ministre de la marine et des colonies, M. le contre-amiral *Hugueteau de Challié* est nommé délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris, en remplacement de M. le vice-amiral *Touchard*, relevé de ses fonctions, sur sa demande.

Fait à Paris, le 21 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 338. — ARRÊTÉ qui délègue à M. Saint-René Taillandier la Signature des Actes d'administration du Ministère de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, pendant l'absence de M. Jules Simon.

Du 22 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

En l'absence de M. *Jules Simon*, ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, la signature ministérielle est déléguée à M. *Saint-René Taillandier*, secrétaire général, pour les actes d'administration ressortissant à ce département.

Fait à Paris, le 22 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 339. — ARRÊTÉ qui nomme M. Pouyer-Quertier Ministre des Finances.

Du 25 Février 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

M. *Pouyer-Quertier*, membre de l'Assemblée nationale, est nommé ministre des finances, en remplacement de M. *Buffet*, non acceptant.

Fait à Paris, le 25 Février 1871.

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 340. — ARRÊTÉ *qui étend au Département de Seine-et-Oise les Pouvoirs conférés au Préfet de police du Département de la Seine.*

Du 24 Mars 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les arrêtés des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le général *Valentin*, délégué à la Préfecture de Police du département de la Seine, exercera, dans toute l'étendue du département de Seine-et-Oise, les pouvoirs de police générale qui ont été conférés au Préfet de police pour les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, par l'arrêté du 3 brumaire an IX.

2. En vertu d'une simple délégation du Préfet de police, les commissaires de police de la ville de Paris et du département de la Seine et autres agents de la Préfecture de police pourront exercer, dans le département de Seine-et-Oise, tout ou partie des attributions qui sont conférées par le présent arrêté au Préfet de police.

3. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 24 Mars 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 341. — ARRÊTÉ qui fixe la clôture de l'exercice communal de 1870 au 15 mai pour les Mandatements, et au 4 mai pour les Recouvrements et les Payements.

Du 24 Mars 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 31 mai 1862 (1), qui fixe la clôture de l'exercice communal au 15 mars pour le mandatement, et au 31 mai pour les recouvrements et les payements;

Considérant que ce délai est insuffisant pour liquider les opérations de l'exercice 1870,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La clôture de l'exercice communal de 1870 est fixée au 15 mai pour les mandatements, et au 31 mai pour les recouvrements et les payements.

Cette disposition est applicable aux établissements communaux de bienfaisance.

2. Les Ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 24 mars 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé ERNEST PICARD.

(1) XI^e Série, Bull. 1045, n° 10,527.

Certifié conforme :



Versailles, le 14 Avril 1871.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du **Bulletin**
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
tionale ou chez les receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 49.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 342. — RÉSOLUTION *ayant pour objet de transporter à Versailles le siège de l'Assemblée nationale.*

Du 10 Mars 1871.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté la résolution suivante :

ART. 1^{er}. Le siège de l'Assemblée nationale sera transporté à Versailles.

2. L'Assemblée fixe au lundi 20 mars sa première réunion dans cette ville.

Délibéré en séance publique, à Bordeaux, le 10 Mars 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MEAUX,
CASTELLANE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 343. — *Loi qui met le département de Seine-et-Oise en état de siège.*

Du 21 Mars 1871.

(*Journal officiel du 22 mars 1871.*)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le département de Seine-et-Oise est mis en état de siège.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 21 Mars 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,
Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 344. — *Loi qui affecte une somme de 4,837,020 francs aux dépenses de l'Assemblée nationale, exercice 1871.*

Du 21 Mars 1871.

(*Journal officiel du 6 avril 1871.*)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF

DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La somme de quatre millions huit cent trente-sept mille vingt francs (4,837,020 fr.), restant disponible sur les crédits du budget du Corps Législatif pour l'exercice 1871, est affectée aux dépenses de l'Assemblée nationale pour le même exercice.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 21 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, B. DE BARANTE, PAUL BETHMONT,
N. JOHNSTON, V^e DE MEAUX.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 345. — LOI portant création de Bataillons volontaires.

Du 23 Mars 1871.

(Journal officiel du 31 mars 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Chaque département tiendra à la disposition du Gouvernement un ou plusieurs bataillons de volontaires choisis de préférence parmi les hommes ayant déjà servi dans l'armée, la marine ou la garde mobile, ou appartenant à la garde nationale.

2. Les officiers de tous grades seront nommés par le Pouvoir exécutif.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 23 Mars 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MEAUX, PAUL BETHMONT,
JOHNSTON, B. DE BARANTE.

Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,
Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 346. — *Loi relative aux Effets de commerce.*

Du 24 Mars 1871.

(*Journal officiel* du 30 mars 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les effets de commerce jouissant du bénéfice de la loi du 10 mars et échéant du 13 au 24 mars en vertu de ladite loi sont prorogés au 24 avril.

Les effets échéant du 25 mars au 24 avril sont prorogés d'un mois.

2. Cette disposition est applicable aux effets qui auraient déjà été protestés. En cas de nouveau protêt à la suite de cette prorogation, le refus de paiement sera constaté par une mention écrite par l'officier ministériel sur le précédent protêt. L'enregistrement se fera exceptionnellement gratis. Si les premiers protêts ont été

suivis de jugement, il sera sursis à l'exécution des nouveaux délais de prorogation.

3. Le Tribunal de Commerce de la Seine pourra, pendant le cours de l'année 1871, accorder des délais modérés pour le paiement des effets de commerce, conformément à l'article 1244, § 2, du Code civil.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 24 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé M^{rs} DE CASTELLANE, N. JOHNSTON, V^{te} DE MEAUX,
B. DE BARANTE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 347. — Loi qui déclare nuls les décrets des 28 janvier et 3 février 1871, prononçant la déchéance de 15 Magistrats.

Du 25 Mars 1871.

(Journal officiel du 1^{er} avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les décrets des 28 janvier et 3 février 1871 (1), qui ont prononcé la déchéance de 15 magistrats y dénommés, sont déclarés nuls et non avenus, comme contraires à la règle de la séparation des pouvoirs et au principe de l'inamovibilité de la magistrature, en réservant le droit souverain de l'Assemblée sur l'organisation judiciaire.

(1) Bull. 24 (Délégation de Bordeaux), n° 515 et 516.

Délibéré en séance publique à Versailles, le 25 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉSUMAT, V^{te} DE MEAUX,
B. DE BARANTE, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 348. — *Loi relative aux Généraux Clément Thomas et Lecomte.*

Du 26 Mars 1871.

(*Journal officiel* du 6 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'assassinat des généraux *Clément Thomas et Lecomte* est un deuil public, auquel l'Assemblée appelle le pays tout entier à s'associer.

2. L'Assemblée nationale assistera à un service solennel qui sera célébré à cette occasion dans la cathédrale de Versailles.

3. Un monument funèbre sera élevé, aux frais de l'État, aux généraux *Clément Thomas et Lecomte*.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, N. JOHNSTON,
B. DE BARANTE, CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 349. — *Loi portant que la famille du Général Lecomte est adoptée par la Nation.*

Du 26 Mars 1871.

(Journal officiel du 6 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La famille du général *Lecomte*, assassiné à Paris, est adoptée par la Nation.

2. Une pension nationale, dont le chiffre sera ultérieurement fixé, est allouée à M^{me} veuve *Lecomte*, Elle se cumulera avec celle à laquelle elle a droit en vertu des lois existantes.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON,
B. DE BARANTE, CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 350. — *Loi qui abroge l'article 2 du décret de la Délégation de Bordeaux, du 25 décembre 1870, sur la dissolution des Conseils généraux et d'arrondissement et l'institution des Commissions départementales.*

Du 29 Mars 1871.

(Journal officiel du 4 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF

DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret de la délégation de Bordeaux du 25 décembre 1870 (1) est abrogé.

Toutes les Commissions départementales sont supprimées.

2. Il sera procédé à la réélection des Conseils généraux dans le mois qui suivra la réélection des Conseils municipaux.

3. Ne pourront être élus membres des Conseils généraux :

1° Les juges de paix dans les cantons où ils exercent leurs fonctions; 2° les membres amovibles et inamovibles des tribunaux civils de première instance dans l'arrondissement de ces tribunaux.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 29 Mars 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, B. DE BARANTE,
CASTELLANE, V^{to} DE MEAUX.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 351. — *Loi qui abroge le Décret de la Délégation de Tours du 18 octobre 1870 relatif à l'élection des membres des Tribunaux de Commerce.*

Du 4 Avril 1871.

(Journal officiel du 9 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le décret rendu à Tours le 17 octobre 1870 (2), par la

(1) Bull. 7 (Délégation de Tours), n° 386.

(2) Bull. 20 (Délégation de Bordeaux), n° 122

délégation du Gouvernement de la défense nationale, relativement à l'élection des membres des tribunaux de commerce est abrogé.

En conséquence, l'élection générale des membres des tribunaux de commerce fixée, par le décret précité, au 15 avril 1871, n'aura pas lieu à cette époque.

2. Les juges actuellement en fonctions y resteront jusqu'aux élections nouvelles, dont l'époque et le mode seront fixés par une loi.

3. Dans le cas où, par suite de décès, démission ou autre cause, des vacances se seraient produites dans certains tribunaux, de manière à rendre le personnel insuffisant pour l'expédition des affaires, les magistrats en exercice sont autorisés à désigner à la pluralité des voix, un ou plusieurs commerçants du ressort pour remplir jusqu'aux élections les fonctions de juges suppléants.

Ces commerçants devront réunir les conditions d'éligibilité indiquées par l'article 620 du Code de commerce. Procès-verbal de cette désignation sera immédiatement transmis au Ministère de la justice.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 4 Avril 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé B. DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT, CASTELLANE,
PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,
Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 352. — *RÉSOLUTION ayant pour objet de voter des Remerciements aux Troupes de terre et de mer qui ont combattu dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871.*

Du 4 Avril 1871.

(Journal officiel du 7 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté la résolution suivante :

L'Assemblée nationale vote des remerciements aux troupes de

terre et de mer pour le courage, le bon esprit et le patriotisme qu'elles ont montrés dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 4 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B. DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT,
N. JOHNSTON, CASTELLANE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 353. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit sur l'exercice 1871, pour assurer jusqu'à la fin d'avril l'exécution des préliminaires du Traité de paix du 26 février 1871.*

Du 5 Avril 1871.

(Journal officiel du 11 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, le PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Un crédit de soixante et douze millions cinq cent mille francs (72,500,000 fr.) est ouvert au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1871, pour assurer jusqu'à la fin du mois d'avril l'exécution des préliminaires du traité de paix du 26 février 1871.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources extraordinaires qui seront demandées à l'Assemblée nationale dans le budget rectificatif de l'exercice 1871.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 5 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé N. JOHNSTON, M^{ls} DE CASTELLANE, V^{ts} DE MEAUX,
PAUL BETHMONT, B. DE BARANTE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 354. — ARRÊTÉ relatif aux Magistrats composant la Cour d'appel de Metz.

Du 27 Mars 1871.

(Journal officiel du 29 mars 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les magistrats composant la Cour d'appel de Metz et qui désirent opter pour la nationalité française sont convoqués à Charleville-Mézières pour ouvrir les audiences de la Cour et procéder à l'expédition des affaires en attendant le règlement définitif de l'organisation judiciaire dans l'ancien département de la Moselle et le département des Ardennes.

2. Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 27 Mars 1871.

Signé A. THIERS.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 355. — ARRÊTÉ *qui rapporte le décret du 9 septembre 1870 relatif à l'admission en franchise des Armes et des Cartouches.*

Du 30 Mars 1871.

(*Journal officiel* du 31 mars 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

Le décret du 9 septembre 1870 (1), relatif à l'admission en franchise des armes de toute espèce et des cartouches garnies ou non garnies, est et demeure rapporté.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 30 Mars 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 356. — ARRÊTÉ *portant que les membres de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État se réuniront et exerceront leurs fonctions à Versailles.*

Du 1^{er} Avril 1871.

(*Journal officiel* du 7 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, président le Conseil d'État;

(1) Bull. 3, n° 32.

Vu les décrets des 15 (1) et 19 septembre 1870 (2) ;

Considérant que la nature des attributions du Conseil d'Etat exige qu'il siége dans la ville où réside le Gouvernement,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les membres de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État jusqu'à la nouvelle organisation de ce Conseil se réuniront et exerceront leurs fonctions à Versailles, jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné autrement.

2. Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, présidant le Conseil d'État, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1^{er} Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé J. DUFAYRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 357. — ARRÊTÉ portant qu'aucune dépense de l'État ne devra être engagée et ne sera acquittée par le Trésor qu'autant que le Ministre des Finances aura reconnu la possibilité d'y pourvoir.

Du 1^{er} Avril 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A partir de ce jour, aucune dépense de l'État ne devra être engagée et ne sera acquittée par le Trésor public qu'autant que le Ministre des finances, préalablement consulté, aura reconnu la possibilité d'y pourvoir.

2. Les Ministres des affaires étrangères, de la justice, de l'instruction publique et des cultes, de l'intérieur, de la guerre, de la marine et des colonies, de l'agriculture et du commerce, des travaux publics et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 1^{er} Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 358. — ARRÊTÉ relatif à l'affranchissement des Dépêches télégraphiques.

Du 4 Avril 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 13 juin 1866 et le décret du 8 mai 1867 ;

Considérant que l'affranchissement des dépêches télégraphiques privées au moyen de timbres-dépêches a été suspendu, au début de la guerre, par mesure administrative prise d'urgence ;

Considérant d'ailleurs que l'expérience a démontré la nécessité de modifier ce système de perception ;

Sur la proposition du Ministre de l'intérieur,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, l'affranchissement des dépêches télégraphiques aura lieu en espèces.

2. La vente des timbres-dépêches est et demeure suspendue.

3. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 4 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Pour le Ministre de l'Intérieur,

Le Sous-Secrétaire d'État,

Signé CALMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 359. — ARRÊTÉ qui proroge, pour les départements qui ont été envahis, le délai fixé par l'article 5 du Décret du 4 Août 1855 pour les déclarations à faire par les possesseurs de Chiens.

Du 5 Avril 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur ;

Vu l'article 5 du décret du 4 août 1855, qui fixe, du 1^{er} octobre de chaque année au 15 janvier de l'année suivante, le délai dans

lequel les possesseurs de chiens doivent faire, à la mairie, une déclaration indiquant le nombre de leurs chiens et les usages auxquels ils sont destinés ;

Considérant que, plusieurs départements ayant été envahis pendant la période ci-dessus indiquée, les déclarations n'ont pu être faites en temps utile,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Dans les départements où les dispositions de l'article 2 du décret du 4 août 1855 n'ont pu être appliquées par suite de l'invasion, le délai fixé par cet article, pour les déclarations à faire par les possesseurs de chiens, est prorogé pour 1871, jusqu'au 15 mai prochain.

2. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 5 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Pour le Ministre de l'Intérieur.

Le Sous-Secrétaire d'État,

Signé CALMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 360. — ARRÊTÉ ajournant à 1872 le dénombrement de la population qui devait avoir lieu en 1871.

Du 20 Avril 1871.

(Journal officiel du 21 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur ;

Vu le décret du 15 janvier 1867, qui déclare authentiques pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1867, les états de population dressés par les préfets, en exécution du décret du 28 mars 1866 ;

Vu la difficulté de procéder actuellement à un nouveau dénombrement de la population,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le dénombrement de la population qui devait avoir lieu en 1871 est ajourné à 1872.

2. Continueront à être considérés comme authentiques, jusqu'au 31 décembre 1872, les tableaux de population annexés au décret du 15 janvier 1867.

3. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 20 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

*Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Sous-Secrétaire d'État,
Signé CALMON.*

Certifié conforme :

Versailles, le 29 Avril 1871.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 50.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 361. — *Loi qui institue une Commission chargée d'examiner tous les Marchés passés par les Administrations publiques à l'occasion de la guerre.*

Du 6 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 18 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une commission composée de soixante membres de l'Assemblée nationale, nommée par les bureaux, à raison de quatre membres par bureau, est chargée d'examiner tous les marchés passés par les administrations publiques à l'occasion de la guerre, payables en tout ou en partie sur les fonds de l'État, et de contrôler la régularité des conditions auxquelles ils ont été consentis, ainsi que celle de leur exécution.

2. Une copie des marchés conclus avec des personnes autres que les agents autorisés à cet effet par les lois, décrets, ordonnances et règlements, sera, à la diligence de la partie intéressée, et ce sous peine de déchéance, adressée dans un délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente loi, au ministre compétent, qui la transmettra à la commission avec ses observations.

3. Tous les documents et renseignements de nature à éclairer la commission seront aussitôt mis à sa disposition par les ministres compétents.

Tous pouvoirs sont conférés à la commission soit pour mander et faire comparaître devant elle ou interroger les personnes en état de donner des renseignements, soit pour se faire délivrer et communiquer toutes les pièces de nature à éclairer sa religion.

4. Un rapport sera adressé par la commission à l'Assemblée nationale.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 6 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON
B^{re} DE BARANTE, M^{re} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 362. — *Loi qui modifie la Loi électorale.*

Du 10 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 19 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. En attendant la présentation et l'adoption d'une nouvelle loi électorale, le vote est rétabli au chef-lieu de chaque commune pour toutes les élections à l'Assemblée nationale qui auront lieu par suite d'option, d'annulation, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

2. Chaque commune peut elle-même être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que l'exigent les circonstances locales et le nombre des électeurs inscrits.

3. Les collèges électoraux sont présidés par les maires, adjoints

et conseillers municipaux, suivant l'ordre du tableau. A leur défaut, les présidents sont pris parmi les électeurs les plus âgés sachant lire et écrire.

Dans le cas où, à l'époque des élections dont il s'agit dans la présente loi, il n'aura pas encore été procédé à de nouvelles élections municipales, les collèges électoraux seraient présidés par les membres des derniers conseils élus, suivant l'ordre d'inscription au tableau.

4. Jusqu'à ce qu'il en ait été décidé autrement, les dispositions des lois et décrets sur la procédure électorale actuellement en vigueur et non contraires à la présente loi continueront à être observées.

Délibéré en séances publiques, à Versailles, les 27 Mars, 3 et 10 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, N. JOHNSTON, M^{re} DE CASTELLANE,
V^{re} DE MEAUX, B^{re} DE BARANTE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 363. — *Loi relative aux Élections municipales.*

Du 14 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la publication de la présente loi, les commissions municipales, les présidents des commissions, les maires et les adjoints en exercice et choisis en dehors du conseil municipal cesseront leurs fonctions. Provisoirement et jusqu'à l'ins-

tallation des nouveaux conseils municipaux, les fonctions de maire, d'adjoints, de présidents des bureaux électoraux dans les communes administrées par des commissions municipales ou par des maires et adjoints pris en dehors du conseil municipal, seront remplies par les membres des derniers conseils municipaux élus, en suivant l'ordre d'inscription sur le tableau.

Seront considérés comme derniers conseils municipaux élus ceux qui ont été nommés à l'élection le 25 septembre 1870, ou depuis, et qui seront encore en exercice au moment de la publication de la présente loi.

2. Dans le plus bref délai après la promulgation de la présente loi, le Gouvernement convoquera les électeurs dans toutes les communes pour procéder au renouvellement intégral des conseils municipaux.

3. Les élections auront lieu au scrutin de liste pour toute la commune. Néanmoins, la commune pourra être divisée en sections, dont chacune élira un nombre de conseillers proportionné au chiffre de la population. En aucun cas, ce fractionnement ne pourra être fait de manière qu'une section ait à élire moins de deux conseillers. Le fractionnement sera fait par le conseil général, sur l'initiative soit du préfet, soit d'un membre du conseil général, ou enfin du conseil municipal de la commune intéressée. Chaque année, dans sa session ordinaire, le conseil général procédera, par un travail d'ensemble comprenant toutes les communes du département, à la révision des sections, et en dressera un tableau qui sera permanent pour les élections municipales à faire dans l'année. En attendant qu'il ait été procédé à la réélection des conseils généraux, la division en sections sera faite par arrêté du préfet.

4. Sont électeurs tous les citoyens français âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi et de plus ayant, depuis une année au moins, leur domicile réel dans la commune.

Sont éligibles au conseil municipal d'une commune tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans, réunissant les conditions prévues par le paragraphe précédent, sauf les cas d'incapacité et d'incompatibilité prévus par les lois en vigueur et l'article 5 de la présente loi.

Toutefois, il pourra être nommé au conseil municipal d'une com-

mune, sans la condition de domicile, un quart des membres qui le composeront, à la condition, par les élus non domiciliés, de payer dans ladite commune une des quatre contributions directes.

5. Ne pourront être élus membres des conseils municipaux :

1° Les juges de paix titulaires, dans les cantons où ils exercent leurs fonctions ;

2° Les membres amovibles des tribunaux de première instance, dans les communes de leur arrondissement.

6. Dans les trois jours qui suivront la publication de la présente loi, les listes spéciales aux élections municipales seront dressées dans toutes les communes. Les réclamations seront reçues pendant trois jours après l'expiration du délai précédent et jugées, dans les trois jours qui suivront, par une commission composée de trois conseillers, en suivant l'ordre d'inscription sur le tableau, sauf l'appel au juge de paix et le pourvoi en cassation, qui suivront leur cours sans que les opérations électorales puissent être retardées.

7. Dans toutes les communes, quelle que soit leur population, le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert et clos le dimanche.

Le dépouillement en sera fait immédiatement.

8. Les conseils municipaux nommés resteront en fonctions jusqu'à la promulgation de la loi organique sur les municipalités. Néanmoins, la durée de ces fonctions ne pourra excéder trois ans. Dans l'intervalle, on ne procédera à de nouvelles élections que si le nombre des conseillers avait été réduit de plus d'un quart. Toutefois, dans les communes divisées en sections ou arrondissements, il y aura toujours lieu à faire des élections partielles toutes les fois que, par suite de décès ou perte des droits politiques, la section n'aurait plus aucun représentant dans le conseil.

9. Le conseil municipal élira le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux scrutins, aucun candidat n'a obtenu la majorité, il sera procédé à un tour de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé sera nommé.

Les maires et les adjoints ainsi nommés seront révocables par décret.

Les maires et les adjoints destitués ne seront pas rééligibles pendant une année.

La nomination des maires et adjoints aura lieu provisoirement par décret du Gouvernement dans les villes de plus de vingt mille âmes et dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement, quelle qu'en soit la population. Les maires seront pris dans le conseil municipal.

Avant de procéder à la nomination des maires, il sera pourvu aux vacances existant dans le conseil municipal.

10. Les vingt arrondissements de la ville de Paris nomment chacun quatre membres du conseil municipal. Ces quatre membres seront élus par scrutin individuel à la majorité absolue, à raison d'un membre par quartier.

11. Le conseil municipal de Paris tiendra, comme les conseils des autres communes, quatre sessions ordinaires, dont la durée ne pourra pas excéder dix jours, sauf la session ordinaire où le budget ordinaire sera discuté et qui pourra durer six semaines.

12. Au commencement de chaque session ordinaire, le conseil nommera au scrutin secret et à la majorité son président, ses vice-présidents et ses secrétaires. Pour les sessions extraordinaires qui seront tenues dans l'intervalle, on maintiendra le bureau de la dernière session ordinaire.

13. Le préfet de la Seine et le préfet de police ont entrée au conseil. Ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

14. Le conseil municipal de Paris ne pourra s'occuper, à peine de nullité de ses délibérations, que des matières d'administration communale, telles qu'elles sont déterminées par les lois en vigueur sur les attributions municipales. En cas d'infraction, l'annulation sera prononcée par décret du Chef du Pouvoir exécutif.

15. Les incapacités et les incompatibilités établies par l'article 5 de la loi du 22 juin 1833, sur les conseils généraux, sont applicables aux conseillers municipaux de Paris, indépendamment de celles qui sont établies par la loi en vigueur sur l'organisation municipale.

16. Il y a un maire et trois adjoints pour chacun des vingt arrondissements de Paris. Ils sont choisis par le Chef du Pouvoir exécutif de la République. Les maires d'arrondissement n'auront d'autres attributions que celles qui leur sont expressément conférées par des lois spéciales.

17. Il y a incompatibilité entre les fonctions de maire ou d'adjoint d'arrondissement et celles de conseiller municipal de la ville de Paris.

18. Provisoirement, et en attendant que l'Assemblée nationale ait statué sur ces matières, continueront à être observées les lois actuellement en vigueur sur l'organisation et les attributions municipales dans celles de leurs dispositions qui ne sont pas contraires à la présente loi.

19. Les fonctions de maire, d'adjoints et conseillers municipaux sont essentiellement gratuites.

20. Les décrets des 27 décembre 1866 et 16 janvier 1867 restent en vigueur pour l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 14 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMURAT, B^{re} DE BARANTE, PAUL ESTHOMONT,
M^{re} DE CASTELLANE, N. JOHNSTON, V^{re} DE MEAUX.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 364. — *Loi relative aux poursuites à exercer en matière de Délits commis par la voie de la presse, etc.*

Du 15 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 22 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La poursuite en matière de délits commis par la voie de la presse ou par les moyens de publication prévus par l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819 aura lieu, à partir de la promulgation de la présente loi, conformément au chapitre III, articles 16 à 23, de la loi du 27 juillet 1849, qui est remis en vigueur, sauf les restrictions suivantes.

2. Les tribunaux correctionnels continueront de connaître :

1° Des délits commis contre les mœurs par la publication, l'exposition, la distribution et la mise en vente de dessins, gravures, lithographies, peintures et emblèmes ;

2° Des délits de diffamation et d'injures publiques concernant les particuliers;

3° Des délits d'injure verbale contre toute personne;

4° Des infractions purement matérielles aux lois, décrets et règlements sur la presse.

3. En cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité publique, à l'occasion de faits relatifs à leurs fonctions, ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, à l'occasion de ces actes, la preuve de la vérité des faits diffamatoires pourra être faite devant le jury, conformément aux articles 20, 21, 22, 23, 24 et 25 de la loi du 26 mai 1819, qui sont remis en vigueur.

Néanmoins, le droit de citation directe appartiendra également, dans ce cas, au ministère public. Les délais prescrits par la loi de 1819 courront à partir du jour où la citation aura été donnée, et l'affaire ne pourra être portée à l'audience avant l'expiration de ces délais.

4. L'action civile résultant des délits à l'occasion desquels la preuve est permise par l'article ci-dessus ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique. Dans tous les autres cas, elle s'éteindra de plein droit par le seul fait de l'extinction de cette action.

5. L'opposition à l'arrêt par défaut sera recevable jusqu'à l'exécution de cet arrêt ou jusqu'à ce qu'il résulte d'un acte d'huissier que le condamné a eu personnellement connaissance de l'arrêt depuis trois jours au moins.

6. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi contenues dans tous actes législatifs antérieurs, et notamment dans le décret du 17 février 1852 et la loi du 11 mai 1868.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 15 Avril 1871.

Le Président,
Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,
Signé V^{te} DE MEAUX, PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT,
N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,
Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 365. — *Loi portant Règlement provisoire du Service judiciaire dans les arrondissements des départements partiellement détachés de la France.*

Da 17 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 22 avril 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

- ART. 1^{er}. Les communes restées françaises qui dépendaient des anciens arrondissements de Metz ou de Thionville sont provisoirement rattachées, au point de vue du service judiciaire, à l'arrondissement de Briey.
2. Les communes du canton de Château-Salins sont rattachées de la même manière à l'arrondissement de Nancy, celles du canton de Vic à l'arrondissement de Lunéville, et celles du canton de Lorquin, à l'arrondissement de Sarrebourg, à l'arrondissement de Lunéville.
3. L'arrondissement de Briey et les autres parties du département de la Moselle sont rattachés provisoirement, pour le service des assises, au département des Ardennes.
4. L'arrondissement de Belfort est provisoirement rattaché, au point de vue judiciaire, à la cour d'appel de Besançon, et pour le service des assises, au département de la Haute-Saône.
5. Chaque commune restée française et qui ne serait pas dans la circonscription d'un chef-lieu de canton resté français sera rattachée provisoirement à la justice de paix qui sera déterminée par une délibération du tribunal civil de l'arrondissement auquel elle est réunie.
6. Les notaires et les huissiers dont la résidence est établie dans une des communes précitées seront rattachés aux compagnies ou corporations des arrondissements auxquels les communes sont réunies.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 17 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MEAUMEY,
B^{te} DE BARANTE, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 366. — *ARRÊTÉ qui reporte à l'exercice 1870 une portion des Crédits ouverts à titre de Fonds de concours, sur l'exercice 1869, pour l'exécution de grands Travaux publics en Algérie.*

Du 30 Mars 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 4 février 1871, chargeant le ministre des finances de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1868 et 1870, ainsi que de l'apurement des dépenses relatives aux exercices antérieurs à 1869, en ce qui concerne le service du gouvernement général de l'Algérie (budget de l'État);

Vu la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et la société générale algérienne, pour l'exécution de grands travaux publics en Algérie;

Vu la loi du 12 juillet 1865, approuvant les articles 1^{er} et 2 de ladite convention;

Vu le décret du 18 septembre suivant, approuvant la même convention;

Vu la loi du 2 août 1868, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1869;

Vu le décret du 12 septembre suivant, répartissant par chapitres les crédits de ce budget;

Vu le décret du 22 novembre 1869, reportant une somme de cinq millions sept cent quarante-six mille trois cent soixante et quatorze francs cinquante centimes (5,746,374^{fr} 50^c) de l'exercice 1868 à l'exercice 1869, à titre du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1870 ;

Vu le décret du 16 octobre suivant, répartissant par chapitres les crédits de ce budget ;

Vu le décret du 16 septembre 1870, autorisant un premier report, de l'exercice 1869 à 1870, d'une somme de six millions neuf cent cinquante-neuf mille cent dix-neuf francs dix-neuf centimes (6,955,119^f 19^c) au titre du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie ;

Sur l'avis du commissaire extraordinaire de la République en Algérie et sur la proposition du ministre des finances,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres I, II et III du budget extraordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1869, par la loi des finances susvisée du 2 août 1868 et les décrets ultérieurement susvisés des 12 septembre 1868 et 22 novembre 1869 et modifiés par le décret de report du 16 septembre 1870, sont réduits d'une somme de cent quarante mille trente francs quatre-vingt-douze centimes (140,030^f 92^c), non employée en 1869.

D'autre part, les fonds accordés par ladite loi et lesdits décrets au titre du chapitre V, même budget, sont augmentés de neuf cents francs. Il en résulte pour les quatre chapitres susmentionnés une réduction de cent trente-neuf mille cent trente francs quatre-vingt-douze centimes.

Cette dernière somme est et demeure annulée au titre de cet exercice, savoir :

SECTION IV.

CHAP. I ^{er} . Dessèchements, irrigations et forages.....	231 ^f 54 ^c
— II. Routes et ponts, aqueducs, canaux, fontaines et grande voirie.....	139,606 87
— III. Ports, phares et fanaux.....	192 51
TOTAL.....	140,030 92

CHAP. V. Frais d'études et accroissement temporaire du personnel.

— Augmentation..... 900 00

RESTE ÉGAL..... 139,130 92

2. Ladite somme de cent trente-neuf mille cent trente franc quatre-vingt-douze centimes (139,130' 92") est reportée, pour recevoir la même affectation, aux chapitres ci-après du budget dont s'agit de l'exercice 1870, en augmentation ou en diminution de crédits alloués par la loi des finances du 8 mai 1869 et répartis par chapitres par les décrets également susvisés du 16 octobre suivant et du 16 septembre 1870, savoir :

SECTION IV.

CHAP. 1 ^{er} . Dessèchements, irrigations et forages.....	231' 50
— II. Routes et ponts, aqueducs, canaux, fontaines et grande voirie.....	139,606 82
— III. Ports, phares et fanaux.....	192 51

TOTAL..... 140,030 92

CHAP. V. Frais d'études et accroissement temporaire du personnel.	
— Diminution.....	900 00

RESTE ÉGAL..... 139,130 92

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée au titre de 1870 par l'article précédent au moyen des ressources provenant des versements effectués au trésor public par la société générale algérienne, et exécution de la convention susvisée du 18 mai 1865.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 30 Mars 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUTYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

367. — *ARRÊTÉ qui nomme le Général de division Vinoy Grand Chancelier de la Légion d'honneur.*

Du 6 Avril 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Les ministres de la justice et de la guerre entendus,
Considérant les anciens services de M. le général de division *Vinoy* et ses
services récents pendant et depuis le siège de Paris,

ARRÊTE :

Le général de division *Vinoy* est nommé grand chancelier de la
Légion d'honneur.

Fait à Versailles, le 6 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de la guerre,

Signé G^d LE FLO.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 368. — *ARRÊTÉ relatif aux Élections pour le renouvellement intégral des Conseils municipaux.*

Du 16 Avril 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 17 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'État au département de l'inté-
rieur;

Vu la loi du 14 avril 1871,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les élections pour le renouvellement intégral des conseils municipaux auront lieu dans toutes les communes le 30 du présent mois.

Un arrêté spécial déterminera, aussitôt que les circonstances le permettront, l'époque des élections communales dans la ville de Paris et dans les communes du département de la Seine.

Dans le département de la Corse, les électeurs se réuniront le 7 mai, et en Algérie le 14.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 369. — ARRÊTÉ portant que la Chambre de cassation criminelle siègera provisoirement à Versailles.

Du 25 Avril 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 27 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} du décret du 27 novembre 1790;

Vu l'article 58 de la loi du 27 ventôse an VIII;

Considérant que des circonstances de force majeure empêchent la chambre de cassation criminelle de siéger à Paris, que cette chambre est saisie d'affaires dont la décision est urgente,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La chambre de cassation criminelle siègera provisoirement à Versailles.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 25 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUBAUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

370. — **ARRÊTÉ** portant que la Cour d'appel de Paris siégera provisoirement à Versailles.

Du 26 Avril 1871.

(Promulgué au *Journal officiel* du 28 avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice;
Considérant que des circonstances de force majeure s'opposent à ce que la Cour d'appel de Paris siège dans cette ville; que cette cour est saisie d'affaires dont la solution est urgente; que notamment la réorganisation immédiate du service normal des chambres de mise en accusation et des tribunaux de police correctionnelle est nécessaire pour que le cours de la justice ne soit pas entravé dans tout le ressort,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La cour d'appel de Paris siégera provisoirement à Versailles.

1. La chambre des mises en accusation et la chambre des appels de police correctionnelle seront immédiatement convoquées.

Les chambres civiles se réuniront si l'expédition des affaires l'exige.

2. Tous arrêtés contraires au présent sont et demeurent rapportés.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 26 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUFAURE.



Certifié conforme :

Versailles, le 17 Mai 1871.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

VERSAILLES. — IMPRIMERIE NATIONALE.

RÉIMPRIMÉ À L'IMPRIMERIE NATIONALE. — Mars 1874.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 51.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 371. — *Loi qui ratifie les Préliminaires de paix signés à Versailles le 26 Février 1871.*

Du 2 Mars 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 3 Mars 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

L'Assemblée nationale, subissant les conséquences de faits dont elle n'est pas l'auteur, ratifie les Préliminaires de paix dont le texte est ci-annexé, et qui ont été signés à Versailles, le 26 février 1871, par le Chef du Pouvoir exécutif et le ministre des affaires étrangères de la République française, d'une part,

Et, d'autre part, par le chancelier de l'Empire germanique, M. le comte *Otto de Bismarck-Schönhausen*, le ministre d'État et des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Bavière, le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Wurtemberg et le ministre d'État représentant Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade,

Et autorise le Chef du Pouvoir exécutif et le ministre des affaires étrangères à échanger les ratifications.

Délibéré en séance publique, à Bordeaux, le 2 Mars 1871.

Le Président,

Signé GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{ie} DE MEAUX,
M^{re} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

PRÉLIMINAIRES DE PAIX.

Entre le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, *M. Thiers*, et le Ministre des affaires étrangères, *M. Jules Favre*, représentant la France,

D'un côté;

Et de l'autre,

Le chancelier de l'Empire germanique, *M. le comte Otto de Bismarck-Schönhausen*, muni des pleins pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

Le ministre d'État et des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Bavière, *M. le comte Otto de Bray-Steinburg*;

Le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, *M. le baron Auguste de Wächter*;

Le ministre d'État, président du conseil des ministres de Son Altesse Royale Monseigneur le Grand-Duc de Bade, *M. Jules Jolly*, représentants de l'Empire germanique;

Les pleins pouvoirs des deux Parties contractantes ayant été trouvés en bonne et due forme, il a été convenu ce qui suit, pour servir de base préliminaire à la paix définitive à conclure ultérieurement :

ART. 1^{er}. La France renonce en faveur de l'Empire allemand à tous ses droits et titres sur les territoires situés à l'est de la frontière ci-après désignée.

La ligne de démarcation commence à la frontière nord-ouest du canton de Cattenom vers le grand-duché de Luxembourg, suit vers le sud les frontières occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville, passe par le canton de Briey, en longeant les frontières occidentales des communes de Montois-la-Montagne et de Roncourt, ainsi que les frontières orientales des communes de Sainte-Marie-aux-Chênes, Saint-Ail, Habonville, atteint la frontière du canton de Gorze, qu'elle traverse le long des frontières communales de Vionville, de Bouxières et d'Onville, suit la frontière sud-ouest respectivement sud de l'arrondissement de Metz, la frontière occidentale de l'arrondissement de Château-Salins jusqu'à la commune de Pettoncourt, dont elle embrasse les frontières occidentale et méridionale, pour suivre la crête des montagnes entre la Seille et le Moncel jusqu'à la frontière de l'arrondissement de Sarrebourg au sud de la Garde. La démarcation coïncide ensuite avec la frontière de cet arrondissement jusqu'à la commune de Tanconville, dont elle atteint la frontière au nord; de là, elle suit la crête des montagnes, entre les sources de la Sarre-Blanche et de la Vezouze, jusqu'à la frontière du canton de Schirmeck, longe la frontière occidentale de ce canton, embrasse les

communes de Saales, Bourg-Bruche, Colroy-la-Roche, Plaine, Rarrupt, Saulxures et Saint-Blaise-la-Roche, du canton de Saales, et coïncide avec la frontière occidentale des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin jusqu'au canton de Belfort, dont elle quitte la frontière méridionale non loin de Vourvenans, pour traverser le canton de Delle, aux limites méridionales des communes de Bourogne et de Froide-Fontaine, et atteindre la frontière suisse, en longeant les frontières orientales des communes de Jonchery et de Delle.

L'Empire allemand possédera ces territoires à perpétuité, en toute souveraineté et propriété. Une commission internationale, composée de représentants des Hautes Parties contractantes en nombre égal des deux côtés, sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations précédentes.

Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu en commun à des districts ou des communes séparés par la nouvelle frontière; en cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les membres de la commission en référeront à leurs Gouvernements respectifs.

La frontière, telle qu'elle vient d'être décrite, se trouve marquée en vert sur deux exemplaires conformes de la carte du territoire formant le gouvernement général d'Alsace publiée à Berlin, en septembre 1870, par la division géographique et statistique de l'état-major général, et dont un exemplaire sera joint à chacune des deux expéditions du présent Traité.

Toutefois, le tracé indiqué a subi les modifications suivantes, de l'accord des deux parties contractantes : dans l'ancien département de la Moselle, les villages de Sainte-Marie-aux-Chênes, près de Saint-Privat-la-Montagne, et de Vionville, à l'ouest de Rezonville, seront cédés à l'Allemagne. Par contre, la ville et les fortifications de Belfort resteront à la France, avec un rayon qui sera déterminé ultérieurement.

2. La France payera à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne la somme de cinq milliards de francs.

Le paiement d'au moins un milliard de francs aura lieu dans le courant de l'année 1871, et celui de tout le reste de la dette dans un espace de trois années à partir de la ratification des présentes.

3. L'évacuation des territoires français occupés par les troupes allemandes commencera après la ratification du présent Traité par l'Assemblée nationale siégeant à Bordeaux.

Immédiatement après cette ratification, les troupes allemandes quitteront l'intérieur de la ville de Paris ainsi que les forts situés sur la rive gauche de la Seine, et dans le plus bref délai possible, fixé par une entente entre les autorités militaires des deux pays, elles évacueront entièrement les départements du Calvados, de l'Orne, de la Sarthe, d'Eure-et-Loir, du Loiret, de Loir-et-Cher, d'Indre-et-Loire, de l'Yonne, et, de plus, les départements de la

Seine-Inférieure, de l'Eure, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Aube et de la Côte-d'Or jusqu'à la rive gauche de la Seine. Les troupes françaises se retireront en même temps derrière la Loire, qu'elles ne pourront dépasser avant la signature du Traité de paix définitif.

Sont exceptées de cette disposition la garnison de Paris, dont le nombre ne pourra pas dépasser quarante mille hommes, et les garnisons indispensables à la sûreté des places fortes.

L'évacuation des départements situés entre la rive droite de la Seine et la frontière de l'Est par les troupes allemandes s'opérera graduellement après la ratification du Traité de paix définitif et le paiement du premier demi-milliard de la contribution stipulée par l'article 2, en commençant par les départements les plus rapprochés de Paris, et se continuera au fur et à mesure que les versements de la contribution seront effectués; après le premier versement d'un demi-milliard, cette évacuation aura lieu dans les départements suivants : Somme, Oise et les parties des départements de la Seine-Inférieure, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne situées sur la rive droite de la Seine, ainsi que la partie du département de la Seine et les forts situés sur la rive droite.

Après le paiement de deux milliards, l'occupation allemande ne comprendra plus que les départements de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meuse, des Vosges, de la Meurthe, ainsi que la forteresse de Belfort avec son territoire, qui serviront de gage pour les trois milliards restants, et où le nombre des troupes allemandes ne dépassera pas cinquante mille hommes. Sa Majesté l'Empereur sera disposée à substituer à la garantie territoriale consistant dans l'occupation partielle du territoire français une garantie financière, si elle est offerte par le Gouvernement français dans des conditions reconnues suffisantes par Sa Majesté l'Empereur et Roi pour les intérêts de l'Allemagne. Les trois milliards dont l'acquittement aura été différé porteront intérêts à cinq pour cent à partir de la ratification de la présente Convention.

4. Les troupes allemandes s'abstiendront de faire des réquisitions, soit en argent, soit en nature, dans les départements occupés. Par contre, l'alimentation des troupes allemandes qui resteront en France aura lieu aux frais du Gouvernement français, dans la mesure convenue par une entente avec l'intendance militaire allemande.

5. Les intérêts des habitants des territoires cédés par la France, en tout ce qui concerne leur commerce et leur droit civil, seront réglés aussi favorablement que possible, lorsque seront arrêtées les conditions de la paix définitive. Il sera fixé, à cet effet, un espace de temps pendant lequel ils jouiront de facilités particulières pour la circulation de leurs produits. Le Gouvernement allemand n'apportera aucun obstacle à la libre émigration des habitants des territoires cédés, et ne pourra prendre contre eux aucune mesure atteignant leurs personnes ou leurs propriétés.

6. Les prisonniers de guerre qui n'auront pas déjà été mis en liberté par voie d'échange seront rendus immédiatement après la ratification des présents Préliminaires.

Afin d'accélérer le transport des prisonniers français, le Gouvernement français mettra à la disposition des autorités allemandes, à l'intérieur du territoire allemand, une partie du matériel roulant de ses chemins de fer, dans une mesure qui sera déterminée par des arrangements spéciaux et aux prix payés en France par le Gouvernement français pour les transports militaires.

7. L'ouverture des négociations pour le Traité de paix définitif à conclure sur la base des présents Préliminaires aura lieu à Bruxelles, immédiatement après la ratification de ces derniers par l'Assemblée nationale et par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

8. Après la conclusion et la ratification du Traité de paix définitif, l'administration des départements devant encore rester occupés par les troupes allemandes sera remise aux autorités françaises; mais ces dernières seront tenues de se conformer aux ordres que les commandants des troupes allemandes croiraient devoir donner dans l'intérêt de la sûreté, de l'entretien et de la distribution des troupes.

Dans les départements occupés, la perception des impôts, après la ratification du présent Traité, s'opérera pour le compte du Gouvernement français et par le moyen de ses employés.

9. Il est bien entendu que les présentes ne peuvent donner à l'autorité militaire allemande aucun droit sur les parties du territoire qu'elles n'occupent point actuellement.

10. Les présentes seront immédiatement soumises à la ratification de l'Assemblée nationale française siégeant à Bordeaux et de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu le présent Traité préliminaire de leurs signatures et de leurs sceaux.

Fait à Versailles, le 26 Février 1871.

(L. S.) Signé A. THIERS.

(L. S.) Signé JULES FAVRE.

(L. S.) Signé V. BISMARCK.

Les royaumes de Bavière et de Wurtemberg et le grand-duché de Bade ayant pris part à la guerre actuelle comme alliés de la Prusse et faisant partie maintenant de l'Empire germanique, les soussignés adhèrent à la présente Convention au nom de leurs souverains respectifs.

Versailles, 26 Février 1871.

Signé Comte DE BRAY-STEINBURG.

Signé Baron DE WÄCHTER.

Signé MITTNACHT.

Signé JOLLY.

CONVENTION ADDITIONNELLE.

Entre les soussignés, munis des pleins pouvoirs de la République française et de l'Empire d'Allemagne, la Convention suivante a été conclue.

ART. 1^{er}. Afin de faciliter la ratification des Préliminaires de paix conclus aujourd'hui entre les soussignés, l'armistice stipulé par les Conventions du 28 janvier et du 15 février dernier est prolongé jusqu'au 12 mars prochain.

2. La prolongation de l'armistice ne s'appliquera pas à l'article 4 de la Convention du 28 janvier, qui sera remplacé par la stipulation suivante, sur laquelle les soussignés sont tombés d'accord :

La partie de la ville de Paris, à l'intérieur de l'enceinte, comprise entre la Seine, la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'avenue des Ternes sera occupée par des troupes allemandes dont le nombre ne dépassera pas trente mille hommes. Le mode d'occupation et les dispositions pour le logement des troupes allemandes dans cette partie de la ville seront réglés par une entente entre deux officiers supérieurs des deux armées, et l'accès en sera interdit aux troupes françaises et aux gardes nationales armées pendant la durée de l'occupation.

3. Les troupes allemandes s'abstiendront à l'avenir de prélever des contributions en argent dans les territoires occupés. Les contributions de cette catégorie dont le montant ne serait pas encore payé seront annulées de plein droit; celles qui seraient versées ultérieurement, par suite d'ignorance de la présente stipulation, devront être remboursées. Par contre, les autorités allemandes continueront à prélever les impôts de l'État dans les territoires occupés.

4. Les deux Parties contractantes conserveront le droit de dénoncer l'armistice à partir du 3 mars, selon leur convenance, et avec un délai de trois jours pour la reprise des hostilités, s'il y avait lieu.

Fait et approuvé à Versailles, le 26 Février 1871.

Signé A. THIERS.

Signé JULES FAVRE.

Fait et approuvé à Versailles, le 26 Février 1871.

Signé V. BISMARCK.

Le Président de l'Assemblée nationale,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MEAUX,
M^{re} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 372. — *Loi qui ratifie le Traité définitif de Paix conclu entre la République française et l'Empire d'Allemagne.*

Du 18 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 31 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'Assemblée nationale ratifie le Traité définitif de paix dont le texte est ci-après annexé, et qui a été signé à Francfort, le 10 mai 1871, par MM. *Jules Favre, Pouyer-Quertier, de Goulard, prince de Bismarck, comte d'Arnim*, et autorise le Chef du Pouvoir exécutif et le Ministre des affaires étrangères à échanger les ratifications.

2. L'Assemblée nationale, usant de la faculté d'option qui lui est réservée par ledit Traité et par les Articles additionnels, consent à la rectification de frontières proposée par le paragraphe 3 de l'article 1^{er} du Traité, en échange de l'élargissement du rayon autour de la ville de Belfort, tel qu'il est indiqué par le paragraphe 2 dudit article et par le troisième des Articles additionnels.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 18 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B^{an} DE BARANTE, N. JOHNSTON, V^{ice} DE MEAUX, PAUL BETHMONT,
M^{onsieur} DE CASTELLANE, PAUL DE RÉMUSAT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FAVRE.

TRAITÉ.

M. *Jules Favre*, ministre des affaires étrangères de la République française,

M. *Augustin-Thomas-Joseph Pouyer-Quertier*, ministre des finances de la République française,

Et M. *Marc-Thomas-Eugène de Goulard*, membre de l'Assemblée nationale,

Stipulant au nom de la République française, d'un côté;

De l'autre,

Le prince *Othon de Bismarck-Schönhausen*, chancelier de l'Empire germanique,

Le comte *Harry d'Arnim*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne près du Saint-Siège,

Stipulant au nom de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne;

S'étant mis d'accord pour convertir en Traité de paix définitif le Traité de préliminaires de paix du 26 février de l'année courante, modifié ainsi qu'il va l'être par les dispositions qui suivent,

Ont arrêté :

ART. 1^{er}. La distance de la ville de Belfort à la ligne de frontière, telle qu'elle a été d'abord proposée lors des négociations de Versailles, et telle qu'elle se trouve marquée sur la carte annexée à l'instrument ratifié du Traité des préliminaires du 26 février, est considérée comme indiquant la mesure du rayon qui, en vertu de la clause y relative du premier article des Préliminaires, doit rester à la France avec la ville et les fortifications de Belfort.

Le Gouvernement allemand est disposé à élargir ce rayon de manière qu'il comprenne les cantons de Belfort, de Delle et de Giromagny, ainsi que la partie occidentale du canton de Fontaine, à l'ouest d'une ligne à tracer du point où le canal du Rhône au Rhin sort du canton de Delle, au sud de Montreux-le-Château, jusqu'à la limite nord du canton entre Bourg et Félon, où cette ligne joindrait la limite est du canton de Giromagny.

Le Gouvernement allemand, toutefois, ne cédera les territoires susindiqués qu'à la condition que la République française, de son côté, consentira à une rectification de frontière le long des limites occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville qui laissera à l'Allemagne le terrain à l'est d'une ligne partant de la frontière du Luxembourg entre Hussigny et Redingen, laissant à la France les villages de Thil et de Villerupt, se prolongeant entre Errouville et Aumetz, entre Beuvillers et Boulange, entre Trieux et Lomeriingen, et joignant l'ancienne ligne de frontière entre Avril et Moyeuve.

La commission internationale dont il est question dans l'article 1^{er} des Préliminaires se rendra sur le terrain immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, pour exécuter les travaux qui lui incombent et pour faire le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux dispositions précédentes.

2. Les sujets français originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ce territoire, qui entendront conserver la nationalité française, jouiront jusqu'au 1^{er} octobre 1872, et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté

de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être altéré par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyen français leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.

Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché dans sa personne ou dans ses biens à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

3. Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire et judiciaire des territoires cédés. Si quelques-uns de ces titres avaient été déplacés, ils seront restitués par le Gouvernement français, sur la demande du Gouvernement allemand.

4. Le Gouvernement français remettra au Gouvernement de l'empire d'Allemagne dans le terme de six mois, à dater de l'échange des ratifications de ce Traité,

1° Le montant des sommes déposées par les départements, les communes et les établissements publics des territoires cédés;

2° Le montant des primes d'enrôlement et de remplacement appartenant aux militaires et marins originaires des territoires cédés qui auront opté pour la nationalité allemande;

3° Le montant des cautionnements des comptables de l'État;

4° Le montant des sommes versées pour consignations judiciaires, par suite de mesures prises par les autorités administratives ou judiciaires dans les territoires cédés.

5. Les deux Nations jouiront d'un traitement égal en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, le canal de la Marne au Rhin, le canal du Rhône au Rhin, le canal de la Sarre et les eaux navigables communiquant avec ces voies de navigation. Le droit de flottage sera maintenu.

6. Les Hautes Parties contractantes étant d'avis que les circonscriptions diocésaines des territoires cédés à l'Empire allemand doivent coïncider avec la nouvelle frontière déterminée par l'article 1^{er} ci-dessus, se concerteront après la ratification du présent Traité, sans retard, sur les mesures à prendre en commun à cet effet.

Les communautés appartenant, soit à l'Eglise réformée, soit à la Confession d'Augsbourg, établies sur les territoires cédés par la France, cesseront de relever de l'autorité ecclésiastique française.

Les communautés de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg établies dans les territoires français cesseront de relever du consistoire supérieur et du directeur siégeant à Strasbourg.

Les communautés israélites des territoires situés à l'est de la nouvelle frontière cesseront de dépendre du consistoire central israélite siégeant à Paris.

7. Le paiement de cinq cents millions aura lieu dans les trente jours qui suivront le rétablissement de l'autorité du Gouvernement français dans la ville de Paris. Un milliard sera payé dans le courant

de l'année et un demi-milliard au 1^{er} mai 1872. Les trois derniers milliards resteront payables au 2 mars 1874, ainsi qu'il a été stipulé par le Traité de paix préliminaire. A partir du 2 mars de l'année courante, les intérêts de ces trois milliards de francs seront payés chaque année, le 3 mars, à raison de cinq pour cent par an.

Toute somme payée en avance sur les trois derniers milliards cessera de porter des intérêts à partir du jour du paiement effectué.

Tous les paiements ne pourront être faits que dans les principales villes de commerce de l'Allemagne, et seront effectués en métal, or ou argent, en billets de la banque d'Angleterre, billets de la banque de Prusse, billets de la banque royale des Pays-Bas, billets de la banque nationale de Belgique, en billets à ordre ou en lettres de change négociables, de premier ordre, valeur comptant.

Le Gouvernement allemand ayant fixé en France la valeur du thaler prussien à trois francs soixante-quinze centimes, le Gouvernement français accepte la conversion des monnaies des deux Pays au taux ci-dessus indiqué.

Le Gouvernement français informera le Gouvernement allemand trois mois d'avance de tout paiement qu'il compte faire aux caisses de l'Empire allemand.

Après le paiement du premier demi-milliard et la ratification du Traité de paix définitif, les départements de la Somme, de la Seine-Inférieure et de l'Eure seront évacués en tant qu'ils se trouveront encore occupés par les troupes allemandes. L'évacuation des départements de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de la Seine, ainsi que celle des forts de Paris, aura lieu aussitôt que le Gouvernement allemand jugera le rétablissement de l'ordre, tant en France que dans Paris, suffisant pour assurer l'exécution des engagements contractés par la France.

Dans tous les cas, cette évacuation aura lieu lors du paiement du troisième demi-milliard.

Les troupes allemandes, dans l'intérêt de leur sécurité, auront la disposition de la zone neutre située entre la ligne de démarcation allemande et l'enceinte de Paris, sur la rive droite de la Seine.

Les stipulations du Traité du 26 février relatives à l'occupation des territoires français après le paiement des deux milliards resteront en vigueur. Aucune des déductions que le Gouvernement français serait en droit de faire ne pourra être exercée sur le paiement des cinq cents premiers millions.

8. Les troupes allemandes continueront à s'abstenir des réquisitions en nature et en argent dans les territoires occupés ; cette obligation de leur part étant corrélative aux obligations contractées pour leur entretien par le Gouvernement français, dans le cas où, malgré les réclamations réitérées du Gouvernement allemand, le Gouvernement français serait en retard d'exécuter lesdites obligations, les troupes allemandes auront le droit de se procurer ce qui sera nécessaire à leurs besoins, en levant des impôts et des réquisitions dans

les départements occupés, et même en dehors de ceux-ci si leurs ressources n'étaient pas suffisantes.

Relativement à l'alimentation des troupes allemandes, le régime actuellement en vigueur sera maintenu jusqu'à l'évacuation des forts de Paris.

En vertu de la Convention de Ferrières du 11 mars 1871, les réductions indiquées par cette Convention seront mises à exécution après l'évacuation des forts.

Dès que l'effectif de l'armée allemande sera réduit au-dessous du chiffre de cinq cent mille hommes, il sera tenu compte des réductions opérées au-dessous de ce chiffre pour établir une diminution proportionnelle dans le prix d'entretien des troupes payé par le Gouvernement français.

9. Le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits de l'industrie des territoires cédés pour l'importation en France sera maintenu pour un espace de temps de six mois, depuis le 1^{er} mars, dans les conditions faites avec les délégués de l'Alsace.

10. Le Gouvernement allemand continuera à faire rentrer les prisonniers de guerre, en s'entendant avec le Gouvernement français. Le Gouvernement français renverra dans leurs foyers ceux de ces prisonniers qui sont libérables. Quant à ceux qui n'ont point achevé leur temps de service, ils se retireront derrière la Loire. Il est entendu que l'armée de Paris et de Versailles, après le rétablissement de l'autorité du Gouvernement français à Paris et jusqu'à l'évacuation des forts par les troupes allemandes, n'excédera pas quatre-vingt mille hommes. Jusqu'à cette évacuation, le Gouvernement français ne pourra faire aucune concentration de troupes sur la rive droite de la Loire; mais il pourvoira aux garnisons régulières des villes placées dans cette zone, suivant les nécessités du maintien de l'ordre et de la paix publique.

Au fur et à mesure que s'opérera l'évacuation, les chefs de corps conviendront ensemble d'une zone neutre entre les armées des deux Nations.

Vingt mille prisonniers seront dirigés sans délai sur Lyon, à la condition qu'ils seront expédiés immédiatement en Algérie, après leur organisation, pour être employés dans cette colonie.

11. Les traités de commerce avec les différents États de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le Gouvernement français et le Gouvernement allemand prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, l'admission et le traitement des sujets des deux Nations, ainsi que de leurs agents.

Toutefois, seront exceptées de la règle susdite les faveurs qu'une des Parties contractantes, par des traités de commerce, a accordées ou accordera à des États autres que ceux qui suivent : l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la Russie.

Les traités de navigation, ainsi que la convention relative au service international des chemins de fer dans ses rapports avec la douane et la convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, seront remis en vigueur.

Néanmoins, le Gouvernement français se réserve la faculté d'établir sur les navires allemands et leurs cargaisons des droits de tonnage et de pavillon, sous la réserve que ces droits ne soient pas plus élevés que ceux qui grèveront les bâtiments et les cargaisons des nations susmentionnées.

12. Tous les Allemands expulsés conserveront la jouissance pleine et entière de tous les biens qu'ils ont acquis en France.

Ceux des Allemands qui avaient obtenu l'autorisation exigée par les lois françaises pour fixer leur domicile en France sont réintégrés dans tous leurs droits et peuvent, en conséquence, établir de nouveau leur domicile sur le territoire français.

Le délai stipulé par les lois françaises pour obtenir la naturalisation sera considéré comme n'étant pas interrompu par l'état de guerre pour les personnes qui profiteront de la faculté ci-dessus mentionnée de revenir en France dans un délai de six mois après l'échange des ratifications de ce Traité, et il sera tenu compte du temps écoulé entre leur expulsion et leur retour sur le territoire français, comme s'ils n'avaient jamais cessé de résider en France.

Les conditions ci-dessus seront appliquées en parfaite réciprocité aux sujets français résidant ou désirant résider en Allemagne.

13. Les bâtiments allemands qui étaient condamnés par les conseils de prises avant le 2 mars 1871 seront considérés comme condamnés définitivement.

Ceux qui n'auraient pas été condamnés à la date susindiquée seront rendus avec la cargaison en tant qu'elle existe encore. Si la restitution des bâtiments et de la cargaison n'est plus possible, leur valeur, fixée d'après le prix de la vente, sera rendue à leurs propriétaires.

14. Chacune des deux Parties continuera sur son territoire les travaux entrepris pour la canalisation de la Moselle. Les intérêts communs des parties séparées des deux départements de la Meurthe et de la Moselle seront liquidés.

15. Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement à étendre aux sujets respectifs les mesures qu'elles pourront juger utile d'adopter en faveur de ceux de leurs nationaux qui, par suite des événements de la guerre, auraient été mis dans l'impossibilité d'arriver en temps utile à la sauvegarde ou à la conservation de leurs droits.

16. Les deux Gouvernements français et allemand s'engagent réciproquement à faire respecter et entretenir les tombeaux des soldats ensevelis sur leurs territoires respectifs.

17. Le règlement des points accessoires sur lesquels un accord doit être établi, en conséquence de ce Traité et du Traité prélimi-

naire, sera l'objet de négociations ultérieures qui auront lieu à Francfort.

18. Les ratifications du présent Traité par l'Assemblée nationale et par le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, d'un côté,

Et, de l'autre, par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,

Seront échangées à Francfort dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort, le 10 Mai 1871.

(L. S.) Signé JULES FAYRE.

(L. S.) Signé V. BISMARCK.

(L. S.) Signé POUYER-QUERTIER.

(L. S.) Signé ARNIM.

(L. S.) Signé C. DE GOULAND.

ARTICLES ADDITIONNELS.

ART. 1^{er}. § 1^{er}. D'ici à l'époque fixée pour l'échange des ratifications du présent Traité, le Gouvernement français usera de son droit de rachat de la concession donnée à la compagnie du chemin de fer de l'Est. Le Gouvernement allemand sera subrogé à tous les droits que le Gouvernement français aura acquis par le rachat des concessions, en ce qui concerne les chemins de fer situés dans les territoires cédés, soit achevés, soit en construction.

§ 2. Seront compris dans cette concession :

1° Tous les terrains appartenant à ladite compagnie, quelle que soit leur destination, ainsi que : établissements de gares et de stations, hangars, ateliers et magasins, maisons de gardes de voie, etc. etc. ;

2° Tous les immeubles qui en dépendent, ainsi que : barrières, clôtures, changements de voie, aiguilles, plaques tournantes, prises d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc. etc. ;

3° Tous les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, mobiliers de gares, outillage des ateliers et des gares, etc. etc. ;

4° Les sommes dues à la compagnie des chemins de fer de l'Est à titre de subventions accordées par des corporations ou personnes domiciliées dans les territoires cédés.

§ 3. Sera exclu de cette cession le matériel roulant. Le Gouvernement allemand remettra la part du matériel roulant, avec ses accessoires, qui se trouverait en sa possession au Gouvernement français.

§ 4. Le Gouvernement français s'engage à libérer envers l'Empire allemand entièrement les chemins de fer cédés, ainsi que leurs dépendances, de tous les droits que des tiers pourraient faire valoir, notamment des droits des obligataires. Il s'engage également à se substituer, le cas échéant, au Gouvernement allemand relativement aux réclammations qui pourraient être élevées vis-à-vis du Gouvernement allemand par les créanciers des chemins de fer en question.

§ 5. Le Gouvernement français prendra à sa charge les réclamations que la compagnie des chemins de fer de l'Est pourrait élever vis-à-vis du Gouvernement allemand ou de ses mandataires, par rapport à l'exploitation desdits chemins de fer et à l'usage des objets indiqués dans le paragraphe 2, ainsi que du matériel roulant.

Le Gouvernement allemand communiquera au Gouvernement français, à sa demande, tous les documents et toutes les indications qui pourraient servir à constater les faits sur lesquels s'appuieront les réclamations susmentionnées.

§ 6. Le Gouvernement allemand payera au Gouvernement français pour la cession des droits de propriété indiqués dans les paragraphes 1 et 2, et en titre d'équivalent pour l'engagement pris par le Gouvernement français dans le paragraphe 4, la somme de trois cent vingt-cinq millions de francs (325,000,000').

On défalquera cette somme de l'indemnité de guerre stipulée dans l'article 7.

§ 7. Vu que la situation qui a servi de base à la convention conclue entre la compagnie des chemins de fer de l'Est et la société royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, en date du 6 juin 1857 et du 21 janvier 1868, et celle conclue entre le Gouvernement du grand-duché de Luxembourg et les sociétés des chemins de fer Guillaume-Luxembourg et de l'Est français, en date du 5 décembre 1868, a été modifiée essentiellement, de manière qu'elles ne sont applicables à l'état des choses créé par les stipulations contenues dans le paragraphe premier, le Gouvernement allemand se déclare prêt à se substituer aux droits et aux charges résultant de ces conventions pour la compagnie des chemins de fer de l'Est.

Pour le cas où le Gouvernement français serait subrogé, soit par le rachat de la concession de la compagnie de l'Est, soit par une entente spéciale aux droits acquis par cette société en vertu des conventions susindiquées, il s'engage à céder gratuitement, dans un délai de six semaines, ses droits au Gouvernement allemand.

Pour le cas où ladite subrogation ne s'effectuerait pas, le Gouvernement français n'accordera de concessions pour les lignes de chemins de fer appartenant à la compagnie de l'Est et situées dans le territoire français que sous la condition expresse que le concessionnaire n'exploite point les lignes de chemins de fer situées dans le grand-duché de Luxembourg.

2. Le Gouvernement allemand offre deux millions de francs pour les droits et les propriétés que possède la compagnie des chemins de fer de l'Est sur la partie de son réseau située sur le territoire suisse, de la frontière à Bâle, si le Gouvernement français lui fait tenir le consentement dans le délai d'un mois.

3. La cession de territoire auprès de Belfort offerte par le Gouvernement allemand dans l'article 1^{er} du présent Traité, en échange de la rectification de frontière demandée à l'ouest de Thionville,

sera augmentée des territoires des villages suivants : Rougemont, Leval, la Petite-Fontaine, Romagny, Félon, la Chapelle-sous-Rougemont, Angeot, Vauthiermont, la Rivière, la Grange, Reppe, Fontaine, Frais, Foussemagne, Cunelières, Montreux-le-Château, Bretagne, Chavannes-les-Grandes, Chavanatte et Suarce.

La route de Giromagny à Remiremont passant au ballon d'Alsace restera à la France dans tout son parcours et servira de limite en tant qu'elle est située en dehors du canton de Giromagny.

Fait à Francfort, le 10 Mai 1871.

Signé JULES FAVRE.
Signé POUYER-QUERTIER.
Signé E. DE GOULARD.

Signé V. BISMARCK.
Signé ARNIM.

PROTOCOLE.

Francfort-sur-Mein, le 10 Mai 1871.

Les soussignés, après avoir entendu la lecture du Traité de paix définitif, l'ont trouvé conforme à ce qui a été convenu entre eux.

En vertu de quoi ils l'ont muni de leurs signatures.

Les trois Articles additionnels ont été signés séparément.

Il est entendu qu'ils feront partie intégrale du Traité de paix.

Le soussigné, chancelier de l'Empire allemand, a déclaré qu'il se charge de communiquer le Traité aux Gouvernements de Bavière, de Wurtemberg et de Bade et d'obtenir leurs accessions.

Signé JULES FAVRE.
Signé POUYER-QUERTIER.
Signé E. DE GOULARD.

Signé V. BISMARCK.
Signé ARNIM.

Le Président de l'Assemblée nationale,

Signé JULES GRÉVY,

Les Secrétaires,

Signé B^{re} DE BARANTE, N. JOHNSTON, V^{re} DE MEAUX, PAUL BETHMONT,
M^{re} DE CASTELLANE, PAUL DE RÉMUSAT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.



Certifié conforme :

Versailles, le 19^e Juin 1871,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 52.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 373. — *Loi sur les Loyers.*

Du 21 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 9 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Dans les huit jours qui suivront la promulgation de la présente loi, il sera institué dans chacun des quartiers municipaux de Paris et dans les cantons du département de la Seine un ou plusieurs jurys spéciaux, sous la présidence du juge de paix ou de l'un de ses suppléants ou d'une autre personne désignée par le président du tribunal civil.

Si, pour l'expédition des affaires, la subdivision du quartier ou du canton paraît nécessaire, il y sera pourvu par un décret du Chef du Pouvoir exécutif, qui déterminera les limites de chacune des sections.

Les jurys spéciaux seront composés, outre le président, de quatre membres, savoir :

Deux propriétaires d'immeubles et deux locataires.

2. Immédiatement après la promulgation de la loi, il sera dressé, sur la présentation des juges de paix des vingt arrondissements de Paris et des cantons du département de la Seine, par les soins du président du tribunal civil et du président du tribunal de commerce conjointement, pour chaque arrondissement municipal et pour chaque canton, deux listes contenant l'une les noms de cent propriétaires, l'autre les noms de cent locataires.

Sur ces listes, le juge de paix, en audience publique, tirera au sort les noms des propriétaires et locataires appelés à former avec lui, ses suppléants ou les personnes désignées par le président du tribunal civil, les jurys spéciaux.

Lesdits membres seront désignés pour une session de trois jours

au plus; néanmoins, toute affaire commencée devra être jugée par le jury devant lequel elle aura été portée.

En cas de refus non justifié, le juré non comparant sera condamné par le président du jury à une amende de cinq cents francs. Tout juré qui aura fait le service pour une session sera dispensé, sur sa demande, pour la session suivante.

3. Les séances seront publiques. Les parties auront la faculté de comparaître en personne ou par mandataires; elles ne pourront, en tous cas, présenter que de simples observations ou conclusions, sans procédure ni plaidoirie.

4. Chacun des jurys spéciaux dans la circonscription pour laquelle il aura été institué aura seul compétence à l'exclusion de toute autre juridiction à l'effet de statuer conformément aux articles suivants, sommairement comme amiable compositeur, d'une manière définitive et sans appel, sur toutes les contestations entre propriétaires et locataires, relatives aux loyers restant dus pour les termes échus du 1^{er} octobre 1870 jusqu'au 1^{er} avril 1871.

Les parties ne pourront se pourvoir en cassation que pour incompetence ou excès de pouvoir.

Le délai sera de quinze jours, à partir de la notification de la décision, pour ce recours, qui sera formé, notifié, jugé conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation et dispensé d'amende.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau jury des mêmes quartier, canton ou subdivision. Ce jury sera composé d'autres membres.

L'opposition contre les décisions des jurys spéciaux rendues par défaut sera formée et admise conformément aux articles 20, 21 et 22 du Code de procédure civile.

5. Les jurys spéciaux auront la faculté d'accorder sur le prix des trois termes de loyers ci-dessus, quelle que soit la nature des locations, des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront été privés matériellement de la jouissance de tout ou partie des lieux loués.

Si les locations ont un caractère industriel ou commercial, ils pourront accorder des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront subi, par suite des événements du siège, une privation ou une diminution dans la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties.

Lorsqu'il n'y aura eu ni diminution ni altération de jouissance, ils ne pourront accorder que des délais.

Les délais accordés par les jurys spéciaux n'excéderont pas deux ans, à moins que la location faite par écrit ne doive prendre fin qu'après un laps de plus de deux années. Dans ce dernier cas, les délais pourront être étendus à une durée égale à celle de la location; mais les sommes restant dues au delà du terme de deux années seront de droit productives d'intérêt au taux de cinq pour cent l'an.

Les paiements différés pourront être divisés en fractions exigibles à diverses échéances consécutives, et réglés en billets à ordre correspondant à ces échéances. Ces billets n'opéreront pas novation et le propriétaire conservera son privilège sur les meubles garnissant les lieux loués.

6. Les jurys spéciaux pourront limiter l'exercice du privilège ou les droits et actions du propriétaire sur une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des termes encore dus, sans fournir une caution jugée suffisante par le juge de paix, le propriétaire pourra réaliser le gage affecté à sa créance.

7. A défaut de se libérer de l'une des fractions exigibles à l'échéance réglée par les jurys spéciaux, et après quinze jours de retard, le locataire perdra le bénéfice des termes qui lui auront été accordés; le bail sera résilié de plein droit au profit du propriétaire, qui pourra, s'il veut se prévaloir de cette résiliation, réaliser le gage conformément au droit commun et rentrer en possession des lieux loués, en vertu d'une simple ordonnance de référé, que le bail soit authentique, privé ou purement verbal.

8. Dans le cas où le département de la Seine, qui y est d'avance autorisé, consentirait à payer à tous les propriétaires de logements dont le prix annuel est de six cents francs ou moins le tiers de ce qui leur restera dû par les locataires sur les termes échus en octobre 1870, janvier et avril 1871, sous la double condition que les propriétaires donneront quittance définitive du surplus et maintiendront leurs locataires en possession pour le terme d'avril à juillet prochain, l'État participera pour un tiers à ces paiements, sans que cette participation puisse dépasser dix millions de francs.

Les locataires qui auront profité du bénéfice du paragraphe précédent devront acquitter exactement le montant du terme de juillet 1871 à son échéance, sous peine d'expulsion sans congé préalable et sur simple ordre du juge de paix.

Les propriétaires ou les locataires qui feraient de fausses déclarations dans le but d'obtenir ou de faire obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle les propriétaires auront droit, seront poursuivis devant les tribunaux correctionnels et passibles des peines portées à l'article 405 du Code pénal. L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Les propriétaires qui n'accepteraient pas ce règlement devront porter leurs réclamations devant les jurys spéciaux, conformément aux articles précédents.

9. Les contestations relatives à la résiliation des baux par l'effet de la force majeure seront portées devant les tribunaux ordinaires.

Néanmoins les parties intéressées qui auront saisi les jurys spéciaux de la question d'indemnité pourront, si elles sont d'accord, donner

à ces jurys, par voie d'extension de leur compétence, le droit de statuer sur la résiliation du contrat de louage.

10. Les locataires qui n'auront pas réclamé le bénéfice de la présente loi avant le 1^{er} juillet 1871, par une déclaration au greffe de la justice de paix de leur arrondissement ou canton, seront tenus au paiement total de leurs loyers.

Les propriétaires qui, dans le même délai, n'auront pas saisi le jury spécial de leur demande conformément au dernier paragraphe de l'article 8, seront réputés avoir accepté le règlement déterminé par les deux premiers paragraphes du même article.

11. Les actes de procédure et les sentences auxquels donnera lieu l'exécution de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés *gratis*.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 21 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MRAUX,
N. JOHNSTON, M^{re} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 374. — *Loi sur les Concordats amiables.*

Du 22 Avril 1871.

(Promulguée au *Journal officiel* du 9 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les suspensions ou cessations de paiements survenues depuis le 10 juillet 1870 ou qui surviendront jusqu'au 30 septembre 1871, bien que régies par les dispositions du livre III du Code de commerce, ne recevront la qualification de faillite et n'entraîneront les incapacités attachées à la qualité de failli que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification.

2. Le tribunal de commerce aura la faculté, si un arrangement amiable est déjà intervenu entre le débiteur et la moitié en nombre de ses créanciers représentant les trois quarts en somme, de dispenser le débiteur de l'apposition des scellés et de l'inventaire judiciaire.

Dans ce cas, le débiteur conservera l'administration de ses affaires et procédera à leur liquidation concurremment avec les syndics régulièrement nommés, et sous la surveillance d'un juge-commissaire commis par le tribunal, mais sans pouvoir créer de nouvelles dettes.

Les dispositions du Code de commerce relatives à la vérification des créances, au concordat, aux opérations qui les précèdent et qui les suivent et aux conséquences de la faillite dont le débiteur n'est pas affranchi par l'article 1^{er} de la présente loi, continueront à recevoir leur application.

3. La présente loi est applicable à l'Algérie.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 22 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT, V^{me} DE MEAUX,
M^{le} DE CASTELLANE, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 375. — *Loi relative aux prorogations des Échéances des Effets de commerce.*

Du 26 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 7 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les effets de commerce, quelle que soit la date de leur souscription, payables dans le département de la Seine, échus ou à échoir à partir du 18 mars dernier, jusqu'au dixième jour qui suivra le rétablissement du service de la poste entre Paris et les autres parties de la France, ne seront exigibles qu'après ce terme.

2. Une déclaration du Gouvernement constatera la reprise de ce service, et le délai de dix jours courra de l'insertion de cette déclaration au *Journal officiel*.

3. Le délai facultatif de dix jours accordé au porteur par l'article 3 de la loi du 10 mars pour les effets prorogés s'appliquera à tous les effets de commerce qui font l'objet de la présente loi.

4. Les délais autorisés par le premier paragraphe de l'article 5 de la loi du 10 mars et par l'article 3 de la loi du 24 mars pourront,

pendant le cours de l'année 1871, être accordés par tous les tribunaux de commerce de France, mais seulement aux souscripteurs, endosseurs et autres coobligés résidant dans le département de la Seine ou dans les départements envahis, dénommés dans l'article 3 du traité du 26 février 1871.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé V^m DE MEAUX, N. JOHNSTON, M^m DE CASTELLANE,
B^m DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 376. — *Loi sur l'état de Siège.*

Du 28 Avril 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 6 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'Assemblée nationale délègue au Chef du Pouvoir exécutif le droit de déclarer l'état de siège dans les départements autres que celui où elle réside.

Cette délégation est limitée à un délai de trois mois. Le Chef du Pouvoir exécutif devra rendre compte immédiatement à l'Assemblée de la mise en état de siège qu'il aura déclarée et lui en demander le maintien.

2. Les déclarations de l'état de siège faites dans les départements de la Haute-Vienne et des Bouches-du-Rhône par les généraux commandant les divisions sont ratifiées et auront tout leur effet à partir de leur date.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 28 Avril 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé V^m DE MEAUX, N. JOHNSTON, B^m DE BARANTE,
M^m DE CASTELLANE, PAUL DE RÉMUSAT,

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 377. — *Loi relative à l'éligibilité des Préfets et Sous-Préfets.*

Du 2 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 11 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. En attendant l'adoption d'une loi organique électorale, les préfets et sous-préfets ne pourront être élus représentants à l'Assemblée nationale dans les départements administrés par eux, et la prohibition continuera de subsister pendant les six mois qui suivront la cessation de la fonction.

Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas à ceux de ces fonctionnaires qui, ayant cessé leurs fonctions avant le 29 janvier 1871, se présenteront aux élections partielles auxquelles il devra être procédé par suite d'option, d'annulation, de démission, de décès, ou pour toute autre cause.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 22 et 27 Avril et 2 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, V^e DE MEAUX, Bⁿ DE BARANTE,
N. JOHNSTON, M^e DE CASTELLANE, PAUL BETHMONT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 378. — *Loi concernant les Officiers ministériels et en particulier les Notaires appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre.*

Du 2 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 22 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les notaires, les officiers ministériels, et toutes autres personnes autorisées par la loi à présenter un successeur, qui se seront fait suppléer, conformément à la loi du 14 août et des décrets

du 25 octobre⁽¹⁾ et du 4 décembre 1870, seront tenus, s'ils ne l'ont déjà fait, de reprendre leurs fonctions dans les dix jours qui suivront la publication au *Journal officiel* du traité de paix définitif.

2. Toutefois ceux qui seraient prisonniers de guerre, ou qui, par suite de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre, se trouveraient dans l'impossibilité de se conformer à la disposition qui précède, pourront être autorisés par le procureur de la République de leur arrondissement, les présidents des chambres de discipline entendus, à continuer les pouvoirs conférés à leurs suppléants ou à en présenter de nouveaux, pour un temps qui n'excédera pas six mois.

Pareille faculté est accordée aux héritiers ou représentants du titulaire suppléé, décédé pendant ou depuis la guerre.

Avis de l'autorisation sera transmis sans délai par le procureur de la République au garde des sceaux, ministre de la justice.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 22 et 27 Avril et 2 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, V^{ie} DE MEAUX, B^{ie} DE BARANTE,
N. JOHNSTON, M^{ie} DE CASTELLANE, PAUL BETHMONT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 379. — *Loi qui autorise la ville d'Amiens à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Mai 1871.

(Promulguée au *Journal officiel* du 14 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Amiens (Somme) est autorisée :

1° A emprunter de M. Oppenheim, banquier à Bruxelles, aux clauses et conditions du traité sous seing privé en date du 12 mars 1871, une somme de cinq millions cinq cent mille francs (5,500,000^f), remboursables en cinquante années et destinés au paiement de diverses dépenses extraordinaires résultant de l'occu-

⁽¹⁾ Bull. 9 (Délégation de Tours), n° 146.

pation allemande, notamment des contributions en argent, des réquisitions en nature et l'établissement d'ateliers de charité;

2° A s'imposer extraordinairement pendant cinquante ans, à partir de 1872, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes devant rapporter une somme totale de cinq millions de francs environ.

2. Il est perçu à partir du 1^{er} janvier 1872, pendant dix années, à l'octroi de la ville d'Amiens (Somme), une nouvelle surtaxe de trois francs (3') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surimposition est indépendante du droit principal et de la surtaxe déjà établie sur ces boissons.

3. Le montant de l'imposition extraordinaire de dix centimes et le produit de la surtaxe d'octroi serviront à rembourser, en principal et intérêt, l'emprunt de cinq millions cinq cent mille francs concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires.

4. L'imposition extraordinaire de cinq centimes autorisée pour la ville d'Amiens par la loi du 6 juillet 1862, pour remboursement d'un emprunt, et celle de cinq centimes votée par le conseil municipal en 1869 pour l'amélioration de la ville, en vertu de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867, cesseront d'être recouvrées à partir de 1872.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 11 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, B^{re} DE BARANTE, N. JOHNSTON,
M^{re} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 380. — *Loi qui déclare inaliénables les Propriétés publiques ou privées saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 Mars dernier.*

Du 12 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 19 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés inaliénables jusqu'à leur retour aux mains du propriétaire tous biens meubles et immeubles de l'État, du département de la Seine, de la ville de Paris et des communes suburbaines, des établissements publics, des églises, des fabriques, des sociétés civiles, commerciales ou savantes, des corporations, des communautés, des particuliers, qui auraient été soustraits, saisis, mis sous le séquestre ou détenus d'une manière quelconque, depuis le 18 mars 1871, au nom ou par les ordres d'un prétendu Comité central, Comité de Salut public, d'une soi-disant Commune de Paris ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par leurs agents, par toute personne s'autorisant de ces ordres ou par tout individu ayant agi, même sans ordres, à la faveur de la sédition.

2. Les aliénations frappées de nullité par l'article 1^{er} ne pourront, pour les immeubles, servir de base à la prescription de dix ou vingt ans, et, pour les meubles, donner lieu à l'application des articles 2279 et 2280 du Code civil.

Les biens aliénés en violation de la présente loi pourront être revendiqués, sans aucune condition d'indemnité et contre tous détenteurs, pendant trente ans, à partir de la cessation officiellement constatée de l'insurrection de Paris.

3. Tout individu qui, en connaissant leur origine, aura concouru soit au détournement, soit à la vente, à la destruction, au transport à l'intérieur ou en pays étrangers, soit au recel des objets mobiliers de toute nature, à la fonte, à l'altération ou transformation des matières métalliques, soit à la négociation des titres ou valeurs commerciales, comme acheteur, donataire, créancier-gagiste, commissionnaire, ou à tout autre titre, sera puni des peines portées en l'article 401 du Code pénal, sans préjudice des peines auxquelles il pourrait être exposé par les circonstances du fait. Les destructions, mutilations et dégradations des biens immeubles seront punies conformément aux dispositions du Code pénal qui les prévoient, sans que, dans aucun cas, les auteurs ou complices des crimes ou délits puissent se prévaloir de prétendus ordres qu'ils auraient reçus.

La prescription de l'action publique sera soumise aux règles de la prescription en matière criminelle ou correctionnelle, suivant qu'il s'agira de crimes ou de délits.

Mais l'action civile ne sera prescrite que par le laps de trente ans depuis la cessation officiellement constatée de l'insurrection, et ce, sans préjudice de toutes interruption et suspension de droit.

4. Restera passible des peines prononcées par les articles 255 et 256 du Code pénal, et suivant les distinctions de ces articles, tout individu qui aura détruit en tout ou partie ou détourné les actes de l'état civil, les bulletins du casier judiciaire, les dépôts, minutes et papiers des notaires et autres officiers ministériels, les archives de toute nature, et autres dépôts d'intérêt public, ou qui se sera rendu complice de ces faits.

5. L'article 463 du Code pénal sera applicable aux crimes et délits prévus par la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 12 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé N. JOHNSTON, M^{re} DE CASTELLANE, B^{re} DE BARANTE,
PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{re} DE MEAUX.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 381. — *Loi ayant pour objet de demander des Prières publiques dans toute la France.*

Du 16 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 21 Mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHIEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

L'Assemblée nationale, profondément émue des malheurs de la patrie,

DÉCRÈTE :

Des prières publiques seront demandées dans toute la France pour supplier Dieu d'apaiser nos discordes civiles et de mettre un terme aux maux qui nous affligent.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 16 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{re} DE MEAUX,
N. JOHNSTON, M^{re} DE CASTELLANE, B^{re} DE BARANTE.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 382. — *ARRÊTÉ fixant le droit d'inscription à payer par les Courtiers de marchandises qui demanderont à être inscrits sur la liste dressée par le Tribunal de commerce de Versailles.*

Du 26 Avril 1871.

(Journal officiel du 30 Avril 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce et du ministre des finances;

Vu l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, sur les courtiers de marchandises, ledit article ainsi conçu :

« Art. 2. Il pourra être dressé par le tribunal de commerce une liste des courtiers de marchandises de la localité qui auront demandé à y être inscrits.

« Nul ne pourra être inscrit sur ladite liste s'il ne justifie..... 3° de l'acquittement d'un droit d'inscription une fois payé au Trésor. Ce droit d'inscription, qui ne pourra excéder trois mille francs, sera fixé, pour chaque place, en raison de son importance commerciale, par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique et cessera d'être exigé à l'époque où sera amortie l'avance du Trésor dont il sera parlé à l'article 17..... »

Vu le décret du 22 décembre 1866;

Vu la délibération par laquelle le tribunal de commerce de Versailles propose de fixer à mille cinq cents francs (1,500 fr.) le droit à payer par les courtiers qui demanderont à être inscrits sur la liste dont ce tribunal a décidé l'ouverture;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Oise;

La commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État entendue,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le droit d'inscription à payer par les courtiers de marchandises qui demanderont à être inscrits sur la liste dressée par le tribunal de commerce de Versailles, en exécution de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1866, est fixé à la somme de mille cinq cents francs (1,500').

2. Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 26 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,
Signé POUYER-QUERTIER.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 383. — *ARRÊTÉ relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1871, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 29 Avril 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et 2 août 1868,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quarante-huit mille cinq cent vingt-neuf francs, nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent arrêté, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre de l'agriculture et du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes, aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1871, conformément au tableau annexé au présent arrêté, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et 2 août 1868.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre de l'agriculture et du commerce.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 29 Avril 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé F. LAMBRECHT.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Carcassonne. . .	Aude.....	Chambre...	1,628 ^f	Patentés de tout le départe- ment.
Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme...	Idem.....	900	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Fougères.	Ille-et-Vilaine...	Idem.....	1,100	Idem.
Honfleur.....	Calvados.....	Idem.....	2,518	Idem.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	18,052	Idem.
Limoges.....	Haute-Vienne....	Bourse.....	500	Patentés de la ville du Havre.
Montpellier....	Hérault.....	Chambre...	3,300	Patentés de tout le départe- ment.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Idem.....	3,926	Idem.
Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Idem.....	4,513	Idem.
Saint-Malo.....	Idem.....	Idem.....	2,500	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Idem.....	Idem.....	Bourse.....	3,240	Idem.
Saint-Quentin...	Aisne.....	Idem.....	652	Patentés de la ville de Saint- Malo.
		Chambre...	5,700	Patentés de tout le départe- ment.
		TOTAL.	48,529	

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour, enregistré sous le n° 8.

Versailles, le 29 avril 1871.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé F. LAMBRECHT.



Certifié conforme :

Versailles, le 19^e Juin 1871.

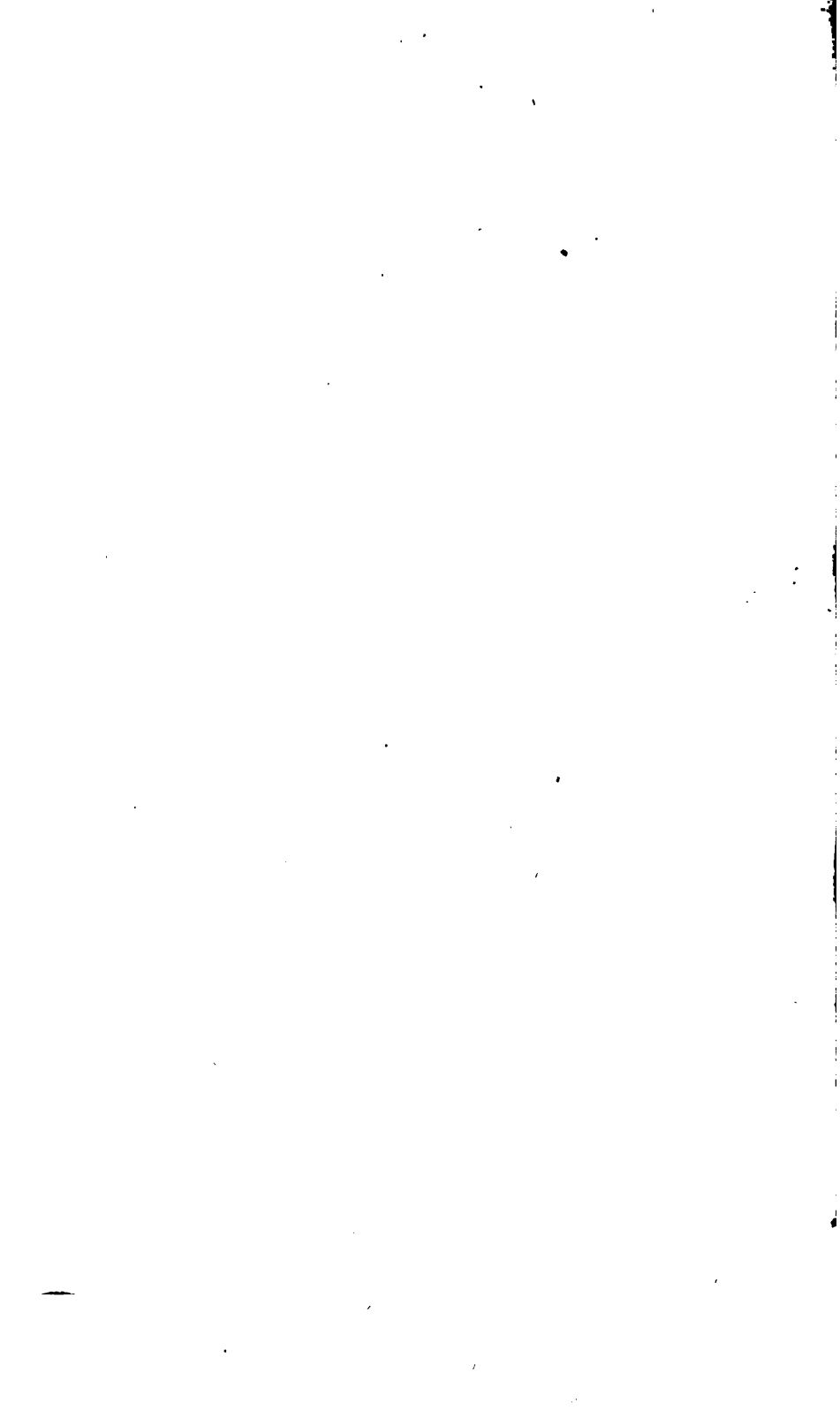
Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.





BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 53.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 384. — *Loi qui abroge le décret de la délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date du 2 novembre 1870, concernant les saisies immobilières, la folle enchère et toutes les ventes judiciaires d'immeubles.*

Du 22 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 27 mai 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le décret du 2 novembre 1870⁽¹⁾, rendu par la délégation du Gouvernement de la défense nationale, concernant les saisies immobilières, la folle enchère et toutes les ventes judiciaires d'immeubles, est et demeure abrogé.

2. En conséquence, tous les délais qui avaient été provisoirement suspendus par l'article 2 dudit décret reprendront leur cours à partir du 1^{er} juin 1871 inclusivement; toutes les procédures en cours seront complétées, en tenant compte des actes faits et des portions de délais écoulés au jour de leur suspension.

3. Les sommations prescrites par les articles 691 et suivants du Code de procédure civile, qui auraient été faites antérieurement au décret précité et qui n'auraient pas été suivies de la lecture et publication prescrites par les articles 694 et 695, seront faites à nouveau dans la huitaine, à partir du 1^{er} juin 1871, à l'effet de notifier le jour de la publication du cahier des charges.

Cette publication aura lieu huit jours au plus tôt et quinze jours au plus tard à partir de la date des nouvelles sommations.

Lors de la lecture et publication du cahier des charges, les tribunaux sont autorisés, sur la demande de l'un des intéressés, à étendre

⁽¹⁾ Bull. 10 (Délégation de Tours), n° 181.

jusqu'au maximum de quatre mois le délai qui doit s'écouler entre la publication et l'adjudication, et même jusqu'à six mois dans le département de la Seine et dans les arrondissements occupés par les troupes allemandes en vertu des stipulations du traité des préliminaires de paix.

Cette faculté cessera à partir du 1^{er} janvier 1872.

4. Dans les cas où la procédure n'a été suspendue que postérieurement au jugement qui fixe le jour de l'adjudication, il sera, s'il y a lieu, procédé, par jugement nouveau, à la fixation dudit jour, à la suite d'une simple sommation d'être présent audit jugement, signifiée à la requête du poursuivant aux personnes indiquées par l'article 691 et les deux premiers paragraphes de l'article 692 du Code de procédure civile.

Les insertions et affiches seront renouvelées dans les formes et délais prescrits par les articles 696 et suivants, 735 et suivants, 958 et suivants du même code, selon qu'il s'agira de saisie immobilière, folle enchère ou vente de biens de mineurs, de faillis, ou de licitation.

Les dispositions de l'article 3 ci-dessus, concernant la faculté laissée aux tribunaux d'étendre le délai pour l'adjudication, seront applicables dans ce cas, s'il n'en a pas été déjà fait usage dans la même procédure.

5. Jusqu'au 1^{er} janvier 1872, les tribunaux pourront, nonobstant les dispositions de l'article 737 du Code de procédure civile, accorder, sur la demande de tous intéressés, un sursis qui ne dépassera pas deux mois, selon les circonstances.

6. La présente loi ne porte pas préjudice aux dispositions de l'article 703 du Code de procédure civile.

7. Les jugements, significations et affiches dont le renouvellement est nécessité par les dispositions de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 12, 17 et 22 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, B^{re} DE BARANTE,
M^{re} DE CASTELLANE.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUBAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 385. — *Loi portant que la Maison de M. Thiers, Chef du Pouvoir exécutif de la République française, sera reconstruite aux frais de l'État.*

Du 26 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 13 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La maison de M. *Thiers*, Chef du Pouvoir exécutif de la République française, sera relevée aux frais de l'État.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, V^{ie} DE MEAUX, B^{on} DE BARANTE, N. JOHNSTON,
M^{onsieur} DE CASTELLANE, PAUL BETHMONT.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 386. — *Loi qui autorise la ville de Tours à contracter un Emprunt.*

Du 26 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 4 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tours est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de un

million deux cent mille francs (1,200,000^f), destinée à rembourser les avances faites par les habitants et à solder les dépenses de charité et autres résultant de l'occupation prussienne.

Cet emprunt, remboursable sur les revenus ordinaires en vingt ans, à partir de 1872, pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des marchés à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B^{ie} DE BARANTE, M^{ie} DE CASTELLANE, N. JOHNSTON, V^{ie} DE MEAUX,
PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 387. — *Loi qui impose d'office la commune d'Égletons (Corrèze)
pour le remboursement d'un Emprunt.*

Du 26 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 4 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera imposé d'office sur la commune d'Égletons (Corrèze), en six ans, à partir de 1871, par addition au principal de ses quatre contributions directes, une somme de sept mille sept

cent quatre-vingt-quinze francs (7,795'), représentant annuellement dix-neuf centimes.

Le produit de cette imposition servira à rembourser, en principal et intérêts, un emprunt de six mille six cent quarante-sept francs quarante centimes (6,647' 40'), contracté en vertu du décret du 22 octobre 1870, pour le payement du contingent communal dans la dépense d'habillement, d'équipement et de solde des gardes nationaux mobilisés.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 26 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B^{re} DE BARANTE, M^{re} DE CASTELLANE, N. JOHNSTON,
PAUL BETHMONT, V^{re} DE MEAUX, PAUL DE RÉMUSAT.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 388. — *Loi relative aux Lettres à destination des Militaires faisant partie des Corps d'armée de terre et de mer en campagne.*

Du 30 Mai 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, les lettres à destination des militaires faisant partie des corps d'armée de terre et de mer en campagne leur parviendront en franchise.

Les lettres envoyées de ces corps d'armée jouiront du même avantage.

2. Cette franchise sera maintenue, même après la fin de la cam-

pagne, pour les lettres à destination des militaires ou marins blessés ou malades, pendant tout le temps qu'ils demeureront dans les hôpitaux ou ambulances.

Les lettres envoyées de ces hôpitaux ou ambulances jouiront aussi du même avantage.

3. Les mandats envoyés par l'intermédiaire de la poste aux militaires et marins, dans les cas prévus par les deux articles précédents, seront exemptés de frais de timbre et de poste jusqu'à la somme de cinquante francs.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 30 Mai 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B^{rs} DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT, PAUL BETHMONT,
V^{rs} DE MEAUX, N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 389. — *Loi qui met à la disposition de M. Thiers une somme de 1,053,000 francs pour l'exécution de la loi du 26 mai 1871, portant reconstruction de sa maison.*

Du 3 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Pour l'exécution de la loi du 26 mai dernier, portant reconstruction de la maison de M. Thiers, Chef du Pouvoir exécutif de la République française, une somme de un million cin-

quante-trois mille francs (1,053,000') est mise à la disposition personnelle de M. Thiers.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 3 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé V^{te} DE MEAUX, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON, /
PAUL DE RÉMUSAT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 390. — *Loi qui abroge les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant les Princes de la Maison de Bourbon.*

Du 8 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 16 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, concernant les princes de la maison de Bourbon, sont et demeurent abrogées.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 8 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT, V^{te} DE MEAUX,
BOB DE BARANTE, M^{te} DE CASTELLANE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 391. — *ARRÊTÉ portant promulgation du Traité signé à Londres, le 13 mars 1871, pour reviser les stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856, relatives à la navigation de la mer Noire et du Danube.*

Du 27 Mai 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}.

Un Traité ayant été signé à Londres, le 13 mars 1871, entre la France, l'Empire d'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie, revisant les stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856⁽¹⁾, relatives à la navigation de la mer Noire et du Danube, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Londres, le 15 mai 1871, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

AU NOM DE DIEU TOUT-POISSANT.

Le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi apostolique de Hongrie, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, ont jugé nécessaire de réunir leurs représentants en conférence à Londres, afin de s'entendre, dans un esprit de concorde, sur la révision des stipulations du Traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, relatives à la navigation de la mer Noire, ainsi qu'à celle du Danube; désirant en même temps assurer dans ces contrées de nouvelles facilités au développement de l'activité commerciale de toutes les nations, les Hautes Parties contractantes ont résolu de conclure un Traité, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 381, n° 3487.

Le Chef du Pouvoir exécutif de la République française, le sieur *Jacques-Victor-Albert*, duc de Broglie, chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté Britannique, etc.;

Sa Majesté l'Empereur l'Allemagne, Roi de Prusse, le sieur *Albert*, comte de Bernstorff-Stintenburg, son ministre d'État et chambellan, grand commandeur de son ordre de la Maison Impériale et Royale de Hohenzollern en diamants et grand-croix de son ordre de l'Aigle rouge avec des feuilles de chêne, grand-croix de l'ordre ducal de la branche Ernestine de la Maison de Saxe, chevalier de l'ordre impérial de Saint-Stanislas de Russie de première classe et de l'ordre royal du Lion d'or de la Maison de Nassau, grand-croix de l'ordre royal du Mérite civil de la Couronne de Bavière, de l'ordre de la Légion d'honneur de France, de l'ordre impérial du Lion et du Soleil de Perse, de l'ordre royal et militaire du Christ de Portugal, etc., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale près Sa Majesté Britannique, etc.;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi apostolique de Hongrie, le sieur *Rodolphe*, comte Apponyi, chambellan, conseiller intime de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold, son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté Britannique, etc.;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable *Granville Georges*, comte Granville, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-noble ordre de la Jarrettière, conseiller de Sa Majesté en son conseil privé, lord gardien des Cinq-Ports et connétable du château de Douvres, chancelier de l'université de Londres, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, etc.;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le chevalier *Charles Cadorna*, ministre d'État, sénateur du royaume, chevalier grand-croix, décoré du grand cordon de ses ordres de Saint-Maurice et de Saint-Lazare et de la Couronne d'Italie, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*, baron de Brunnow, son conseiller privé actuel, chevalier des ordres de Russie, de l'Aigle rouge de Prusse de la première classe, commandeur de Saint-Étienne de Hongrie, grand-croix de l'ordre de la Légion d'honneur de France, de l'ordre du Mérite de Turquie, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc.;

Et Sa Majesté l'empereur des Ottomans, *Constantin Masurus Pacha*, muchir et vizir de l'Empire, décoré des ordres impériaux de l'Osmanié et du Medjidié de première classe, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare et de plusieurs autres ordres étrangers, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les articles 11, 13 et 14 du Traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie et annexée audit article 14, sont abrogés et remplacés par l'article suivant :

2. Le principe de la clôture des détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par la Convention séparée du 30 mars 1856, est maintenu, avec la faculté, pour Sa Majesté Impériale le Sultan, d'ouvrir lesdits détroits en temps de paix aux bâtimens de guerre des puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 mars 1856.

3. La mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations.

4. La commission établie par l'article 16 du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances cosignataires du Traité sont chacune représentées par un délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et lesdites parties de la mer dans les meilleures conditions de navigabilité, est maintenue dans sa composition actuelle. La durée de cette commission est fixée pour une période ultérieure de douze ans, à compter du 24 avril 1871, c'est-à-dire jusqu'au 24 avril 1883, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette commission sous la garantie de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de l'Italie et de la Turquie.

5. Les conditions de la réunion nouvelle de la commission riveraine établie par l'article 17 du Traité de Paris du 30 mars 1856 seront fixées par une entente préalable entre les puissances riveraines, sans préjudice de la clause relative aux trois Principautés danubiennes; et en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'article 17 dudit Traité, cette dernière fera l'objet d'une convention spéciale entre les Puissances cosignataires.

6. Les puissances riveraines de la partie du Danube où les Cataractes et les Portes de Fer mettent des obstacles à la navigation se réservant de s'entendre entre elles à l'effet de faire disparaître ces

obstacles, les Hautes Parties contractantes leur reconnaissent dès à présent le droit de percevoir une taxe provisoire sur les navires de commerce sous tout pavillon qui en profiteront désormais, jusqu'à l'extinction de la dette contractée pour l'exécution des travaux, et elles déclarent l'article 15 du Traité de Paris de 1856 inapplicable à cette partie du fleuve pour un laps de temps nécessaire au remboursement de la dette en question.

7. Tous les ouvrages et établissements de toute nature créés par la commission européenne, en exécution du Traité de Paris de 1856 ou du présent Traité, continueront à jouir de la même neutralité qui les a protégés jusqu'ici et qui sera également respectée à l'avenir dans toutes les circonstances par les Hautes Parties contractantes. Le bénéfice des immunités qui en dérivent s'étendra à tout le personnel administratif et technique de la commission.

Il est cependant bien entendu que les dispositions de cet article n'affecteront en rien le droit de la Sublime Porte de faire entrer, comme de tout temps, ses bâtiments de guerre dans le Danube en sa qualité de puissance territoriale.

8. Les Hautes Parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 mars 1856, ainsi que ses annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité.

9. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le treizième jour du mois de mars mil huit cent soixante et onze.

(L. S.) Signé GRANVILLE.

(L. S.) Signé BERNSTORFF.

(L. S.) Signé APPONYI.

(L. S.) Signé BROGLIE.

(L. S.) Signé CADORNA.

(L. S.) Signé BRUNNOW.

(L. S.) Signé MUSURUS.

ART. 2.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le 27 Mai 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé JULES FAVRE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 392. — *ARRÊTÉ qui rapporte les Décrets de la Délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date du 4 février 1871, fixant le budget de l'Algérie et chargeant le Ministre des Finances de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1869 et 1870, pour l'Algérie.*

Du 6 Mai 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 27 juillet 1870, portant fixation, par ministères, du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1871 ;

Vu les deux décrets de la délégation du Gouvernement de la défense nationale en date du 4 février 1871 ⁽¹⁾, le premier portant répartition, entre les budgets des divers ministères, des crédits alloués par ladite loi au budget de la guerre pour l'ensemble des dépenses du gouvernement général de l'Algérie en 1871 ; et le second chargeant le ministre des finances de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1869 et 1870, ainsi que de l'apurement des dépenses relatives aux exercices clos antérieurs à 1869, en ce qui concerne les services spéciaux du gouvernement général de l'Algérie (*Budget de l'État*) ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil, Chef du Pouvoir exécutif de la République française, en date du 29 mars 1871, nommant un gouverneur général civil et un directeur général des affaires civiles et financières de l'Algérie ;

Considérant que cet arrêté a pour effet de maintenir à Alger la centralisation du gouvernement et de la haute administration de l'Algérie, que les deux décrets précités avaient au contraire eu pour but de répartir entre les divers départements ministériels,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les décrets précités du 4 février 1871 sont rapportés.

2. Le budget du gouvernement général de l'Algérie est rétabli conformément à la nomenclature par chapitres adoptée par la loi de finances du 27 juillet 1870. Toutefois, comme conséquence de la substitution du régime civil au régime militaire en Algérie, ce budget est distrait du ministère de la guerre et formera une annexe à celui du ministère de l'intérieur.

3. Les fonds alloués pour l'ensemble des dépenses générales de l'Algérie sont ouverts au ministre de l'intérieur, qui délègue au gouverneur général civil de l'Algérie la disposition des crédits distribués mensuellement.

Le gouverneur général civil sous-délègue aux ordonnateurs secondaires qu'il désigne les crédits qu'il ne s'est pas réservés pour des ordonnancements directs.

⁽¹⁾ Bull. 26 (Délégation de Bordeaux), n° 557 et 558.

4. Un arrêté ultérieur déterminera les détails des attributions respectives en matière de budget du ministre de l'intérieur et du gouverneur général civil de l'Algérie.

5. Les dispositions qui précèdent seront soumises à la sanction définitive de l'Assemblée nationale; cependant, en raison de l'urgence et pour assurer la marche régulière des services, elles seront mises immédiatement à exécution.

6. Les ordonnances de délégation émises par les divers ministres pour les dépenses afférentes au budget du gouvernement général de l'Algérie seront distraites des écritures des ministères intéressés et cumulées avec celles délivrées avant le 4 février 1871 ou qui seront délivrées ultérieurement au titre de ce budget, pour ne former, en fin d'exercice, qu'un seul et même compte.

7. Les ministres de l'intérieur et des finances et le gouverneur général civil de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel des actes du gouvernement général civil de l'Algérie.

Fait à Versailles, le 6 Mai 1871.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé ERNEST PICARD.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 393. — ARRÊTÉ qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de la Guerre, exercice 1871.

Du 12 Mai 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu la loi du 27 juillet 1870, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1871;

Vu les décrets de la délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date des 30 décembre 1870 et 16 janvier 1871;

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale, du 1^{er} février 1871,

Qui accordent des suppléments de crédits sur l'exercice 1871;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;
Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 mai 1871,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres ci-après désignés du budget extraordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1871, par la loi de finances du 27 juillet 1870 et par les décrets du Gouvernement de la défense nationale du 30 décembre 1870, du 16 janvier et du 1^{er} février 1871, sont diminués d'une somme de quatorze millions de francs (14,000,000^f), ainsi répartie :

CHAP. V. Solde et prestations en nature.....	4,000,000 ^f
— XIV. Garde nationale mobilisée.....	10,000,000

TOTAL ÉGAL..... 14,000,000

2. Les crédits ouverts sur le chapitre 1^{er} du même budget sont augmentés, par virement, de la somme de quatorze millions de francs (14,000,000^f).

3. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 12 Mai 1871.

Le Ministre des finances,
Signé **POUYER-QUERTIER.**

Signé **A. THIERS.**
Le Ministre de la guerre,
Signé **G^{al} LE FLO.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 394. — **ARRÊTÉ** qui proroge l'exercice départemental de 1870 jusqu'au 31 juillet pour le mandatement et jusqu'au 31 août pour le payement.

Du 26 Mai 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'arrêté du 4 mars 1871, qui a prorogé l'exercice départemental de 1870 jusqu'au 30 juin prochain pour le mandatement et jusqu'au 31 juillet suivant pour le payement;

Considérant que les circonstances actuelles rendent indispensable une nouvelle extension des délais ci-dessus;

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. L'exercice départemental de 1870 est prorogé jusqu'au

31 juillet pour le mandatement et jusqu'au 31 août pour le payement.

2. Les ministres des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 26 Mai 1871.

Signé A. THIERS.

Pour le Ministre de l'intérieur

Le Sous-Secrétaire d'État,

Signé CALMON.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 395. — *ARRÊTÉ qui crée une Bourse de commerce à Versailles.*

Du 3 Juin 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu la demande formée par des commerçants de la ville de Versailles et tendant à l'établissement d'une bourse de commerce dans cette ville ;

Vu la lettre, en date du 8 mai 1871, par laquelle le maire de Versailles fait connaître que la ville met gratuitement à la disposition du commerce, pour la tenue de la bourse, une partie de l'un des pavillons des halles ;

Vu l'avis favorable du tribunal de commerce, en date du 13 mai 1871 ;

Vu la lettre du préfet de Seine-et-Oise, en date du 16 mai 1871 ;

Vu la loi du 28 ventôse an IX,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est créé une bourse de commerce à Versailles (Seine-et-Oise).

2. Cette bourse se tiendra dans un local mis gratuitement à la disposition du commerce par la ville, ledit local faisant partie du pavillon des halles situé à l'angle de la rue Duplessis et de celle de la Pourvoirie.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Versailles, le 3 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 396. — *ARRÊTÉ qui fixe l'Imposition additionnelle à percevoir, en 1871, pour l'achèvement de la Bourse de Marseille.*

Du 3 Juin 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu le décret du 15 décembre 1851 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse de Marseille et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 10 juin 1854, qui a autorisé une imposition extraordinaire de vingt-cinq centimes (0^f 25^c) par franc au maximum sur les patentés de la ville de Marseille compris dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, pour le remboursement des emprunts contractés par la chambre de commerce de cette ville en vue de la construction de la bourse;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique; »

La Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État entendue,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1871, sur les patentés de la ville de Marseille compris dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en tenant compte des modifications apportées par les lois des 15 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et 2 août 1868, une imposition additionnelle de vingt-cinq centimes par franc au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destinée à concourir au service des emprunts contractés pour la construction de la bourse, par la chambre de commerce de Marseille, sera mis, sur les mandats du préfet des Bouches-du-Rhône, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre de l'agriculture et du commerce.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 3 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé F. LAMBRECHT.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 469, n° 3427.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 397. — *ARRÊTÉ qui attribue un Représentant à la partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin).*

Du 9 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;
Vu la loi des 15-18 mars 1849,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. La partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin) élira un représentant à l'Assemblée nationale.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 9 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 398. — *ARRÊTÉ qui convoque les Électeurs de la partie restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin), à l'effet de nommer un Député à l'Assemblée Nationale.*

Du 9 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 9 juin, qui attribue un député à la zone détachée de l'ancien arrondissement de Belfort (département du Haut-Rhin);

Considérant qu'il convient de procéder à l'élection de ce député en même temps qu'il est pourvu aux vacances existant dans le sein de l'Assemblée nationale,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la partie restée française de l'ancien arrondissement de Belfort, département du Haut-Rhin, sont convoqués pour le 2 juillet, à l'effet de nommer un député à l'Assemblée nationale.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 9 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 399. — *ARRÊTÉ qui convoque les Électeurs de plusieurs départements, à l'effet de pourvoir aux vacances existant dans le sein de l'Assemblée Nationale par suite d'options, d'annulations, de décès ou de démissions.*

Du 9 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 15 mars 1849;

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale en date du 29 janvier 1871⁽¹⁾;

Vu la loi du 10 avril 1871, portant rétablissement du vote à la commune, et celle du 2 mai suivant, sur les conditions d'éligibilité relatives aux préfets et aux sous-préfets;

Vu les extraits des procès-verbaux des séances de l'Assemblée nationale, constatant l'option des députés élus simultanément, le 8 février dernier, dans plusieurs départements, l'annulation de quatre des élections accomplies à cette date, les décès survenus et les démissions données depuis la réunion de l'Assemblée,

ARRÊTE :

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 41, n° 274.

ART. 1^{er}. Sont convoqués pour le dimanche 2 juillet prochain, à l'effet de pourvoir aux sièges de députés vacants par suite d'option, d'annulation, de décès ou de démissions, les électeurs des départements désignés dans le tableau annexé au présent arrêté.

2. L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 15 mars 1849.

Toutefois demeurent suspendus les articles 81 à 90 de la loi du 15 mars 1849, sous la réserve, en ce qui concerne les préfets et les sous-préfets, de la disposition spéciale de la loi du 2 mai 1871.

3. Dès la publication du présent arrêté, les maires dresseront la liste de tous les électeurs âgés, au 2 juillet prochain, de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, habitant la commune depuis six mois au moins et ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi du 15 mars 1849.

Cette liste sera publiée et affichée le dimanche 18 juin au matin.

Les demandes en inscription ou en radiation seront reçues dans les trois jours, à partir de la publication de la liste.

Elles seront jugées, du 21 au 23 juin inclusivement, par une commission composée du maire et de deux membres du conseil municipal désignés par le conseil.

Les décisions de la commission seront notifiées d'urgence. Elles pourront être déférées au juge de paix du 23 au 26 juin. Le juge de paix statuera dans les trois jours au plus tard, le 29 juin.

La liste sera close le 30 juin, à minuit.

4. Le vote aura lieu à la commune, par scrutin de liste. Chaque commune pourra être divisée, par arrêté du préfet, en autant de sections que l'exigeront les circonstances locales et le nombre des électeurs inscrits.

Le scrutin s'ouvrira le dimanche 2 juillet, à six heures du matin, et sera clos le même jour, à six heures du soir.

Le dépouillement suivra immédiatement.

5. A la Guyane, il sera pourvu au siège actuellement vacant le quatrième dimanche qui suivra la réception du présent arrêté.

6. Un arrêté spécial fixera la convocation des collèges électoraux des départements de l'Algérie.

7. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 9 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de députés à nommer.	MOTIFS DES VACANCES.
Ain.....	2	En remplacement de M. <i>Jules Favre</i> , qui a opté pour le département du Rhône, et de M. <i>Tendret</i> , démissionnaire.
Aisne.....	1	En remplacement de M. <i>Jules Favre</i> , qui a opté pour le département du Rhône.
Alpes (Basses-)...	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Alpes (Hautes-)...	1	En remplacement de M. <i>Cyprien Chaix</i> , dont l'élection a été annulée.
Alpes-Maritimes...	2	En remplacement de M. <i>Marc Dufrasse</i> , dont l'élection a été annulée, et de M. <i>Garibaldi</i> , démissionnaire.
Aude.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Bouches-du-Rhône..	7	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. <i>Grévy</i> , qui a opté pour le département du Jura; de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan; de M. <i>Gambetta</i> , qui a opté pour le département du Bas-Rhin; de M. <i>Casimir Perier</i> , qui a opté pour le département de l'Aube, et de MM. <i>de Charrette</i> et <i>Ledru-Rollin</i> , démissionnaires.
Charente.....	1	En remplacement de M. <i>Péconnet</i> , décédé.
Charente-Inférieure.	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>Mestreau</i> , dont l'élection a été annulée.
Cher.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>Simon Lebrun</i> , démissionnaire.
Côte-d'Or.....	2	En remplacement de MM. <i>Tridon</i> et <i>Garibaldi</i> , démissionnaires.
Côtes-du-Nord.....	1	En remplacement de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan.
Dordogne.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Doubs.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>de Mérode</i> , qui a opté pour le département du Nord.
Drôme.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>Lamorte</i> , dont l'élection a été annulée.
Finistère.....	3	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan, et de M. <i>de Kersauson</i> , décédé.
Gard.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>Benoist d'Azy</i> , qui a opté pour le département de la Nièvre.
Gironde.....	4	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. le général <i>d'Aurelles de Paladines</i> , qui a opté pour le département de l'Allier; de M. <i>Dufaure</i> , qui a opté pour le département de la Charente-Inférieure, et de M. le général <i>Chungarnier</i> , qui a opté pour le département de la Somme.
Guyane.....	1	En remplacement de M. <i>Schœlcher</i> , qui a opté pour la Martinique.
Hérault.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. <i>Dufaure</i> , qui a opté pour le département de la Charente-Inférieure.
Ille-et-Vilaine.....	3	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan, et de M. <i>Audren de Kerdrel</i> , qui a opté pour le département du Morbihan.
Indre-et-Loire.....	1	En remplacement de M. le général <i>Deligny</i> , démissionnaire.

DEPARTEMENTS.	NOMBRE de députés à nommer.	MOTIFS DES VACANCES.
Isère.....	1	En remplacement de M. <i>Casimir Périer</i> , qui a opté pour le département de l'Aube.
Landes.....	3	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. <i>Duclerc</i> , qui a opté pour le département des Basses-Pyrénées, et de M. <i>de Maleville</i> , qui a opté pour le département de Tarn-et-Garonne.
Loir-et-Cher.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Loire.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan.
Loiret.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Lot-et-Garonne....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Mayenne.....	1	En remplacement de M. <i>de Vauquyon</i> , décédé.
Morbihan.....	1	En remplacement de M. <i>de Savignhac</i> , décédé.
Nord.....	2	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine, et de M. le général <i>Changarnier</i> , qui a opté pour le département de la Somme.
Orne.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Pas-de-Calais.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Puy-de-Dôme.....	1	En remplacement de M. <i>Giroi-Pouzols</i> , démissionnaire.
Pyrénées-Orientales.	1	En remplacement de M. <i>Etienne Arago</i> , démissionnaire.
Rhône.....	2	En remplacement de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan, et de M. <i>Béranger</i> , qui a opté pour le département de la Drôme.
Saône-et-Loire.....	3	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. le général <i>Changarnier</i> , qui a opté pour le département de la Somme, et de M. <i>Puy de Chavannes</i> , décédé.
Savoie (Haute-)...	1	En remplacement de M. <i>J. Philippe</i> , démissionnaire.
Seine.....	24	En remplacement de M. <i>Jules Favre</i> , qui a opté pour le département du Rhône; de M. <i>Gambetta</i> , qui a opté pour le département du Bas-Rhin; de M. <i>Henri Martin</i> , qui a opté pour le département de l'Aisne; de M. <i>Schœlcher</i> , qui a opté pour la Martinique; de M. <i>Joi-gneaux</i> , qui a opté pour le département de la Côte-d'Or; de M. <i>Dorian</i> , qui a opté pour le département de la Loire; de MM. <i>Gambon</i> et <i>Millière</i> , décédés; de MM. <i>Victor Hugo</i> , <i>Garibaldi</i> , <i>Rocheport</i> , <i>Malen</i> , <i>Ranc</i> , <i>Delescluze</i> , <i>Clémenceau</i> , <i>Ledru-Rollin</i> , <i>Lockroy</i> , <i>Flouquet</i> , <i>Razoua</i> , <i>Cournet</i> et <i>Félix Pyat</i> , démissionnaires.
Seine-Inférieure....	4	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan; de M. <i>Dufaure</i> , qui a opté pour le département de la Charente-Inférieure, et de M. <i>de Montaignac</i> , qui a opté pour le département de l'Allier.
Seine-et-Oise.....	5	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine; de M. <i>Gambetta</i> , qui a opté pour le département du Bas-Rhin; de M. <i>Jules Favre</i> , qui a opté pour le département du Rhône; de M. <i>Ernest Picard</i> , qui a opté pour le département de la Meuse, et de M. <i>Léon Say</i> , qui a opté pour le département de la Seine.
Somme.....	2	En remplacement de M. le général <i>Faidherbe</i> , démissionnaire, et de M. <i>Callaud</i> , décédé.
Tarn.....	1	En remplacement de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de députés à nommer.	MOTIFS DES VACANCES.
Var.....	5	En remplacement de M. <i>Gambetta</i> , qui a opté pour le département du Bas-Rhin; de M. <i>Dufaure</i> , qui a opté pour le département de la Charente-Inférieure; de M. <i>Jaureguiberry</i> , qui a opté pour le département des Basses-Pyrénées; de M. <i>Ledru-Rollin</i> , démissionnaire, et de M. <i>Barbaroux</i> , décédé.
Vaucluse.....	5	En remplacement de MM. <i>Pin</i> , <i>Gent</i> , <i>Delord</i> , <i>Poujade</i> et <i>Naquet</i> , démissionnaires.
Vendée.....	1	En remplacement de M. le général <i>Trochu</i> , qui a opté pour le département du Morbihan.
Vienne.....	1	En remplacement de M. <i>Thiers</i> , qui a opté pour le département de la Seine.

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour.

Versailles, le 9 Juin 1871.

Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,
Signé A. THIERS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 400. — **ARRÊTÉ** portant que les Électeurs du département du Finistère auront à pourvoir à l'élection de quatre Représentants à l'Assemblée Nationale au lieu de trois, nombre précédemment fixé par l'arrêté du 9 juin 1871.

Du 10 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 11 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'arrêté, en date du 9 juin courant, portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de quarante-six départements et de la colonie française de la Guyane, à l'effet de pourvoir aux sièges de députés vacants par suite d'options, d'annulations, de décès ou de démissions;

Vu la démission donnée depuis par M. l'abbé du *Marhallac*, député du département du Finistère,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les électeurs du département du Finistère, déjà convoqués par l'arrêté du 9 juin courant pour le dimanche 2 juillet prochain, auront à pourvoir à l'élection de quatre représentants à

l'Assemblée nationale au lieu de trois, nombre précédemment fixé par l'arrêté susvisé.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 10 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT,



Certifié conforme :

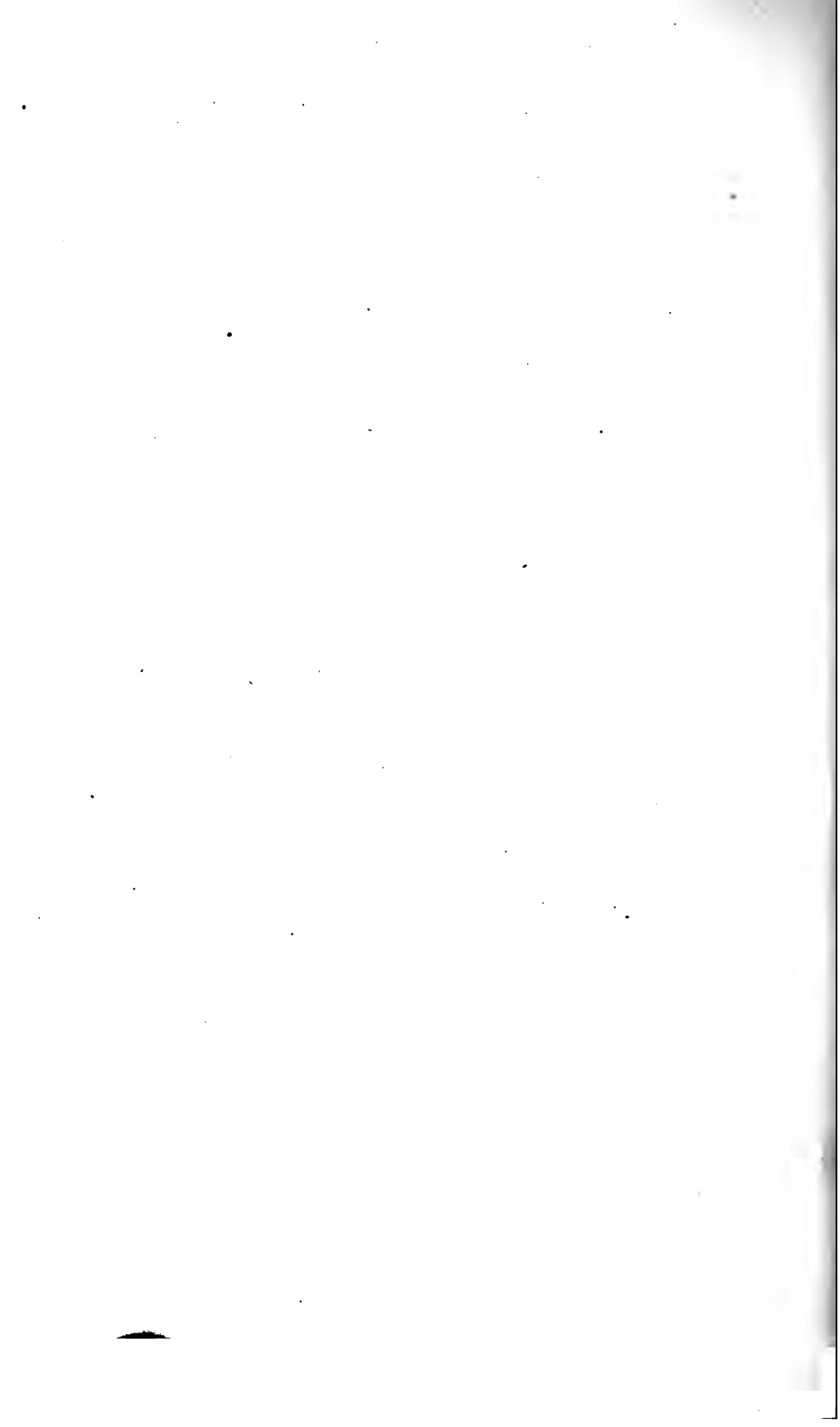
Versailles, le 29 * Juin 1871,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 54.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 401. — *LOI relative aux Réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires.*

Du 15 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les porteurs de bons de réquisition délivrés depuis le commencement de la guerre par les autorités françaises, civiles ou militaires, sont tenus, à peine de déchéance de tous droits et actions contre le trésor, de déposer dans un délai de deux mois, à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lesquels les réquisitions ont été exercées, lesdits bons avec un état indicatif des sommes par eux réclamées et les pièces justificatives, si déjà la remise n'en a été faite aux autorités compétentes.

Tous ceux qui se croiraient fondés à réclamer des indemnités, à raison des prestations ou des objets de toute nature qu'ils auraient été contraints de fournir ou de livrer aux troupes françaises sans avoir reçu de réquisitions régulières, sont également tenus, à peine de déchéance, de faire, aux lieux et dans le délai ci-dessus indiqués, le dépôt d'un état indicatif des sommes auxquelles ils prétendent avoir droit, avec les pièces justificatives en leur possession.

Il sera donné un récépissé aux déposants.

2. Les prescriptions de la présente loi seront portées à la connaissance des intéressés au moyen d'affiches spéciales, dont l'apposition, dans chaque commune, sera constatée par un procès-verbal du maire.

Le délai de deux mois, fixé par l'article précédent, ne courra qu'à partir de l'apposition de ces affiches.

3. Dans les trois mois qui suivront l'expiration du délai accordé pour le dépôt des bons et autres titres de réquisition, il sera statué par les administrations compétentes sur toutes les réclamations formées par les déposants.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 9 et 17 Mai et 15 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL BETHMONT, M^{re} DE CASTELLANE, V^{re} DE MEAUX,
PAUL DE RÉMUSAT, B^{re} DE BARANTE.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. Dufaure.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 402. — *Loi sur l'exercice du droit de Grâce.*

Du 17 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

2. L'Assemblée nationale délègue le pouvoir de faire grâce au Président du Conseil des ministres, Chef du Pouvoir exécutif de la République française.

3. Néanmoins, la grâce ne peut être accordée que par une loi aux ministres et autres fonctionnaires ou dignitaires dont la mise en accusation a été ordonnée par l'Assemblée nationale.

4. La grâce ne pourra être accordée aux personnes condamnées pour infractions qualifiées crimes par la loi, à raison des faits se rattachant à la dernière insurrection à Paris et dans les départements depuis le 15 mars 1871, que s'il y a accord entre le Chef du Pouvoir exécutif et l'Assemblée nationale, représentée par la commission dont il sera parlé ci-après. En conséquence, tous les recours formés par ces condamnés, après avoir été instruits par le ministre de la justice, seront transmis au président de l'Assemblée nationale.

Ces recours seront examinés par une commission de quinze membres nommés par l'Assemblée nationale, en réunion publique et au scrutin secret. La grâce ne pourra être accordée par le Chef du Pouvoir exécutif que conformément à l'avis de cette commission. En cas de dissentiment entre la commission et le Chef du Pouvoir exécutif, la condamnation sera exécutée.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 17 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé B^{re} DE BARANTE, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON,
PAUL DE RÉMUSAT, V^{re} DE MESAUX, M^{re} DE CASTELLANE.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 403. — *Loi rendant Électeurs et Éligibles, sans condition de temps de résidence, les Citoyens français qui, conformément à l'article 2 du Traité du 18 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la Nationalité française.*

Du 19 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 21 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence dans le nouveau domicile qu'ils ont choisi ou choisiront en France, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du traité du 10 mai 1871, ont opté ou opteront pour la nationalité française, à la charge par eux de faire, à la mairie de leur nouvelle résidence, leur déclaration constatant leur volonté d'y

fixer leur domicile et d'y réclamer leur inscription sur les listes électorales.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 19 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé V^m DE MEAUX, PAUL BETHMONT, N. JOHNSTON
PAUL DE RÉMUSAT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé J. DUFAURE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 404. — *Loi qui abroge le décret du 4 septembre 1870 sur la Fabrication des Armes de guerre.*

Du 19 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le décret du 4 septembre 1870⁽¹⁾, sur le commerce et la fabrication des armes de guerre, est abrogé.

2. En attendant qu'une loi nouvelle ait statué définitivement sur la matière, les lois antérieures relatives à la fabrication, au commerce et à la détention des armes de guerre et autres armes prohibées, sont remises en vigueur.

3. Tout individu fabricant ou détenteur, sans autorisation, de machines ou engins meurtriers ou incendiaires, agissant par explosion ou autrement, ou de poudre fulminante, quelle qu'en soit la composition, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à trois mille francs.

4. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont et demeurent applicables aux délits prévus par la présente loi.

⁽¹⁾ Bull. 1, n° 7.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 9, 10 et 19 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé M^{rs} DE CASTELLANE, B^{rs} DE BARANTE, PAUL DE RÉMUSAT,
N. JOHNSTON.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 405. — *Loi qui autorise le Ministre des Finances à emprunter une somme de 2 milliards.*

Du 20 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 22 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire sur le grand-livre de la dette publique et à aliéner la somme de rentes cinq pour cent nécessaire pour produire un capital de deux milliards de francs (2,000,000,000^f).

L'aliénation de ces rentes, pour laquelle sera ouverte une souscription publique, se fera à l'époque, au taux et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité des négociations.

2. En sus des rentes à créer pour la somme de deux milliards (2,000,000,000^f) et les frais, le ministre des finances est autorisé à remettre aux déposants des caisses d'épargne, qui en feront la demande avant la clôture de la souscription, un titre libéré de l'emprunt par multiple de cinq francs de rentes pour une somme n'excédant pas le montant de leurs livrets, et aux conditions stipulées pour la souscription de l'emprunt.

3. Le ministre des finances ajoutera à cette somme de rentes à cinq pour cent celle qui sera nécessaire pour couvrir les dépenses matérielles de l'emprunt, ainsi que tous les frais quelconques d'escompte, de change, de transports et négociations.

4. Dans le but d'assurer plus promptement l'évacuation du territoire, le ministre des finances pourra passer avec la banque de

France des conventions particulières destinées à rendre plus rapidement disponibles les produits à réaliser sur l'emprunt et à faciliter les anticipations de paiement.

5. Le total des avances que le ministre des finances aura la faculté de se procurer en vertu de l'article précédent sera successivement remboursé à la banque sur les produits de l'emprunt, au fur et à mesure de leur réalisation.

Indépendamment de ces avances, le montant de celles que le trésor pourrait encore être dans le cas de demander à la banque pour les besoins de son service journalier, réuni à la somme de treize cent trente millions (1,330,000,000^f) antérieurement avancée à l'État par la banque de France, ne pourra dépasser un milliard cinq cent trente millions (1,530,000,000^f).

Ces avances seront remboursées à la banque, jusqu'à parfaite libération, au moyen d'annuités successives, à partir du 1^{er} janvier 1872, et dont la quotité ne devra pas être inférieure à deux cents millions (200,000,000^f).

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 20 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé PAUL DE RÉMUSAT, BOU DE BARANTE, M^{re} DE CASTELLANE,
PAUL BETHMONT.

Le Président du Conseil,

Chef du Pouvoir exécutif de la République française,

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 406. — *Loi portant concession aux habitans de l'Alsace et de la Lorraine de Terrains en Algérie.*

Du 21 Juin 1871.

(Promulguée au Journal officiel du 24 juin 1871.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une concession de cent mille hectares des meilleures terres dont l'État dispose en Algérie est attribuée, à titre gratuit, aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine qui voudraient conserver la nationalité française et qui prendraient l'engagement de se rendre

en Algérie pour y mettre en valeur et exploiter les terrains ainsi concédés.

2. Une commission de quinze membres sera nommée par les bureaux de l'Assemblée pour étudier et préparer la série de mesures destinées à réglementer l'exécution de la présente loi et pour déterminer, en outre, dans quelle proportion et de quelle manière l'État devra intervenir, en dehors de la concession des terres, pour faciliter l'installation des nouveaux immigrants.

Délibéré en séance publique, à Versailles, les 6, 12 et 21 Juin 1871.

Le Président,

Signé JULES GRÉVY.

Les Secrétaires,

Signé V^{ie} DE MEAUX, PAUL BETHMONT, PAUL DE RÉMUSAT,
N. JOHNSTON, B^{me} DE BARANTE.

*Le Président du Conseil,
Chef du Pouvoir exécutif de la République française,*

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 407. — *ARRÊTÉ qui convoque les Électeurs du département de la Manche, à l'effet de nommer un Député à l'Assemblée Nationale.*

Du 13 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 14 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu l'arrêté en date du 9 juin courant, portant convocation pour le 2 juillet prochain des électeurs de quarante-six départements, à l'effet de pourvoir aux sièges de députés vacants par suite d'options, d'annulations, de décès ou de démissions ;

Vu l'extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale en date du 12 juin, dans laquelle M. le prince de Joinville, élu député par les départements de la Manche et de la Haute-Marne, a déclaré opter pour ce dernier département,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les électeurs du département de la Manche sont convoqués pour le dimanche 9 juillet prochain, à l'effet de nommer un député à l'Assemblée nationale.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 408.— *ARRÊTÉ qui convoque les Électeurs des départements d'Alger et d'Oran à l'effet de nommer des Députés à l'Assemblée nationale.*

Du 13 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 14 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'arrêté, en date du 9 de ce mois, portant convocation pour le 2 juillet des électeurs de quarante-six départements, à l'effet de pourvoir aux sièges de députés vacants par suite d'options, d'annulations, de décès ou de démissions;

Vu les extraits des procès-verbaux des séances de l'Assemblée nationale, desquels il résulte que MM. *Andrieu* et *Garibaldi*, députés des départements d'Alger et d'Oran, ont donné leur démission, et que M. *Gambetta*, élu simultanément dans ces deux départements, a opté pour celui du Bas-Rhin,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les électeurs des départements d'Alger et d'Oran sont convoqués pour le dimanche 9 juillet prochain, à l'effet de nommer chacun deux députés à l'Assemblée nationale.

2. Les opérations électorales auront lieu suivant les formes et dans les conditions déterminées par l'arrêté du 9 juin courant ci-dessus visé.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. LAMBRECHT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 409. — *ARRÊTÉ relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1871, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 22 Juin 1871.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et 2 août 1868,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent vingt-quatre mille six cent quarante-six francs, nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent arrêté, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre de l'agriculture et du commerce, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1871, conformément au tableau annexé au présent arrêté, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et 2 août 1868.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre de l'agriculture et du commerce.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 22 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé VICTOR LEFRANC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville.....	Somme.....	Chambre...	2,495 ^f	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Amiens.....	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	7,483	<i>Idem</i> .
Angers.....	Maine-et-Loire...	<i>Idem</i>	949	Patentés de tout le départe- ment.
Annonay.....	Ardèche.....	<i>Idem</i>	800	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Arras.....	Pas-de-Calais...	<i>Idem</i>	834	<i>Idem</i> .
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	538	Patentés de la ville d'Arras.
Beaune.....	Côte-d'Or.....	Chambre...	2,187	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Brest.....	Finistère.....	<i>Idem</i>	1,981	<i>Idem</i> .
Caen.....	Calvados.....	<i>Idem</i>	4,742	<i>Idem</i> .
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	885	Patentés de la ville de Caen.
Chambéry.....	Savoie.....	Chambre...	500	Patentés de tout le départe- ment.
Cherbourg.....	Manche.....	<i>Idem</i>	492	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem</i>	7,818	<i>Idem</i> .
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	296	Patentés de la ville de Dieppe.
Fécamp.....	<i>Idem</i>	Chambre...	1,800	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Granville.....	Manche.....	<i>Idem</i>	2,200	<i>Idem</i> .
Gray.....	Haute-Saône.....	<i>Idem</i>	1,948	Patentés de tout le départe- ment.
Grenoble.....	Isère.....	<i>Idem</i>	1,020	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Laval.....	Mayenne.....	<i>Idem</i>	600	Patentés de tout le départe- ment.
La Rochelle....	Charente - Infé- rieure.	<i>Idem</i>	4,321	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Le Mans.....	Sarthe.....	<i>Idem</i>	2,125	Patentés de tout le départe- ment.
Morlaix.....	Finistère.....	<i>Idem</i>	1,750	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Nancy.....	Meurthe.....	<i>Idem</i>	1,824	Patentés de tout le départe- ment.
Nantes.....	Loire-Inférieure..	<i>Idem</i>	4,000	<i>Idem</i> .
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	9,000	Patentés de la ville de Nantes.
Nîmes.....	Gard.....	Chambre...	2,817	Patentés de tout le départe- ment.
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	663	Patentés de la ville de Nîmes.
Orléans.....	Loiret.....	Chambre...	3,000	Patentés de tout le départe- ment.
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	2,500	Patentés de la ville d'Orléans.
Paris.....	Seine.....	Chambre...	32,906	Patentés de tout le départe- ment.
Rochefort.....	Charente - Infé- rieure.	<i>Idem</i>	2,270	Patentés du département compris dans la circons- cription de la chambre.
Rouen.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem</i>	8,156	<i>Idem</i> .
<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Bourse.....	4,743	Patentés de la ville de Rouen.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et journees.	SOMMES à imposer.	PAYEMENTS IMPOSABLES.
Tarare.....	Rhône.....	Chambre...	1,850	Patentes du département compréhens dans la circon- scription de la chambre.
Vienne.....	Isère.....	Idem.....	1,154	Idem.
		TOTAL.....	3,004	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 12.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé VICTOR LEFRANC.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 410. — **ARRÊTÉ** qui autorise l'aliénation de la somme de Rentes 5 p. 0/0 nécessaire pour produire un capital de 2 milliards.

Du 23 Juin 1871.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juin 1871.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 21 juin 1871;

Sur le rapport du ministre des finances,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à procéder à l'aliénation de la somme de rentes cinq pour cent nécessaire pour produire un capital de deux milliards de francs, ainsi que le supplément destiné à couvrir les dépenses matérielles de l'opération et tous frais quelconques d'escompte, de change et de négociation.

2. Lesdites rentes cinq pour cent seront émises au taux de quatre-vingt-deux francs cinquante centimes, avec jouissance à compter du 1^{er} juillet 1871.

3. Les arrérages des rentes cinq pour cent à créer en vertu de l'article 1^{er} seront payables par trimestre, aux époques des 16 février, 16 mai, 16 août et 16 novembre de chaque année.

4. Les inscriptions de rentes cinq pour cent seront, au choix des parties, nominatives, mixtes ou au porteur.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 23 Juin 1871.

Signé A. THIERS.

Le Ministre des finances,

Signé POUYER-QUERTIER.



Certifié conforme :

Versailles, le 8^e Juillet 1871,

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

J. DUFAURE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME II DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

PREMIER SEMESTRE DE 1871.

DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 1871.

(N^{os} 38 à 54.)

A

ADMINISTRATION DES POSTES. Voyez *Postes (Administration des)*.

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES. Voyez *Attributions ministérielles et Ministères*.

ADOPTION des enfants des citoyens morts pour la défense de la France, B. 39, p. 9; — de la famille du général *Lecomte*, B. 49, p. 85.

AÉROSTATS. Voyez *Ministère de l'instruction publique*.

ALGÉRIE. Les gouverneurs de l'Algérie et des colonies sont chargés de convoquer les électeurs à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale, B. 42, p. 40. — Report a l'exercice 1870 d'une portion des crédits ouverts à titre de fonds de concours, sur l'exercice 1869, pour l'exécution de grands travaux publics en Algérie, B. 50, p. 104. — Arrêté qui rapporte les décrets de la délégation du Gouvernement de la défense nationale, en date du 4 février 1871, fixant le budget de l'Algérie et chargeant le ministre des finances

de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1869 et 1870 pour l'Algérie, B. 53, p. 152. — Concession aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine de terrains en Algérie, B. 54, p. 170. — Convocation des électeurs des départements d'Alger et d'Oran à l'effet de nommer des députés à l'Assemblée nationale, B. 54, p. 72.

ALLEMAGNE. Voyez *Traité de navigation et Traité de paix*.

ALSACE ET LORRAINE. Concession aux habitants de l'Alsace et de la Lorraine de terrains en Algérie, B. 54, p. 170.

AMNISTIES. Elles ne peuvent être accordées que par une loi (article 1^{er} de la loi du 17 juin sur l'exercice du droit de grâce), B. 54, p. 166.

ANES. Voyez *Chevaux et Réquisitions*.

ANGLETERRE. Voyez *Traité de navigation*.

ANIMAUX DE BOUCHERIE. Voyez *Réquisitions*.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS. Ou-

verture au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1871, d'un crédit pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris, B. 39, p. 10. Voyez *Réquisitions*.

ARMÉE. La dénomination de *Corps d'artillerie des mitrailleuses* est donnée au corps franc d'artillerie; organisation de ce corps, B. 38, p. 2. — Dissolution des corps francs faisant partie de l'armée de Paris, B. 42, p. 39. — Liquidation de la caisse de la dotation de l'armée, B. 47, p. 61. — Dissolution du bataillon du génie volontaire, B. 47, p. 67. — Loi du 23 mars 1871, portant création de bataillons volontaires, B. 49, p. 81. — Résolution ayant pour objet de voter des remerciements aux troupes de terre et de mer qui ont combattu pendant les journées des 2, 3 et 4 avril 1871, B. 49, p. 87. — Loi relative aux lettres à destination des militaires faisant partie des corps d'armée de terre et de mer en campagne, B. 53, p. 145. Voyez *Caisse de la dotation, Garde nationale, Ministère de la guerre et Notaires*.

ARMÉE. Arrêté qui rapporte le décret du 9 septembre 1870, relatif à l'admission en franchise des armes et des cartouches, B. 49, p. 90. — Abrogation du décret du 4 septembre 1870 sur la fabrication des armes de guerre (loi du 19 juin 1871), B. 54, p. 168.

ARTILLERIE. La dénomination de *Corps d'artillerie des mitrailleuses* est donnée au corps franc d'artillerie, B. 38, p. 2.

ASPHALTES. Voyez *Réquisitions*.

ASSEMBLÉE NATIONALE. Convocation des collèges électoraux à l'effet

d'élire l'Assemblée nationale, B. 41, p. 21. — Annulation d'un décret du 31 janvier 1871, émané de la délégation du Gouvernement à Bordeaux et frappant d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871, B. 43, p. 45. — Résolution de l'Assemblée ayant pour objet de nommer M. Thiers Chef du Pouvoir exécutif de la République française, B. 48, p. 71. — Résolution ayant pour objet de transporter à Versailles le siège de l'Assemblée nationale, B. 49, p. 79. — Loi du 21 mars 1871, qui affecte une somme de quatre millions huit cent trente-sept mille-vingt francs aux dépenses de l'Assemblée nationale, exercice 1871, B. 49, p. 80. — Un représentant est attribué à la partie du territoire restée française de l'ancien arrondissement de Belfort (Haut-Rhin), B. 53, p. 157. — Les électeurs du département du Finistère auront à pourvoir à l'élection de quatre représentants à l'Assemblée nationale au lieu de trois, B. 53, p. 162. Voyez *Collèges électoraux, Elections, Gouvernement, Listes électorales et Loi électorale*.

ASSISES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Voyez *Cour d'assises*.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Voyez *Hospices*.

ATTRIBUTIONS MINISTÉRIELLES. Réunion au ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts des manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins, B. 38, p. 1.

AUTRICHE. Voyez *Traité de navigation*.

B

BATAILLONS VOLONTAIRES. Création de bataillons volontaires, B. 49, p. 81.

BESTIAUX. Voyez *Réquisitions*.

BITUMES. Voyez *Réquisitions*.

BLÉS. Réquisition des blés et farines

existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris, B. 39, p. 12. — Levée de la réquisition, B. 45, p. 53.

BOMBARDEMENT DE PARIS. Décret relatif aux victimes du bombardement, B. 39, p. 11.

BONS DE RÉQUISITION. Voyez *Réquisitions*.

BOUCHERIE (ANIMAUX DE). Voyez *Réquisitions*.

BOURBON (MAISON DE). Voyez *Princes*.

BOURSES. Voyez *Chambres de commerce*.

C

CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE.

Décret relatif à la liquidation de cette caisse, B. 47, p. 61. — Autorisation au ministre des finances de disposer de la somme de rentes que ladite caisse remettra au trésor public, B. 47, p. 62.

CARTOUCHES. Voyez *Armes*.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

Contribution spéciale à percevoir, en 1871, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, B. 52, p. 139, et B. 54, p. 173. — Création d'une bourse de commerce à Versailles, B. 53, p. 155. — Fixation de l'imposition additionnelle à percevoir, en 1871, pour l'achèvement de la bourse de Marseille, B. 53, p. 156.

CHANGEMENTS DE NOMS. Voyez *Noms*.

CHARGUTERIE. Voyez *Réquisitions*.

CHEF DU POUVOIR EXÉCUTIF. Nomination de M. *Thiers*, B. 48, p. 71.

CHEMINS DE FER. Approbation de la convention passée, le 8 janvier 1871, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer du Nord, B. 47, p. 62.

CHEVAUX. Confiscation au profit de l'État de tout cheval, mulet ou âne saisi après injonction non suivie d'effet dans un délai de vingt-quatre heures, B. 38, p. 6. — Conservation des chevaux indispensables pour les transports privés, B. 39, p. 13. — Le décret établissant la réquisition des chevaux ne s'applique pas aux chevaux introduits dans Paris postérieurement à la promulgation du

décret du 6 février, B. 44, p. 51

— Levée de la réquisition des chevaux, ânes et mulets, B. 45, p. 54.

CHIENS. Prorogation, pour les départements qui ont été envahis, du délai fixé par l'article 5 du décret du 4 août 1855 pour les déclarations à faire par les possesseurs de chiens, B. 49, p. 92.

CLUBS. Ils sont supprimés jusqu'à la fin du siège, B. 40, p. 18.

COKE. Voyez *Réquisitions*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. Convocation de ces collèges à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale, B. 41, p. 21. — Décret concernant les causes d'inéligibilité électorale, B. 41, p. 23. — Instructions pour les élections dans les départements occupés par les armées allemandes, B. 41, p. 24. — Les gouverneurs de l'Algérie et des colonies sont chargés de convoquer les électeurs à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale, B. 42, p. 40. — Report des élections de Paris au 8 février, B. 42, p. 41. — Loi du 10 avril 1871, qui modifie la loi électorale, B. 50, p. 96. — Convocation des électeurs de la partie restée française de l'arrondissement de Belfort (Haut-Rhin), à l'effet de nommer un député, B. 53, p. 157. — Convocation, pour le 2 juillet, des électeurs de plusieurs départements, à l'effet de pourvoir aux vacances existant dans le sein de l'Assemblée nationale par suite d'options, d'annulations, de dé-

cès ou de démissions, B. 53, p. 158. — Les électeurs du Finistère auront à pourvoir, le 2 juillet, à l'élection de quatre représentants au lieu de trois, nombre précédemment fixé, B. 53, p. 162. — Convocation, pour le 9 juillet, des électeurs du département de la Manche, à l'effet de nommer un député, B. 54, p. 171; — et des électeurs des départements d'Alger et d'Oran, à l'effet de nommer chacun deux députés, B. 54, p. 172. Voyez *Élections, Listes électorales et Loi électorale*.

COLONIES. Les gouverneurs sont chargés de convoquer les électeurs à l'effet d'élire des députés à l'Assemblée nationale, B. 42, p. 40.

COMBAT (JOURNAL'LE). Suppression, B. 40, p. 19.

COMMERCE. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

COMMISSION. Voyez *Comptes de ministres et Marchés*.

COMMISSION REMPLAÇANT LE CONSEIL D'ÉTAT. Voyez *Conseil d'État*.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. Elles sont supprimées (article 1^{er} de la loi du 29 mars 1871), B. 49, p. 86.

COMMUNICATIONS AVEC PARIS. Voyez *Ravitaillement*.

COMPTES DES MINISTRES. Nomination des membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'année 1870, B. 42, p. 32.

CONCESSION DE TERRAINS. Voyez *Alsace*.

CONCORDATS AMIABLES. Loi du 22 avril 1871, B. 52, p. 130.

CONFISCATION. Voyez *Chevaux*.

CONSEIL D'ÉTAT. Les membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État

se réuniront et exerceront leurs fonctions à Versailles, B. 49, p. 90.

CONSEIL GÉNÉRAL DES HOSPICES. Composition de ce conseil, B. 47, p. 68.

CONSEILS GÉNÉRAUX ET D'ARRONDISSEMENT. Loi du 29 mars 1871, qui abroge l'article 2 du décret de la délégation de Bordeaux du 25 décembre 1870, sur la dissolution des conseils généraux et d'arrondissement et l'institution des commissions départementales, B. 49, p. 85.

CONSEILS DE GUERRE. Ceux de la première division militaire sont portés de deux à quatre, B. 40, p. 19.

CONSEILS MUNICIPAUX. Renouvellement intégral de ces conseils, B. 50, p. 107.

CORPS D'ARTILLERIE DES MITRAILLEUSES. Dénomination accordée au corps franc d'artillerie et organisation du corps, B. 38, p. 2.

CORPS FRANCS. Sont dissous tous ceux faisant partie de l'armée de Paris, B. 42, p. 39.

CORRESPONDANCES. Voyez *Postes (Administration des)*.

COUR D'ASSISES. Celle du département de la Seine reprendra son fonctionnement à partir du 15 février, B. 43, p. 44. — Les deux sections siégeront simultanément, B. 44, p. 49.

COUR DE CASSATION. Voyez *Magistrature*.

COURS ET TRIBUNAUX. Voyez *Magistrature et Offices*.

COURTIERS. Droit d'inscription à payer par les courtiers de marchandises qui demanderont à être inscrits sur la liste dressée par le tribunal de commerce de Versailles, B. 52, p. 138.

CRÉDITS. Voyez *Ministères*.

D

DANUBE. Voyez *Traité de navigation*.

DÉCRETS. Nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets

du Gouvernement, B. 44, p. 48.

DÉFENSE NATIONALE. Voyez *Gouvernement*.

DÉLÉGATION DU GOUVERNEMENT.

Voyez *Gouvernement et Magistrature*.

DÉLÉGATION DE SIGNATURES MINISTÉRIELLES. Voyez *Ministères de l'agriculture, de la guerre, de l'instruction publique, de la justice, de la marine, des travaux publics*.

DÉLITS DE PRESSE. Voyez *Presse*.

DÉLITS FORESTIERS. Fixation des délais de prescription, B. 46, p. 59.

DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION. Ajournement à 1872, B. 49, p. 93.

DENRÉES. Voyez *Réquisition*.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES. Arrêté relatif à l'affranchissement des

dépêches télégraphiques, B. 49, p. 92.

DÉPENSES DE L'ÉTAT. Aucune dépense ne devra être engagée et ne sera acquittée par le trésor qu'autant que le ministre des finances aura reconnu la possibilité d'y pourvoir, B. 49, p. 91.

DÉPUTÉS. Voyez *Assemblée nationale, Collèges électoraux et Elections*.

DEUIL PUBLIC. L'assassinat des généraux *Clément Thomas et Lecomte* est un deuil public (loi du 29 mars 1871), B. 49, p. 84.

DOTATION DE L'ARMÉE. Voyez *Caisse de la dotation*.

E

ÉCHÉANCES. Voyez *Effets de commerce et Loyers*.

EFFETS DE COMMERCE. Prorogation de délais, B. 39, p. 11; B. 42, p. 37, et B. 45, p. 55. — Loi du 24 mars 1871, B. 49, p. 82. — Loi du 26 avril 1871, relative aux prorogations des échéances, B. 52, p. 131.

ÉLECTIONS. Loi du 10 avril 1871, qui modifie la loi électorale, B. 50, p. 96. — Loi du 14 avril 1871, relative aux élections municipales, B. 50, p. 97. — Arrêté relatif aux élections pour le renouvellement intégral des conseils municipaux, B. 50, p. 107. — Éligibilité des préfets et sous-préfets, B. 52, p. 133. — Loi rendant électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence, les citoyens français qui, conformément à l'article 2 du traité du 18 mai 1871 avec l'Allemagne, opteront pour la nationalité française (19 juin 1871.) B. 54, p. 167. Voyez *Collèges électoraux, Gouvernement et Listes électorales*.

EMPIRE GERMANIQUE. Voyez *Traités*.

EMPRUNT DE DEUX MILLIARDS. Loi du 20 juin 1870, qui autorise le ministre des finances à emprunter une somme de deux milliards, B. 54, p. 169. — Arrêté du 23 juin

1871, qui autorise l'aliénation de la somme de rentes cinq pour cent nécessaire pour produire un capital de deux milliards, B. 54, p. 175.

EMPRUNTS DES VILLES. Les villes d'Amiens (Somme) et de Tours (Indre-et-Loire) sont autorisées à contracter des emprunts, B. 52, p. 234, et B. 53, p. 143.

ENFANTS. Adoption des enfants des citoyens morts pour la défense de la France, B. 39, p. 9.

ERRATUM. Au Bulletin n° 41, p. 22, voyez l'*Erratum* qui fait suite au Bulletin n° 43, p. 46.

ÉTAT DE SIÈGE. Le département de Seine-et-Oise est mis en état de siège, B. 49, p. 80. — Loi sur l'état de siège (28 avril 1871) B. 52, p. 132.

EXERCICE COMMUNAL. Fixation de la clôture de l'exercice communal de 1870 au 15 mai pour les mandatements et au 4 mai pour les recouvrements et paiements, B. 48, p. 77.

EXERCICE DÉPARTEMENTAL. Prorogation de l'exercice départemental de 1870 jusqu'au 31 juillet pour le mandatement et jusqu'au 31 août pour le paiement, B. 53, p. 154.

F

FARINES. Réquisition des blés et farines existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris, B. 39,

p. 12. — Décret concernant les détenteurs de farines, B. 39, p. 14. — Levée de la réquisition, B. 45, p. 53.

FOLLE ENCHÈRE. Voyez *Saisies immobilières*

G

GARDE NATIONALE. Ouverture d'un crédit de vingt millions au ministre de l'intérieur pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France, B. 38, p. 4. — Les officiers appartenant à la garde nationale et qui ne sont pas membres de la Légion d'honneur pourront recevoir, pour fait de guerre, la médaille militaire. B. 42, p. 38. — Dissolution des régiments de la garde nationale mobilisée dits *Régiments de Paris*, B. 43, p. 45. — Décret concernant les gardes nationaux qui touchent l'indemnité journalière de un franc cinquante centimes, et les femmes des gardes nationaux qui reçoivent le salaire de soixante-quinze centimes, B. 47, p. 64. Voyez *Ministère des finances*.

GÉNIE VOLONTAIRE. Dissolution du bataillon, B. 47, p. 67.

GOVERNEMENT. La présidence du Gouvernement est séparée du commandement en chef de l'armée de Paris, B. 42, p. 34. — Annulation d'un décret du 31 janvier 1871, émanant de la délégation du Gouvernement à Bordeaux et frappant d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871, B. 45, p. 43. — Nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets, B. 44, p. 48. — Allocation d'une indemnité mensuelle aux membres du Gouvernement, aux ministres et aux

secrétaires du Gouvernement, B. 46, p. 57. — M. *Thiers* est nommé Chef du Pouvoir exécutif, B. 48, p. 71. — Transport à Versailles du siège de l'Assemblée nationale, B. 49, p. 79. — Abrogation du décret de la délégation du Gouvernement de la défense nationale en date du 2 novembre 1870, concernant les saisies immobilières, la folle enchère et toutes les ventes judiciaires d'immeubles, B. 53, p. 141. — Arrêté qui rapporte les décrets de la délégation du Gouvernement de la défense nationale en date du 4 février 1871, fixant le budget de l'Algérie et chargeant le ministre des finances de la liquidation des dépenses et de la reddition des comptes des exercices 1869 et 1870 pour l'Algérie. B. 53, p. 152. Voyez *Ministères et Ministres*.

GOVERNEUR DE PARIS. Suppression du titre et des fonctions de gouverneur de Paris, B. 42, p. 34.

GRÂCE (DROIT DE). Loi sur l'exercice de ce droit (17 juin 1871), B. 54, p. 166.

GRAIN. Interdiction de faire sortir du grain de Paris, B. 38, p. 7. — Levée de la réquisition, B. 45, p. 53.

GRANDE-BRETAGNE. Voyez *Traité de navigation*.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGIION D'HONNEUR. Voyez *Légion d'honneur*.

GUERRE. Autorisation à la ville de

Paris de prélever une somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre, B. 42, p. 36; — une autre somme de trois millions pour le même objet, B. 47, p. 66. — Institution d'une commission

chargée d'examiner les marchés passés par les administrations publiques à l'occasion de la guerre, B. 50, p. 95. — *Voyez Armée, Garde nationale, Ministère de la guerre, Réquisitions et Traité de paix.*

H

HOSPICES. Les recettes et les dépenses de l'administration des hospices du département de la Seine en 1871 seront effectuées conformément au budget de

l'assistance publique voté et approuvé pour 1870, B. 42, p. 88. — Composition du conseil général des hospices, B. 47, p. 68. *HOUILLE. Voyez Réquisitions.*

I

IMPOSITION. La commune d'Égletons (Corrèze) est imposée d'office pour le remboursement d'un emprunt, B. 53, p. 144.

INALIÉNABILITÉ. *Voyez Propriétés.*

INDEMNITÉS. *Voyez Gouvernement.*

INSTITUTIONS JUDICIAIRES. *Voyez Magistrature.*

INTÉRIM. M. *Hérol*d est nommé ministre de l'intérieur par intérim, B. 42, p. 40. — L'intérim du ministère de l'agriculture et du commerce est confié à M. *Dorian*, ministre des travaux publics, B. 42, p. 42.

ITALIE. *Voyez Traité de navigation.*

J

JOURNAUX. Suppression du *Réveil* et du *Combat*, B. 40, p. 19. *Voyez Presse.*

JUGES DE PAIX. Compétence pour statuer sur les contestations

en matière de loyers, B. 38, p. 3.

JURY. Confection immédiate des listes du jury dans le département de la Seine, B. 43, p. 44.

L

LECOMTE (général). L'assassinat de ce général est un deuil public, et sa famille est adoptée par la nation (loi du 26 mars 1871), B. 49, p. 84 et 85.

LÉGION D'HONNEUR. Le général *Vinoy* est nommé grand chancelier de la Légion d'honneur, B. 50, p. 107.

LETTRES. *Voyez Postes (Administration des).*

LISTES ÉLECTORALES. Inscription sur

les listes électorales de Paris et du département de la Seine jusqu'au 7 février à minuit, B. 44, p. 48.

LISTES DU JURY. *Voyez Jury.*

LOI ÉLECTORALE. Loi du 10 avril 1871, qui modifie la loi électorale, B. 50, p. 96. — Loi rendant électeurs et éligibles, sans condition de temps de résidence, les citoyens français qui, conformément au traité avec l'Allemagne,

opteront pour la nationalité française, B. 54, p. 167.
LORRAINE. Voyez *Alsace*.
LÓYERS. Délai accordé aux loca-

taires habitant le département de la Seine, B. 38, p. 3. — Loi du 21 avril 1871 sur les loyers, B. 52, p. 127.

M

MAGISTRATURE. Loi du 25 mars 1871-qui déclare nuls les décrets de la délégation de Bordeaux des 28 janvier et 3 février 1871, prononçant la déchéance de quinze magistrats, B. 49, p. 83. — Loi du 4 avril 1871, qui abroge le décret de la délégation de Tours du 18 octobre 1870, relatif à l'élection des membres des tribunaux de commerce, B. 49, p. 86. — Arrêté relatif aux magistrats composant la cour d'appel de Metz, B. 49, p. 89. — Loi du 17 avril 1871, portant règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements des départements partiellement détachés de la France, B. 50, p. 103. — La chambre de cassation criminelle siégera provisoirement à Versailles, B. 50, p. 108, — ainsi que la cour d'appel de Paris, B. 50, p. 109.

MAISON DE BOURBON. Voyez *Princes*.
MANUFACTURES DE SÈVRES, DE BEAUVAIS ET DES GOBELINS. Elles sont réunies au ministère de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, B. 38, p. 1.

MARCHÉS. Loi du 6 avril 1871, qui institue une commission chargée d'examiner tous les marchés passés par les administrations publiques à l'occasion de la guerre, B. 50, p. 95.

MÉDAILLE MILITAIRE. Les officiers appartenant à la garde nationale et qui ne sont pas membres de la Légion d'honneur pourront recevoir, pour fait de guerre, la médaille militaire, B. 42, p. 38.

MER NOIRE. Voyez *Traité de navigation*.

MILITAIRES. Voyez *Armée*.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. Délégation à M. *Ozenne*

de la signature des actes d'administration pendant l'absence de M. *Magnin*, B. 46, p. 58, — et pendant celle de M. *Lambrecht*, ministre de l'agriculture, B. 48, p. 74. — Ouverture, sur l'exercice 1871, d'un crédit pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris, B. 39, p. 10.

MINISTÈRE DES FINANCES. Crédit sur l'exercice 1871, pour allouer une subvention aux compagnies d'assurances mutuelles sur la vie qui se sont réunies pour assurer les gardes nationaux appelés à la défense de Paris, B. 42, p. 31. — Report à l'exercice 1871 d'une portion du crédit délégué sur l'exercice 1870 pour secours aux familles de militaires sous les drapeaux, B. 42, p. 33. — Crédit pour les frais de fabrication des monnaies de bronze, B. 42, p. 35. — Virement de crédit, exercice 1870, B. 42, p. 35; B. 43, p. 43. Voyez *Dépenses de l'Etat et Emprunt*.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Délégation au général *Susane* de la signature des actes d'administration pendant l'absence du général *Le Flo*, B. 46, p. 58 et B. 48, p. 73. — Ouverture d'un crédit (exercice 1871) pour assurer jusqu'à la fin d'avril l'exécution des préliminaires du traité de paix du 26 février 1871, B. 49, p. 88. (Virement de crédits (exercice 1871), B. 53, p. 153. Voyez *Armée et Garde nationale*.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES CULTES ET DES BEAUX-ARTS. Réunion à ce ministère des manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins, B. 38, p. 1. — La signature des actes d'administration est confiée à M. *Pelletan* pendant l'absence de M. *Jules Si-*

mon, B. 43, p. 44. — Cette signature est transférée à M. Dorian, B. 44, p. 48. — Délégation de ladite signature à M. Saint-René-Taillandier, secrétaire général, B. 48, p. 75. — Inscription au budget du ministère de l'instruction publique de crédits provenant de l'ancien ministère des sciences, lettres et beaux-arts, B. 42, p. 28. — Ouverture, sur l'exercice 1871, d'un crédit pour complément de dépenses dans le service des aéros-tats, B. 42, p. 34. — Autorisation de prélever sur les fonds du matériel des beaux-arts, pour l'exercice 1871, jusqu'à concurrence de dix-huit mille francs, certaines dépenses faites ou à faire pour le service de l'hôtel siège de la présidence du Gouvernement de la défense nationale, pendant le premier trimestre de l'année 1871, B. 47, p. 66.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Crédit de vingt millions pour les dépenses des gardes nationales, B. 38, p. 4. Voyez *Exercice communal et départemental* et *Intérim*.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Délégation, pendant l'absence du garde des sceaux, de l'expédition des affaires courantes à M. Émile Durier, secrétaire général, B. 42, p. 41. — La délégation de signature confiée à M. Emmanuel Arago relativement aux actes du département de la justice est confiée à M. Jules Favre, B. 44, p. 47. Voyez *Magistrature, Ministres et Secrétaires généraux*.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. M. le vice-amiral Touchard est chargé des fonctions de délégué du ministre de la marine et des colonies à Paris, B. 46, p. 59, et B. 48, p. 73. — M. le contre-amiral Hugouet de Chailié est chargé des mêmes fonctions, en remplacement de M. le vice-amiral Touchard, B. 48, p. 74. Voyez *Ministres*.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Délégation à M. Collignon de la signature des actes d'administration dudit ministère, pendant l'absence de M. Dorian, B. 47, p. 65, et pendant celle de M. de Larcy, ministre des travaux publics, B. 48, p. 74. — Virement de crédit, exercice 1870, B. 38, p. 5. — Report à l'exercice 1870 d'une somme de deux millions non employée sur le crédit ouvert par la loi du 1^{er} août 1868 pour le service des canaux, exercice 1869, B. 42, p. 27. — Inscription de crédits provenant de l'ancien ministère des lettres, sciences et beaux-arts, B. 42, p. 28. Voyez *Chemins de fer et Ministres*.

MINISTRES. Sont nommés : ministre de l'intérieur par intérim, M. Hérol, B. 42, p. 40; — garde des sceaux, ministre de la justice, présidant le Conseil d'État, M. Jules Dufaure; ministre des affaires étrangères, M. Jules Favre; ministre de l'intérieur, M. Ernest Picard; ministre de la guerre, M. le général Le Flo; ministre de la marine et des colonies, M. le vice-amiral Pothuan; ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, M. Jules Simon; ministre de l'agriculture et du commerce, M. Lambrecht; ministre des travaux publics, M. de Larcy; ministre des finances, M. Buffet, B. 48, p. 72. — M. Pouyer-Quertier est nommé ministre des finances en remplacement de M. Buffet, B. 48, p. 75. Voyez *Comptes des ministres*.

MITRAILLEUSES. Voyez *Artillerie*.

MONNAIES ÉTRANGÈRES. Fixation de la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, en 1871, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, B. 40, p. 17.

MULETS. Voyez *Chevaux et Réquisitions*.

N

NAVIGATION. Voyez *Traité*.

NOMINATIONS. Voyez *Chef du Pouvoir exécutif, Intérim, Légion d'honneur et Ministres*.

NOMS. MM. *Pélar* (*Marie-François-Camille*) et (*Gustave*) sont autorisés à substituer à leur nom

celui de *Pérard*, B. 44, p. 51.
NOTAIRES. Loi concernant les officiers ministériels, et en particulier les notaires appelés sous les drapeaux et autorisés à se faire suppléer pendant la guerre (3 mai 1871), B. 52, p. 133.

O

OFFICES, Réduction dans les tribunaux suivants :

HUISSIERS.

Ayallon (Yonne), à huit, B. 47, p. 69 ;
— **Chartres** (Eure-et-Loir), à dix-huit, B. 47, p. 69 ; — **Joigny**

(Yonne), à cinq, B. 47, p. 69 ; — **Saint-Pol** (Pas-de-Calais), à onze, B. 47, p. 69.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. Voyez *Notaires*.

ORDRE JUDICIAIRE. Voyez *Magistrature*.

P

PAIX. Voyez *Traité*.

PARIS (VILLE DE). Voyez *Ville de Paris*.

PILLAGE. Fixation des délais de prescription pour les poursuites, B. 46, p. 59.

POLICE. Les pouvoirs conférés au préfet de police du département de la Seine sont étendus au département de Seine-et-Oise, B. 48, p. 76.

POMMES DE TERRE. Levée de la réquisition mise sur les pommes de terre, B. 39, p. 15.

POPULATION. Aajournement à 1872 du dénombrement de la population qui devait avoir lieu en 1871, B. 49, p. 93.

PORG (VIANDS DE). Voyez *Réquisitions*.

PORTS MARITIMES ET DE COMMERCE. Ouverture, sur l'exercice 1870, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Dunkerque, en exécution de la loi du 29 mai 1868, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville, B. 42, p. 30.

POSTES (ADMINISTRATION DES). Loi

relative aux lettres à destination des militaires faisant partie des corps d'armées de terre et de mer en campagne (du 31 mai 1871), B. 53, p. 145.

POUVOIR EXÉCUTIF. Nomination de M. *Thiers*, B. 48, p. 71.

PRÉFET DE POLICE. Arrêté du 24 mars 1871, qui étend au département de Seine-et-Oise les pouvoirs conférés au préfet de police du département de la Seine, B. 48, p. 76.

PRÉFETS. Loi relative à l'éligibilité des préfets, B. 52, p. 133.

PRÉLIMINAIRES DE PAIX. Loi du 5 avril 1871, qui ouvre au ministre de la guerre un crédit sur l'exercice 1871, pour assurer jusqu'à la fin d'avril l'exécution des préliminaires de paix du 26 février 1871, B. 49, p. 88. — Loi du 2 mars 1871, qui ratifie les préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871, B. 51, p. 111. — Ratification du traité définitif de paix, B. 51, p. 117.

PRÉSCRIPTIONS pour les délits forestiers et actes de pillage, B. 46, p. 59.

PRESSE. Loi relative aux poursuites à exercer en matière de délits commis par la voie de la presse (15 avril 1871), B. 50, p. 101.

PRIÈRES PUBLIQUES. Loi du 16 mai 1871, ayant pour objet de demander des prières publiques dans toute la France, B. 52, p. 137.

PRINCES DE LA MAISON DE BOURBON.

Abrogation des lois du 10 avril 1832 et du 26 mai 1848, les concernant (loi du 8 juin 1871), B. 53, p. 147.

PROPRIÉTÉS. Inaliénabilité des propriétés publiques ou privées saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871, B. 52, p. 135.

PROLONGATION DE DÉLAI. Voyez *Effets de commerce et Loyer*.

PRUSSE. Voyez *Traité de navigation et Traité de paix*.

R

RAVITAILLEMENT DE PARIS. M. d'Almeida est chargé de se rendre dans les départements avec la mission de coordonner les efforts qui seront faits, 1° pour établir des communications entre Paris et les départements; 2° pour effectuer le ravitaillement de Paris, B. 39, p. 9.

RÉGIMENTS DE PARIS. Voyez *Garde nationale*.

RENTE CINQ POUR CENT. Voyez *Emprunt de deux milliards*.

RÉQUISITIONS. Sont réquisitionnés les asphaltes, bitumes et autres matières analogues approvisionnés dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement, B. 38, p. 8. — Réquisition des blés et farines existant dans le département de la Seine et dans les parties des départements voisins dont les habitants sont en communication avec Paris, B. 39, p. 12. — Conservation des chevaux indispensables pour les transports privés, B. 39, p. 13. — Décret concernant les détenteurs de farines, B. 39, p. 14. — Levée de la réquisition

sur les pommes de terre, B. 39, p. 15. — Les décrets relatifs à la réquisition de la houille, du coke, des asphaltes, des bitumes et autres matières analogues sont rapportés, B. 44, p. 50. — Levée de la réquisition de la viande de porc et de la charcuterie, B. 44, p. 50. — Le décret établissant la réquisition des chevaux ne s'applique pas aux chevaux introduits dans Paris postérieurement à la promulgation du décret du 6 février, B. 44, p. 51. — Levée de la réquisition des grains et farines, B. 45, p. 53. — Levée de toute réquisition et de toute interdiction de vente des animaux de boucherie et des vaches laitières, B. 45, p. 53, — ainsi que des chevaux, ânes et mulets, B. 45, p. 54. — Loi relative aux réquisitions exercées contre les particuliers, depuis le commencement de la guerre, par les autorités civiles et militaires (15 juin 1871), B. 54, p. 165.

RÉVÉIL (JOURNAL LE). Suppression, B. 40, p. 19.

RUSSE. Voyez *Traité de navigation*.

S

SAISIES IMMOBILIÈRES. Abrogation du décret de la délégation du Gouvernement de la défense na-

tionale du 2 novembre 1870, concernant les saisies immobilières, la folle enchère et les

ventes judiciaires d'immeubles (loi du 22 mai 1871), B. 53, p. 141.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX. M. *Émile Durier* est nommé secrétaire général du ministère de la justice, en remplacement de M. *Hérolde*, B. 42, p. 42.

SECRÉTAIRES DU GOUVERNEMENT. Voyez *Gouvernement*.

SEINE-ET-OISE. Les pouvoirs du préfet de police sont étendus au département de Seine-et-Oise, B. 48, p. 76. — Ce département est mis en état de siège, B. 49, p. 80.

SERVICE JUDICIAIRE. Loi portant

règlement provisoire du service judiciaire dans les arrondissements des départements partiellement détachés de la France, B. 50, p. 103.

SERVICE POSTAL. Voyez *Postes (Administration des)*.

SIGNATURES MINISTÉRIELLES. Voyez *Ministère de l'agriculture et du commerce, Ministère de la guerre, Ministère de l'instruction publique, Ministère de la justice, Ministère de la marine et des colonies et Ministère des travaux publics*.

SOUS-PRÉFETS. Loi relative à l'éligibilité des sous-préfets, B. 52, p. 133.

T

TÉLÉGRAPHIE. Arrêté relatif à l'affranchissement des dépêches télégraphiques, B. 49, p. 92.

TERRAINS EN ALGÉRIE. Voyez *Alsace*.

THIERS. M. *Thiers* est nommé Chef du Pouvoir exécutif, B. 48, p. 71. — Sa maison sera relevée aux frais de l'État (loi du 26 mai 1871), B. 53, p. 143. — Une somme de un million cinquante-trois mille francs est mise à la disposition de M. *Thiers* pour la reconstruction de sa maison (loi du 3 juin 1871), B. 53, p. 146.

THOMAS (général CLÉMENT). L'assassinat de ce général est un deuil public (loi du 29 mars 1871), B. 49, p. 84.

TIMBRE. Voyez *Monnaies étrangères*.

TRAITÉ DE NAVIGATION. Promulgation du traité signé à Londres, le 13 mars 1871, pour reviser les stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856 relatives à la navi-

gation de la mer Noire et du Danube; B. 53, p. 148.

TRAITÉ DE PAIX. Ratification des préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871 (loi du 2 mars 1871), B. 51, p. 111. — Ratification du traité définitif de paix conclu entre la République française et l'Empire d'Allemagne (loi du 18 mai 1871), B. 51, p. 117.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Loi du 4 avril 1871 qui abroge le décret de la délégation de Tours du 18 octobre 1870, relatif à l'élection des membres des tribunaux de commerce, B. 49, p. 86.

TROUPES DE TERRE ET DE MER. Résolution ayant pour objet de voter des remerciements aux troupes de terre et de mer qui ont combattu dans les journées des 2, 3 et 4 avril 1871, B. 49, p. 87.

TURQUIE. Voyez *Traité de navigation*.

V

VACHES LAITIÈRES. Voyez *Réquisitions*.

VENTES JUDICIAIRES. Voyez *Saisies immobilières*.

VERSAILLES. Le siège de l'Assemblée nationale y est transporté, B. 49, p. 79. — Les membres de la commission provisoire chargée

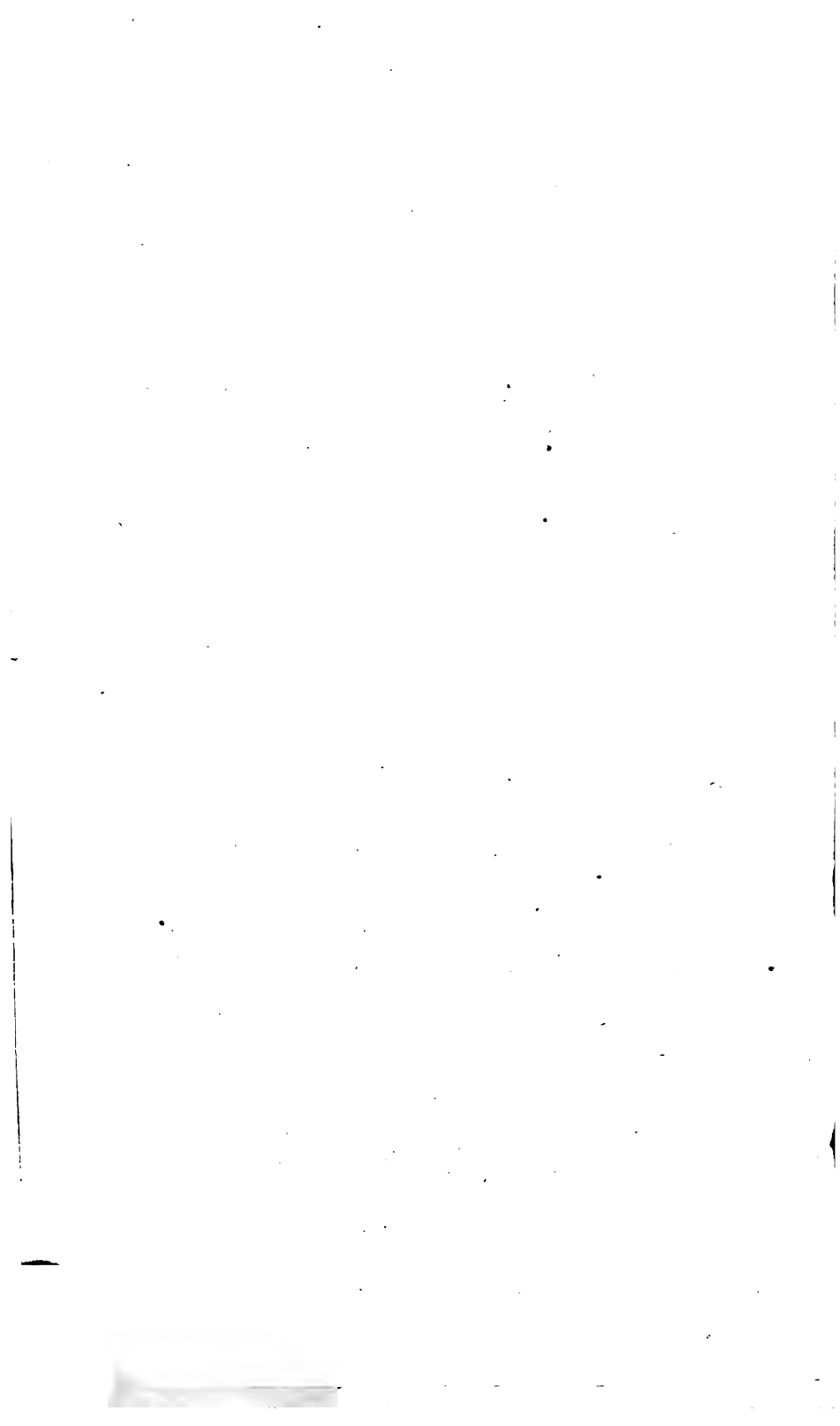
de remplacer le Conseil d'État se réuniront et exerceront leurs fonctions à Versailles, B. 49, p. 90. — La chambre de cassation criminelle ainsi que la cour d'appel de Paris siégeront provisoirement à Versailles, B. 50, p. 108 et 109. — Création d'une bourse de commerce à Versailles, B. 53, p. 155.

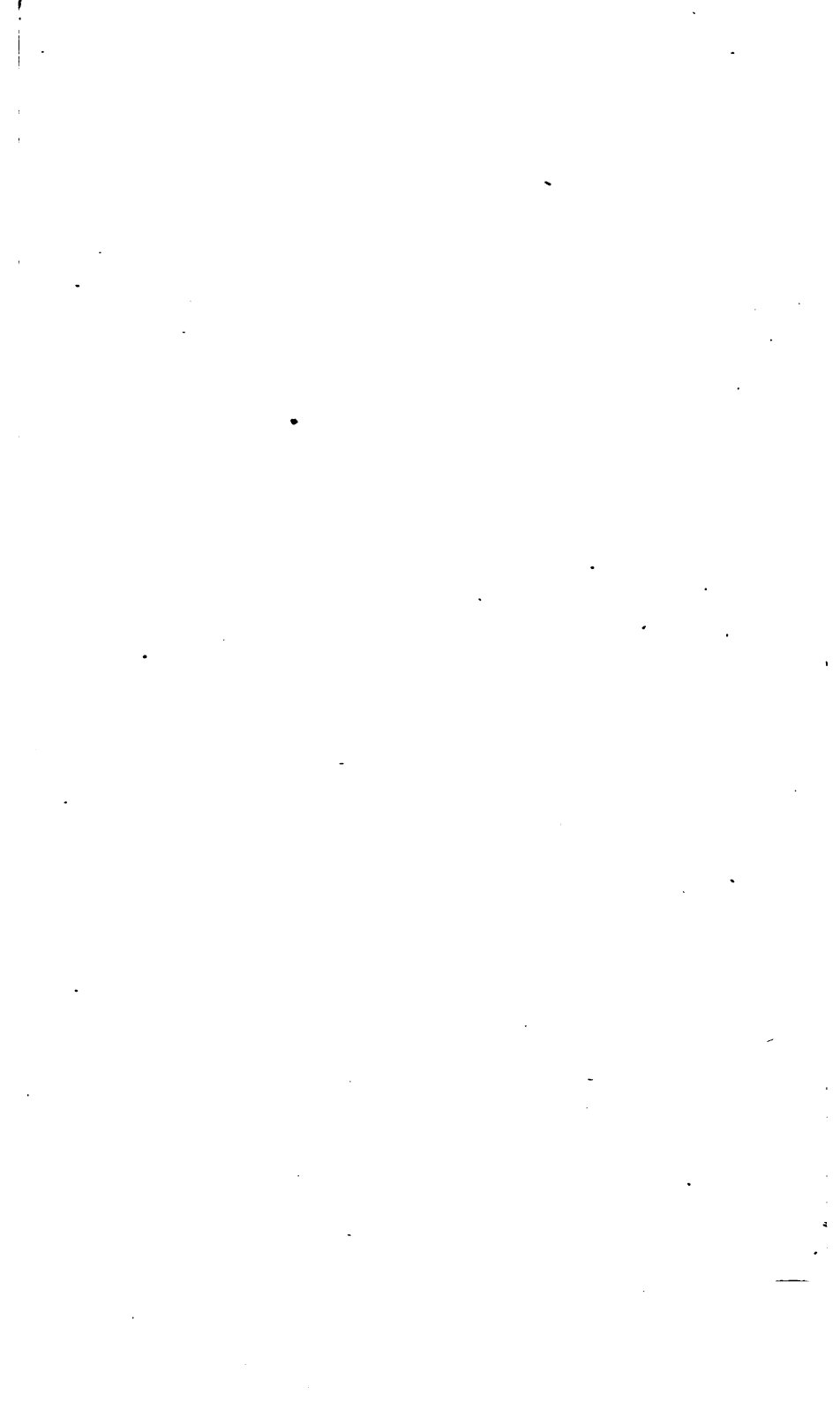
VIANDE DE PORC. Voyez *Réquisitions*.

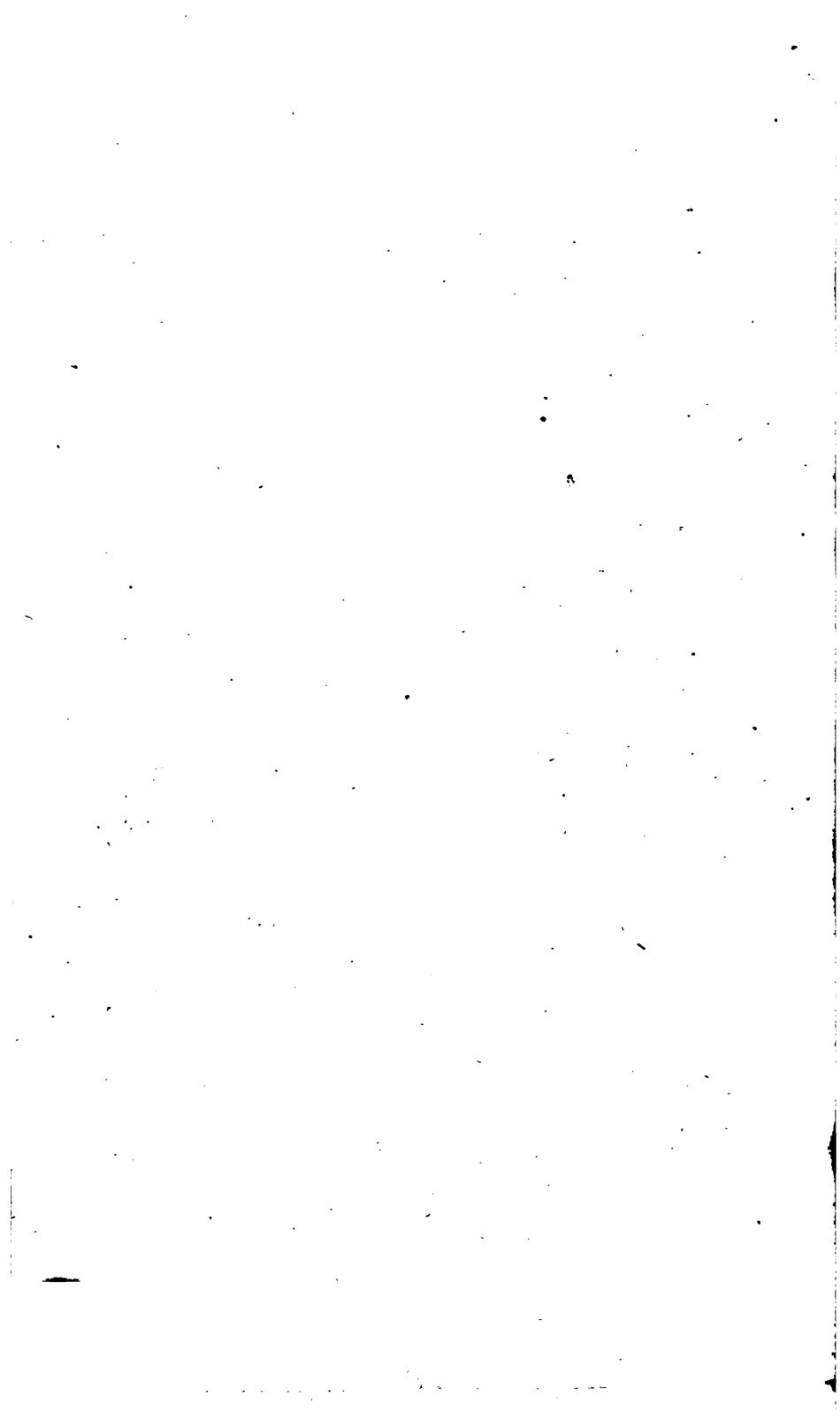
VILLE DE PARIS. Voyez *Approvisionnement, Armée, Blés, Bombardement, Chevaux, Cour d'assises, Elections, Farines, Garde nationale, Gouvernement, Guerre, Jury, Listes électorales, Loyers, Magistrature, Préfecture de police, Propriétés, Ravitaillement et Réquisitions*.

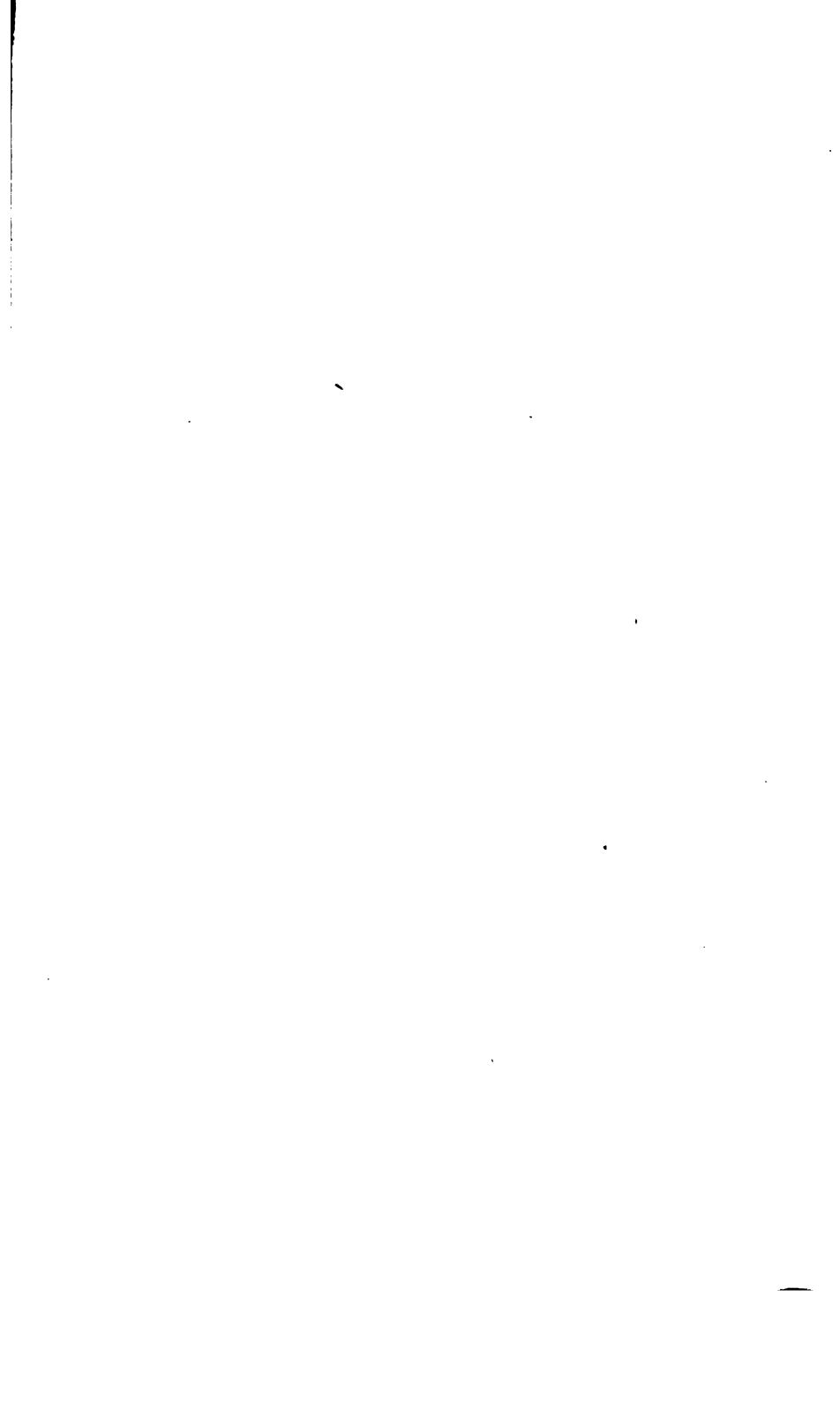
VOLONTAIRES. Création de bataillons, B. 49, p. 81.

PIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME II.

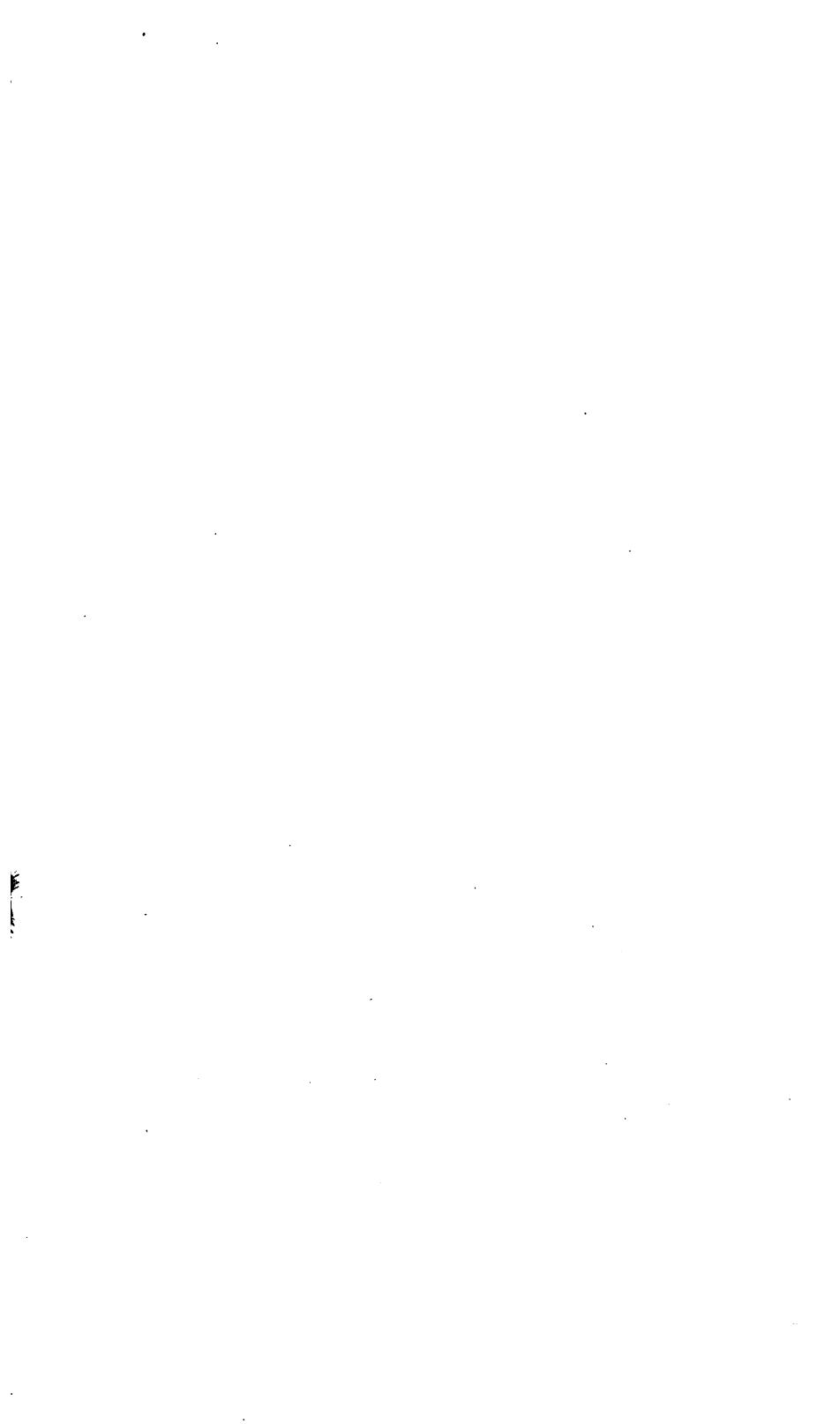












To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

10M—8.40

--	--	--

Standard Law Library



3 6105 062 464 487

349.44

F81

12th ser.

v.2

594774